

France Forum

A nos lecteurs

Vues allemandes sur l'Allemagne

Construction politique de l'Europe :
divergences

Un autre regard sur la Russie

Citoyenneté et nationalité au Kosovo
et en Macédoine

Ethique et biologie

Peut-on imaginer le XXI^e siècle ?

«La charrue et l'étoile»

Pierre Pflimlin

Mots et humeurs

Arts et lettres - Notes de lecture

Septembre - Novembre
2000

Jean AUBRY - Henri
BOURBON - Charles
DELAMARE - Hans
STARK - Alfred FRISCH
- René FOCH - Pierre de
BOISDEFFRE - Gino
NECCHI - Claude
HURIET - René PUCHEU
- Louis JUNG - Bruno
BÉTHOUART - François
BAYROU - Paul COLLO-
WALD - André LE GALL
- Philippe SÉNART -
Marc DARMON -
Jacques MALLET -
Jean-Yves CHEVALLIER
- Jean PEYRADE - Jean
CHÉLINI

44^{ème} année

N° 329 30 F



DOSSIERS ET ETUDES

- A nos lecteurs** p. 2
par Jean AUBRY, Henri BOURBON, Charles DELAMARE
- Points de vue allemands sur l'Allemagne d'aujourd'hui** p. 3
Entre mutations et résistance au changement : l'Allemagne de Schröder
par Hans STARK p. 3
- Les ex-communistes sur l'échiquier politique allemand :
archaïsme ou ouverture ?** p. 7
par Alfred FRISCH
- Où va l'Union européenne ?** p. 11
L'Europe, queue de poisson ! par Charles DELAMARE p. 11
Le grand débat par René FOCH p. 13
- Un autre regard sur la Russie** p. 20
par Pierre de BOISDEFRE
- Citoyenneté et nationalité au cœur des Balkans :
les problèmes du Kosovo et de la Macédoine** p. 27
par Gino NECCHI
- Révision de la loi bioéthique de 1994 :
des enjeux éthique, scientifique et thérapeutique contradictoires** p. 32
par Claude HURIET
- Imaginer le XXI^e siècle ? Quel risque !** p. 34
par René PUCHEU
- «La charrue et l'étoile» d'André Diligent** p. 39
par Louis JUNG et Bruno BÉTHOUART
- Pierre Pflimlin (1907-2000)** p. 41
Un grand homme par François BAYROU p. 42
Dernier adieu à Pierre Pflimlin - souvenirs et propos par Pierre de BOISDEFRE p. 43
Pierre Pflimlin, l'Européen par Paul COLLOWALD p. 45

MOTS ET HUMEURS

- Le Dictionnaire du sens interdit** par André LE GALL p. 47

ARTS ET LETTRES

- La Vie littéraire** par Philippe SÉNART p. 48
- Disques** par Marc DARMON p. 60

NOTES DE LECTURE

- Jean Lecanuet de Nadine-Josette CHALINE** par Jacques MALLET p. 62
- Trois images de la Corse** par Jean-Yves CHEVALLIER p. 66
- Etienne Borne et «les Cahiers du Rhône»** par Jean PEYRADE p. 70
- A Saint-Pierre** par Jean CHÉLINI p. 71
- Batailles contemporaines** par Jean CHÉLINI p. 72

A nos lecteurs

Ce présent numéro est le dernier composé sous notre responsabilité. Notre revue a fait preuve d'une longévité assez exceptionnelle : il y aura bientôt quatre ans que nous célébrions son 40^e anniversaire. Ce qui, évidemment, ne va pas sans relèves et passages de relais... L'événement d'aujourd'hui n'a donc en soi rien de surprenant ni d'insolite - même si, bien évidemment, pour nous trois, sa charge d'émotion est forte.

Durant de longues années - voire, pour l'un d'entre nous, pendant l'intégralité de ses près de 44 années d'existence - nous avons vécu intensément l'aventure de *France-Forum*, partagé l'ambition de ses fondateurs, soucieux d'assurer dans le paysage français (éthique, culturel, politique, économique, social,...) tout à la fois la visibilité des valeurs d'un humanisme démocratique d'inspiration chrétienne et leur présence au cœur de la vie de la Cité, face aux enjeux et aux défis contemporains, ce qui supposait un dialogue ouvert et constructif avec les autres sensibilités. Quelles que soient les transformations profondes subies par les médias au cours du dernier demi-siècle, il nous semble toujours que, pour demeurer attentifs aux interrogations, aux inquiétudes, aux indignations parfois, que suscite la marche - souvent cahoteuse - du monde, et proposer, en réponse, des analyses et réflexions dépassant les simplismes et les emportements de réactions trop immédiates, une revue demeure un instrument irremplaçable. Défendre et faire vivre des valeurs exige que, sans se laisser assourdir ou intimider par le vacarme et l'arrogance de ceux trop empressés à imposer une «pensée unique» et à accuser de

«ringardise» ceux qui ne se soumettraient pas, l'on pratique, autant que faire se peut, la difficile vertu de lucidité.

Nous tenons aujourd'hui à remercier ceux, si nombreux et venus des horizons les plus divers - politique, université, journalisme, administration, syndicat, entreprise,... - qui ont apporté à la réalisation de cet idéal leurs compétences, leurs savoirs, leurs expériences en écrivant des articles ou en participant à nos colloques. Il est bien sûr impossible de les nommer tous, encore moins de n'en nommer que quelques-uns - à l'exception de ceux, aujourd'hui disparus, qui ont tant fait pour la revue, à sa fondation et tout au long de leur existence : Etienne Borne, André Colin, Joseph Fontanet, Jean Lecanuet, Maurice-René Simonnet. Nous sommes et demeurerons marqués à jamais par ces années de travail et de relations avec les uns et les autres, vécues dans un climat d'amitié exceptionnel.

Les Clubs France-Forum ont, ici ou là, contribué à développer à l'échelon local, ces réseaux de réflexion et d'amitié, même si leur potentiel est loin d'avoir été totalement exploité.

Nous souhaitons ardemment que la page tournée aujourd'hui ouvre à de nouveaux chapitres et que l'histoire de *France-Forum* connaisse de nouveaux et brillants développements.

Bon vent à nos successeurs !

Jean AUBRY

Henri BOURBON

Charles DELAMARE

Points de vue allemands sur l'Allemagne d'aujourd'hui

France-Forum est heureux de faire appel une nouvelle fois, pour le plus grand bénéfice de ses lecteurs, à deux Allemands, appartenant à des générations différentes, mais particulièrement informés l'un et l'autre des réalités et problèmes de leur pays, dix ans après sa réunification.

Hans STARK est le secrétaire général du Comité d'étude des relations franco-allemandes à l'Institut français des relations internationales (IFRI) dirigé par notre ami Thierry de Montbrial dont les études (et en particulier le rapport annuel Ramsès sur la situation du monde) font autorité.

Alfred FRISCH, l'un des plus anciens correspondants à Paris de journaux et de radios de la République Fédérale d'Allemagne (Radio sarroise, Allgemeine Zeitung de Mayence, Sud Kurier) collabore également à la revue Documents éditée par le Bureau International de Liaison et Documentation (BILD), à la tête duquel se trouve notre ami Joseph Rovau. C'est un grand spécialiste des relations franco-allemandes (cf. son article du n° 327 du 1^{er} trimestre 2000 de France-Forum), de l'Union européenne et de la politique française.

Entre mutations et résistance au changement : l'Allemagne de Schröder

par Hans STARK

A première vue, le «retour» du gouvernement allemand à Berlin et la participation de la *Bundeswehr* à l'opération «force alliée» contre la Serbie, en 1999, traduisent une double rupture : sur le plan intérieur, l'Allemagne unie ferme la «parenthèse» de la République rhénane, vieille d'un demi-siècle, tandis que, sur le plan extérieur, la participation de troupes allemandes à une mission de rétablissement de la paix «hors zone» marque la fin de la «culture de retenue» qui a caractérisé la politique étrangère de la RFA pendant plusieurs décennies. Faut-il en conclure que nous nous trouvons en face d'une Allemagne nouvelle, à la fois différente et sûre d'elle-même, une

Allemagne redevenue «normale» après avoir tiré un trait sur son histoire ?

Une telle conclusion ne serait pas seulement hâtive, mais occulterait également l'un des traits majeurs de la société allemande (voire peut-être de toutes les sociétés occidentales) : la résistance au changement. *Keine Experimente ; Weiter so Deutschland ; Wenig anders - vieles besser* (Pas d'expérimentations ; l'Allemagne continue comme avant ; peu de changements - beaucoup d'améliorations). Ces quelques slogans qui ont jalonné et marqué de leur empreinte les campagnes électorales de Konrad Adenauer, Helmut Kohl et Gerhard Schröder démontrent à quel point il est crucial, pour un candidat à la chan-

cellerie, de promettre aux électeurs le respect des acquis en inscrivant l'action politique future dans la continuité. Rien ne rassure autant que l'absence de changement et si, des réformes il doit y avoir, c'est seulement à dose homéopatique et à condition qu'elles s'effectuent de façon indolore. C'est grâce à cet état d'esprit très conservateur que Gerhard Schröder a accédé à la chancellerie en 1998. De fait, les Allemands avaient favorisé la formation d'une grande coalition droite-gauche, formée par les Chrétiens-démocrates et les Sociaux-démocrates, permettant à la fois le départ de Helmut Kohl du gouvernement et le maintien de la CDU au pouvoir, épaulée par un SPD dont le programme très pragmatique rassurait les électeurs. Ces derniers n'avaient pas un seul instant imaginé qu'en votant massivement contre Helmut Kohl ils ouvraient la voie à une coalition rouge-verte dont, manifestement, ils ne voulaient pas.

Doté d'une double et très confortable majorité au Parlement et dans la Chambre des *Länder*, le SPD de Gerhard Schröder était pourtant contraint de donner son aval à la formation d'une «gauche plurielle à l'allemande», certes sans les ex-communistes est-allemands mais avec les Verts, qui, de surcroît, faisait la part belle à l'aile gauche du SPD autour du bouillant ministre des Finances, le très keynésien Oskar Lafontaine. Les premiers pas de cette coalition hétéroclite furent à l'opposé des promesses de Gerhard Schröder : le nouveau gouvernement s'est mis à changer beaucoup de choses, sans apporter pour autant d'améliorations notables, notamment sur le plan de la lutte contre le chômage, dont le taux est resté désespérément élevé (10,6 % à la fin de l'année 1999, 11,2 % en 1998) (1). Mais surtout, le SPD a subi une crise violente entre «libéraux modernistes» et «interventionnistes traditionalistes», les premiers s'identifiant aux idées de Gerhard Schröder, tandis que les derniers se rangeaient derrière Lafontaine. Le départ fracassant de ce dernier (qui a mis fin à la lutte droite-gauche au sein du SPD) et son remplacement au ministère des Finances par Hans Eichel, l'ex- ministre-président du *Land* de Hesse, en mars 1999, n'ont pas permis au chancelier Schröder de regagner la confiance de l'électorat. Celui-ci, reprochant au chancelier de ne pas avoir mené la politique moderne et pragmatique annoncée durant la

campagne électorale, est alors revenu vers la CDU, dirigée à l'époque par l'un des hommes politiques les plus populaires outre-Rhin : Wolfgang Schäuble.

Fort logiquement, le SPD a alors subi toute une série de défaites électorales, lors des scrutins européens et régionaux qui ont jalonné l'année 1999. Après la déroute lors des élections européennes en juin, les Sociaux-démocrates se sont inclinés à cinq reprises lors des élections des Chambres régionales du Brandebourg (5 septembre), de la Sarre (5 septembre), de la Thuringe (12 septembre), de la Saxe (19 septembre) et de Berlin (10 octobre). Ces défaites successives, et souvent très lourdes, ont non seulement privé le SPD de sa majorité au *Bundesrat* (la Chambre fédérale des *Länder*), mais, surtout, elles ont semblé annoncer la mort prochaine et prématurée du gouvernement Schröder, dont la formation s'apparentait davantage à un accident de parcours qu'à une alternance, logique après 16 années de règne chrétien-démocrate.

C'est à ce moment qu'éclate l'affaire Kohl. Le 30 novembre 1999, contraint et forcé en raison des révélations d'un ancien trésorier de la CDU, l'ancien chancelier a pour la première fois reconnu l'existence d'un réseau de caisses noires - quelque 2 à 20 millions de marks - dont la collecte a été ordonnée et contrôlée par lui-même depuis le début des années 80. Cette affaire a alors fait la «une» de tous les journaux pendant des mois, provoquant non seulement la fin définitive de l'ère Kohl, mais aussi la chute de ses successeurs, eux aussi partiellement impliqués dans le scandale. Surtout, elle a permis de «sauver» *in extremis* Gerhard Schröder. La coalition rouge-verte dirigée par ce dernier a ainsi travaillé pendant une longue période sans susciter le moindre intérêt (et la moindre critique) de la part des médias et de l'opposition.

Profitant de ce prolongement inespéré de l'état de grâce, le nouveau gouvernement a pu lancer un certain nombre de réformes, qui, si elles ne changent pas radicalement les données politiques et économiques outre-Rhin, annoncent pourtant une rupture avec le style et la phi-

(1) Voir sur cette période Hans STARK, «Les premiers jours de Gerhard Schröder», *France-Forum* n° 1, 1999, pp. 2-8.

philosophie très conservatrice de l'ère Kohl. Avant même que n'éclate l'affaire du financement occulte de la CDU, le SPD et les Verts ont voté une loi, à l'été 1999, réformant la loi de la nationalité. Vivement combattue par l'opposition chrétienne-démocrate (qui n'a pas hésité à descendre dans la rue pour interroger et mobiliser «les gens» contre ce projet), l'introduction du droit du sol représente une avancée considérable sur le plan de l'intégration des quelque 7,5 millions d'immigrés (soit 9 % de la population) que compte l'Allemagne. En rompant avec le droit du sang, le gouvernement Schröder a bouleversé les concepts même du peuple allemand et de son identité nationale, reconnaissant que la société allemande n'est plus «ethniquement» homogène.

De plus, loin de se contenter «d'assimiler» et d'intégrer la population immigrée en Allemagne, le gouvernement fédéral a lancé un nouveau débat jusque-là complètement tabou : celui d'une immigration qualitative, adaptée non seulement aux besoins immédiats et ponctuels de l'économie allemande mais aussi au défi d'une population dont le déclin a pris des proportions dramatiques. En effet, avec un taux de fécondité tombé à 1,2 enfant par femme, l'Allemagne verra le rapport actuel du nombre des actifs au nombre des retraités divisé par deux au cours des prochaines années. À partir de 2035, on ne comptera plus que deux actifs par retraité, la part des plus de 60 ans augmentant de 20,7 % aujourd'hui à 36,8 % de la population totale. L'immigration est donc considérée par beaucoup de spécialistes comme une solution permettant de remédier au moins partiellement au problème du vieillissement de la population qui risque, à terme, de remettre en question les fondements de l'État social.

Par conséquent, d'après Gerhard Schröder, la nouvelle politique d'immigration de l'Allemagne devait s'inspirer des modèles américain ou canadien. Elle devra être axée sur des critères de sélection en fonction des compétences et des qualifications professionnelles et universitaires des «candidats» à l'immigration. Cette philosophie très pragmatique, s'inspirant de la politique du «*brain drain*» des États-Unis, peut sembler choquante à première vue. Toutefois, elle constitue la seule manière per-

mettant de créer un consensus entre le gouvernement fédéral et les dirigeants d'entreprise d'un côté, favorables à cette forme d'immigration sélective, et la majorité de la population allemande de l'autre, loin d'être prête à accepter la perspective de l'avènement d'une société multiculturelle et multiethnique.

C'est donc la voie dans laquelle l'Allemagne s'engage sous la direction de Gerhard Schröder, décidé à moderniser son pays et à redorer l'image du «*Standort Deutschland*», c'est-à-dire du «lieu de production Allemagne». Pour réaliser ce dessein, le chancelier fédéral veut accélérer le processus de globalisation de l'économie allemande - par le biais de fusions (auxquelles il n'est pas toujours favorable, comme le montre l'affaire de l'achat de Mannesmann par l'entreprise britannique Vodaphone) et de l'arrivée massive d'une main-d'œuvre étrangère hautement qualifiée. Il s'agit là, avec l'abandon du droit du sol, du deuxième grand chantier du gouvernement fédéral, puisque ce dernier a décidé de s'attaquer directement aux bases même du «capitalisme rhénan», dont le coût exorbitant et la faible efficacité sont considérés comme responsables du manque de compétitivité du pays à l'échelle internationale.

La revitalisation du «*Standort Deutschland*» a été engagée en deux étapes. En novembre 1999, le ministre des Finances, Hans Eichel, a conçu et imposé un budget d'austérité réduisant les dépenses publiques de 30 milliards de deutschemarks (soit 100 milliards de francs), l'objectif étant de ramener le budget à l'équilibre au plus tard en 2006 pour, ensuite, lancer une réforme audacieuse des retraites, basée sur une synthèse entre répartition et capitalisation individuelle, située à mi-chemin entre les modèles français et anglo-saxon. Six mois plus tard, à l'été 2000, le gouvernement fédéral a fait adopter par les deux Chambres un programme fiscal prévoyant des allègements d'impôts pour les entreprises et les particuliers de 73 milliards de deutschemarks - la plus forte baisse jamais consentie en RFA depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Ainsi, tandis que les particuliers verront le taux plafond de l'impôt sur le revenu ramené de 51 % aujourd'hui à 42 % en 2005, les dirigeants d'entreprises, quant à eux, estiment que la réforme fiscale pourrait avoir un impact positif sur l'en-

semble de la production allemande et doper la croissance ainsi que l'emploi.

Aussi les prévisions conjoncturelles pour l'économie allemande sont-elles très favorables. D'après les prévisions des six grands instituts de conjoncture d'outre-Rhin (faites avant la crise du pétrole de l'été 2000), l'économie allemande devrait connaître deux années de croissance soutenue en 2000 et 2001 (+ 2,8 %). Alors que le risque d'inflation est jugé faible (situé entre 1,3 % et 1,5 % entre 2000 et 2001), une baisse importante du chômage est attendue dans les deux prochaines années, permettant d'atteindre un taux de 8,8 % en 2001. Toutefois, la partie orientale de l'Allemagne ne profitera pas au même degré de la reprise économique et le chômage, dont la diminution devrait se limiter à 0,3 % d'ici à 2001, restera toujours deux fois plus élevé qu'à l'Ouest. De fait, même si la multiplication d'îlots de croissance en ex-RDA et le rapprochement progressif des niveaux de salaires et traitements sociaux traduisent une amélioration indéniable de la situation économique est-allemande, force est de constater que la ville de Berlin ainsi que les cinq nouveaux *Länder* (qui comptent près de 19 % de la population allemande) ne réalisent toujours que 11,2 % du PIB de l'Allemagne. Quant au chômage est-allemand, il touche toujours près de 17% de la population active.

Le chancelier fédéral n'a donc pas encore vraiment réussi son pari - celui de redorer le blason du «*Standort Deutschland*». L'image internationale du «lieu de production Allemagne» souffre moins de la réputation d'une Allemagne sclérosée et anti-libérale, certes, mais elle est en revanche de plus en plus ternie par la vague de xénophobie et de racisme qui déferle sur l'Allemagne depuis le début de l'année. La crise économique surmontée, la classe politique allemande est confrontée à de nouveaux défis politiques et sociaux qui soulignent à quel point de nombreux Allemands résistent aux changements entraînés par la globalisation, l'ouverture des frontières et la restructuration du capitalisme allemand. Car la xénophobie traduit à la fois le rejet du libéralisme introduit par l'équipe Schröder et le refus d'une société multiculturelle voulue et recherchée par la coalition rouge-verte.

Certes, la violence xénophobe n'est pas un phénomène nouveau en Allemagne. Elle sévit dans ce pays depuis la chute du mur de Berlin. Toutefois, après une période d'intense activité au début des années 90, dirigée en particulier contre des foyers de demandeurs d'asile, l'activisme néo-nazi s'est largement estompé. De plus, alors que trois partis d'extrême droite existent en Allemagne, aucun d'entre eux n'a réussi à s'implanter sur la scène politique. Au contraire, l'extrême droite n'a su tirer aucun profit électoral de la crise économique des années 1994-1998 ou des déboires politico-financiers de la CDU à la fin de l'année 1999. Mais la marginalisation politique des mouvements néonazis a amené les dirigeants de la CDU, du FDP, du SPD et des Verts à sous-estimer cette problématique et à considérer l'extrême droite en Allemagne comme un épiphénomène secondaire, ne touchant qu'un nombre très limité de personnes. De fait, les auteurs de crimes racistes ont pu agir en quasi-liberté, notamment dans les nouveaux *Länder*, dont les autorités judiciaires ont longtemps refusé d'engager des poursuites pénales contre les *skinheads*, présentés comme des «jeunes égarés». Il a d'ailleurs fallu attendre l'attentat meurtrier contre un groupe de jeunes Russes juifs, à Düsseldorf à l'été 2000, pour voir la classe politique dans son ensemble prendre conscience de la gravité du problème de l'extrême droite en Allemagne - et tout particulièrement dans les nouveaux *Länder*. En effet, d'après des sondages effectués en ex-RDA, deux tiers des jeunes Est-allemands de moins de 25 ans affirment avoir de la sympathie pour l'idéologie nationaliste et estiment qu'il y a «trop d'étrangers» en Allemagne (alors que le taux de la population immigrée en ex-RDA ne dépasse pas 2 %). De fait, l'extrémisme de droite est devenu un véritable phénomène de mode dans les nouveaux *Länder* : loin de se limiter au seul milieu défavorisé des *skinheads*, il traverse toutes les couches sociales de la population. C'est également, en Allemagne de l'Est, infiniment moins ouverte aux échanges internationaux et transfrontaliers que les «anciens *Länder*», que l'on décompte, chaque jour, le plus grand nombre d'attaques physiques, parfois même mortelles, contre des étrangers, notamment de couleur, ainsi que contre les lieux de cultes juifs (cimetières et synagogues). En

1999, l'Allemagne a comptabilisé plus de 10 000 délits et actes criminels racistes, allant de la violence verbale aux agressions physiques. Celles-ci sont devenues un phénomène quotidien, créant un climat de panique et de peur parmi les étrangers vivant dans ce pays, notamment à l'Est - même si la xénophobie constitue un fléau qui touche l'Allemagne tout entière.

Le gouvernement fédéral prend ce phénomène désormais très au sérieux, étudiant toutes les possibilités lui permettant de rompre les liens entre la jeunesse et les mouvances d'extrême-droite. Il s'efforce notamment de miner l'action

des groupuscules de *skinheads* et de faire interdire, par le Conseil constitutionnel de Karlsruhe, le parti national allemand (NPD), très en vogue dans les nouveaux *Länder*. Il s'agit là sans doute d'un combat de longue haleine, dont le succès dépend de la normalisation économique des nouveaux *Länder*, de l'endiguement du chômage, ainsi que de l'acceptation, par la population dans son ensemble, des changements culturels et sociaux d'une Allemagne ouverte aux populations «étrangères» à l'heure de la globalisation.

Hans STARK

Les ex-communistes sur l'échiquier politique allemand : archaïsme ou ouverture ?

par Alfred FRISCH

Après la chute du mur de Berlin, les cadres politiques communistes de l'Allemagne de l'Est ont rapidement fondé un nouveau parti, pour s'assurer la succession de la *Sozialistische Einheitspartei* (SED) qui avait dominé pendant plusieurs décennies la République Démocratique Allemande, la RDA. Il importait de rassembler les fidèles de l'ancien régime, afin de pouvoir peser avec un poids suffisant sur l'évolution des nouveaux *Länder*, désormais intégrés dans le système démocratique de l'Allemagne Occidentale. L'héritage, accaparé avec une certaine ambiguïté juridique, n'était financièrement pas négligeable : des immeubles, des comptes en banque plus ou moins dissimulés et un journal, l'ancien organe officiel *Neues Deutschland*. Jusqu'à ce jour, ce dernier n'a jamais cessé de paraître malgré plusieurs crises financières et une perte assez régulière de lecteurs.

Le nouveau-né, appelé *Partei des Demokratischen Sozialismus* (PDS), soit *Parti du Socialisme Démocratique*, devait évidemment, dès le début, jouer la carte de la démocratie, afin de se conformer aux principes de la

Constitution allemande. Toutefois, ses adhérents ne lui auraient pas pardonné un désaveu du régime communiste qui venait de s'écrouler. Regarder vers l'avenir sans trop renier le passé ne fut pas une tâche facile. Son inspirateur et chef, Gregor Gysi, sut naviguer avec habileté dans les eaux de l'équivoque politique. Il disposait de deux atouts. Comme fils d'un ancien ministre de la culture de la RDA, chargé ensuite des relations avec les Églises, il possédait un pedigree authentiquement communiste. Mais, parallèlement, il fit valoir son rôle comme défenseur de dissidents anti-communistes. Prévoyant probablement le déclin inéluctable du communisme, sans pour autant le renier, il gardait envers le régime davantage de distance que son père et donnait vers sa fin l'impression d'une certaine ouverture d'esprit. On aurait tort de le classer parmi les opportunistes, mais son intelligence politique incontestable l'incitait à une grande souplesse avec la nécessaire capacité d'adaptation à des situations nouvelles. Tout en se présentant clairement comme un homme du renouveau, il conservait, grâce à son passé et à ses liens familiaux, la confiance des anciens de la RDA, toujours enracinés dans l'orthodoxie communiste.

Un parti centré sur l'Allemagne de l'Est

Dans une première phase, Gysi eut l'intelligence politique de concentrer les efforts de son parti sur les électeurs de l'Allemagne de l'Est, en n'essayant pas de convaincre les électeurs de gauche des anciens *Länder* des mérites d'un communisme réformé et démocratisé. Il n'y pouvait d'ailleurs s'y appuyer que sur un chétif parti communiste, totalement marginalisé et vivotant depuis des années. Il savait, cependant, dès le début, qu'il ne s'assurerait jamais une influence notable sur la politique allemande si son parti restait cantonné dans l'ancien territoire de la RDA. Il espérait que son enracinement à l'Est et l'orientation de plus en plus libérale de la social-démocratie, surtout depuis l'arrivée au pouvoir de Gerhard Schröder, lui permettrait peu à peu dans les anciens *Länder* d'attirer une fraction de l'électorat de gauche. A la grande déception de son parti et probablement aussi à la grande satisfaction des formations politiques rivales restées fidèles à leurs rêves révolutionnaires et anticapitalistes, ce moment n'est pas encore venu. Les résultats du PDS dans toutes les récentes élections sont restés insignifiants dans la partie Ouest de l'Allemagne. Cet échec est, sans doute, une des causes de l'abandon récent - plus forcé que volontaire - de la direction du parti par Gysi et ses amis.

En Allemagne de l'Est, par contre, le PDS a réussi à occuper, dans les élections régionales et municipales, la deuxième place, dépassant en 1999 pour la première fois le parti social-démocrate. Dans un certain nombre de circonscriptions, notamment dans un quartier ouvrier de Berlin, il s'est même approché de la majorité absolue des voix. Les ex-communistes profitent du mécontentement des nostalgiques assez nombreux de l'ancien régime. Certes, l'unification allemande a incontestablement amélioré le niveau de vie de tous, mais la rationalisation indispensable des entreprises devait provoquer un chômage massif, qui est loin d'être résorbé. L'amélioration impressionnante de toutes les infrastructures et aussi, à un moindre degré, des logements, n'est qu'une faible consolation pour les laissés pour compte. Ces derniers considèrent les nouveaux acquis plus ou moins comme un dû, mais regrettent amèrement l'ancienne gratuité du système de santé ainsi que les loyers

fort bas, sans parler des crèches gratuites ayant facilité la mobilisation de la main-d'œuvre féminine au service d'une économie communiste assez délabrée. Ces réactions négatives à l'unification allemande sont humainement compréhensibles et fort habilement exploitées par une propagande demeurée communiste. Dans une large mesure, le PDS doit donc sa forte position dans les nouveaux *Länder* à la grande compréhension qu'il a manifestée aux ressentiments et protestations de tous ceux qui ont le sentiment d'être devenus les victimes du capitalisme rapace de l'Ouest, davantage préoccupé par le profit que par le sort des êtres humains.

Participation à la gestion régionale

Après les élections régionales et locales de 1999, le SPD eut à maints endroits le choix entre une grande coalition avec les chrétiens - démocrates CDU et une collaboration plus ou moins étroite avec le PDS, tout disposé à payer un prix pour la reconnaissance de sa respectabilité démocratique. Dès 1994, ce dernier avait toléré un gouvernement social-démocrate minoritaire dans le Land de Sachsen-Anhalt. Cette alliance a relativement bien fonctionné malgré quelques heurts et crises inévitables. Sans grande hésitation, elle fut donc maintenue par les deux partenaires après l'élection de 1999. Et dans le Land de Mecklenbourg-Vorpommern, au nord de l'Allemagne autour des rives de la Baltique, le PDS a fait un pas de plus en participant à un gouvernement régional présidé et largement dominé par le SPD. L'artisan de cette cohabitation est l'actuel ministre de la construction du Land, Holter, un des anciens dirigeants du parti communiste de l'Est (SED), sérieusement formé à l'Université des cadres du parti à Moscou. En public, il joue le parfait révisionniste, noue des contacts avec le monde des affaires et désavoue même l'économie planifiée. En face de ses camarades ex-communistes, il se met plutôt dans le rôle du cheval de Troie. Il les rassure, en soulignant la nécessité pour le PDS de rester un parti anticapitaliste, socialiste et hostile au système politique en place, c'est-à-dire à la démocratie. Ce serait toujours le but du parti d'assurer à la société le pouvoir réel sur l'argent.

Exploitant ce courant d'apparence révisionniste et modernisante, Gysi, l'inspirateur du

parti, et son président Lothar Bisky ont cherché le contact avec les partis démocratiques de l'Allemagne. Arithmétiquement, la coalition actuelle des sociaux démocrates avec les Verts pourrait être remplacée par une alliance entre le PDS et le SPD, soit par un gouvernement rouge-rouge. Durant une brève période, le chancelier Schröder s'était laissé tenter par une telle perspective, en partie pour renforcer sa position vis-à-vis des Verts, toujours tentés par la rébellion et des ultimatums. Ce flirt n'est, cependant, pas allé bien loin en raison des résistances dans ses propres rangs, et surtout à cause de l'échec de Gysi dans son camps. Notons, par ailleurs, à titre de curiosité, que le CDU avait de son côté cherché le dialogue avec le PDS, officiellement pour scruter ses véritables intentions, afin de pouvoir ensuite mieux combattre ses idées. On a aussi récemment appris que le chancelier Helmut Kohl avait eu peut-être avant, et en tout cas après sa défaite électorale, plusieurs entretiens confidentiels avec Gysi. Selon ce dernier, l'échange de vues entre les deux hommes politiques concernait surtout l'histoire de l'unification allemande après la chute du Mur. Il semble par ailleurs que la CDU envisagea à un certain moment de valoriser le PDS d'une manière ou d'une autre, pour affaiblir le SPD et faciliter ainsi son retour au pouvoir. En raison des réactions fort négatives des militants, cette manœuvre a été rapidement abandonnée.

Quant au chancelier Schröder, il devait accepter - bon gré, mal gré - la collaboration de son parti avec le PDS dans plusieurs *Länder* et municipalités de l'Est, mais en évitant soigneusement tout engagement sur le plan fédéral. S'il devait se séparer des Verts, il serait beaucoup plus proche des libéraux du FDP comme nouveau partenaire éventuel que des ex-communistes de l'ancienne RDA. Il est, en outre, conscient du fait que son maintien au pouvoir dépendra dans une assez large mesure du comportement des électeurs de gauche de l'Allemagne de l'Est, qui ont gonflé en 1999 dangereusement les rangs du PDS. Afin de les reconquérir, il a utilisé une partie de ses vacances d'été pour une grande tournée informelle à travers les nouveaux *Länder*, en cherchant ostensiblement le contact direct avec la population dans de nombreuses petites et grandes localités.

Le raidissement du PDS durant ces derniers mois devrait encore approfondir le fossé entre lui et les partis démocratiques. Plus que jamais, les doutes s'installent sur le caractère réellement démocratique du mouvement ex-communiste. Selon un document de l'Église catholique, le PDS «considère toujours comme essentielle la lutte extraparlamentaire pour imposer des changements sociétaux». Les relations internationales du PDS confirment également son enracinement communiste. Aucune affinité ne s'est jusqu'à présent manifestée avec les anciens partis communistes qui s'efforcent de se transformer plus ou moins en mouvements sociaux-démocrates, comme en Italie, à un moindre degré en Espagne ou dans plusieurs pays de l'Est. Des relations amicales, suivies et étroites, n'existent qu'avec le parti communiste français dont la politique d'ouverture se heurte toujours à des limites idéologiques étroites.

Un parti en crise

Quoi qu'il en soit, Gysi et Bisky ont dernièrement dû céder la place à des éléments beaucoup moins consensuels. Leurs réflexions sur le futur programme du parti, tournant le dos aux vieux rêves révolutionnaires et mettant l'accent sur une politique sociale vigoureuse, susceptible de changer peu à peu la société, n'ont pas trouvé l'écho nécessaire dans les rangs des militants, dont les plus actifs sont issus des mouvements alternatifs. Ils font alliance avec les nostalgiques du communisme et ne veulent pas reconnaître que la roue de l'Histoire a tourné. La crise a été déclenchée en avril dernier au congrès du parti à Münster par le rejet d'une motion de la direction admettant après examen de chaque cas d'intervention militaire allemande à l'étranger sous mandat de l'ONU. 126 délégués ont voté pour et 219 contre. L'acceptation de la motion aurait mis fin à l'attitude antimilitariste et radicalement pacifiste du PDS. Autrement dit, le *Oui* aurait rendu possible l'intégration progressive du parti dans le système démocratique de l'Allemagne et déblayé la voie pour une alliance avec la social-démocratie. Désormais, le parti ex-communiste semble avoir pris le chemin de l'isolement sur le plan international, car, selon les propos de Gysi, 12 des 14 partis membres du «groupe de gauche» au Parlement européen ont approuvé l'intervention des Nations Unies au

Timor Oriental, seuls le PDS et les socialistes de gauche néerlandais n'ayant pas suivi.

Dès lors, un fossé profond sépare les réalistes pragmatiques, qui voudraient au moins s'inspirer des efforts de renouveau des communistes français, et d'une gauche super-orthodoxe, composée d'un «forum marxiste», d'une «plateforme communiste» et de la minorité bruyante et haineuse des survivants du parti communiste de l'Allemagne de l'Ouest auxquels Gysi a difficilement pu tenir tête pendant son dernier combat à l'intérieur du mouvement. Pourtant, ce dur affrontement a été douloureusement ressenti par la grande majorité des militants, parfaitement conscients de la menace qu'il fait peser sur l'unité du parti.

Gabriele Zimmer, la nouvelle présidente du PDS, est une enfant de la RDA. Née en 1955, elle a dès son jeune âge fidèlement servi le parti communiste SED et son Etat communiste. Après la chute du Mur, elle est demeurée fidèle à sa mission politique et à ses convictions communistes. Dans son nouveau rôle, elle veut rester au service de son idéal socialiste. Elle doit naturellement faire quelques concessions idéologiques pour préserver l'unité du parti, mais elle déclare ouvertement ne pas se considérer comme une réformatrice. On attend d'elle quelques réponses claires à des questions fondamentales. Il s'agit du maintien ou de l'abandon

de la propriété privée des moyens de production, du rejet du capitalisme ou de la recherche d'un équilibre entre ses mécanismes et une plus grande justice sociale, et enfin, de la renonciation à la doctrine marxiste révolutionnaire ou de sa réaffirmation.

En attendant, l'avenir du PDS dépendra moins de sa capacité de se réformer, en tenant compte des données incontournables de la société allemande et européenne actuelle, ou de l'élaboration d'un programme cohérent, que du renouvellement de ses effectifs. Depuis quelque temps, le nombre des membres stagne avec une nette tendance vers la diminution. Actuellement, plus de la moitié des cotisants ont plus de 65 ans. Selon les prévisions de la direction, une perte d'un quart des effectifs au cours des cinq prochaines années paraît probable. A présent, 94.500 membres ont été enregistrés. Dans une perspective pessimiste, il n'y en aura plus que 60.000 en 2005. La composition de l'électorat n'est guère différente de celle des adhérents : une majorité de personnes âgées, attachées au passé, et relativement peu de jeunes. Selon un spécialiste allemand des partis politiques, la seule chance de survie du PDS serait un glissement trop fort du SPD vers le centre, créant ainsi une place pour une gauche combative et idéologiquement motivée.

Alfred FRISCH

Où va l'Union européenne ?

Ce n'est pas la première fois que, sur un sujet majeur, notre revue, qui ne s'intitule pas France-Forum par hasard, ouvre ses colonnes à des appréciations divergentes. Puisse ce débat permettre d'affiner l'analyse des raisons pour lesquelles s'éternise, de manière inquiétante, l'absence de progrès dans la construction de l'union politique européenne, et de reprendre la marche en avant.

L'Europe, queue de poisson !

par Charles DELAMARE

La jeune femme juchée sur son taureau qui parcourait des espaces immenses au galop a fait place, comme symbole de l'Europe, à la sirène mélancolique, ancrée sur son rocher, à Copenhague, dont le corps élégant se termine malheureusement par une queue de poisson.

La méthode d'intégration imaginée par Jean Monnet il y a cinquante ans a épuisé toutes ses possibilités. La manœuvre consistait à opérer un détour par l'économie pour aboutir au politique. Elle présupposait trois conditions qui se sont, en grande partie, évanouies.

La première, décisive, découlait de la menace bolchevique. Elle a persisté longtemps après la mort de Staline en 1953. L'état-major de l'Armée Rouge jusqu'en 1970, et probablement bien au-delà, avait élaboré dans le détail les plans qui lui auraient permis d'occuper Paris et Lyon en trois jours. Cette conquête aurait été réalisée nonobstant le lancement par l'OTAN de quatre ou cinq bombes atomiques qui auraient tué un million de personnes environ. Ce dégât était accepté par les stratèges de Moscou : c'est la guerre !

La seconde condition, parallèle à la première, avait pour origine la ferme détermination des Etats-Unis de rassembler les forces dispersées

de l'Europe de l'Ouest en un ensemble dont la prospérité croissante le préserverait de la contagion communiste.

La troisième condition consistait en la précaution prise pour que la construction de l'Union européenne contournât l'obstacle des nationalismes locaux en laissant à part tout ce qui touche aux attributs principaux de la souveraineté. En revanche, il était possible de progresser vite dans l'intégration sur le plan de l'économie, jusques et y compris la monnaie commune.

L'écroulement de l'URSS, la réunification de l'Allemagne, la mise en place de l'euro ont couronné de succès un effort poursuivi pendant près de cinquante ans. Ces heureux événements, en même temps qu'ils se produisaient, retiraient à la construction européenne les motivations qui l'ont portée et poussée en avant pendant la deuxième moitié du XX^e siècle.

Sur quels piliers repose l'Union européenne aujourd'hui ? Ils sont au nombre de trois : l'intérêt, la force de l'habitude et la bureaucratie. Des piliers, pas des moteurs.

Il n'est pas nécessaire d'insister longuement sur le premier point. Même si l'euro est critiqué pour sa faiblesse (quoique celle-ci renforce la capacité compétitive et exportatrice des Onze)

personne n'ose affirmer que la balkanisation monétaire et financière qui caractérisait ces onze États au moment du premier choc pétrolier en 1973 leur permettrait de mieux faire face aujourd'hui à des problèmes similaires. C'est ainsi que les eurosceptiques britanniques qui s'opposent à l'entrée de leur pays dans la zone euro se gardent bien de préconiser leur retrait de l'Union.

C'est que la force de l'habitude, le second point, rend presque inimaginable le sectionnement de l'Europe des Quinze en entités séparées qui était encore la règle il y a à peine trente ans. Les trois libertés de circulation des hommes, des marchandises et des capitaux apparaissent, de manière unanime, comme devant être perfectionnées beaucoup plus que restreintes.

Toutes les critiques se concentrent sur le troisième point. La bureaucratie de Bruxelles paraît de plus en plus mal supportée par les citoyens des différents États. Les dirigeants de ceux-ci, qui en réalité tirent toutes les ficelles à travers la Commission et le Conseil des ministres, désignent lâchement les fonctionnaires qu'ils ont eux-mêmes nommés à Bruxelles comme les grands responsables des dysfonctionnements du système. La critique émane ainsi beaucoup moins des peuples que de leurs dirigeants qui, par cette diversion, s'efforcent de consolider leurs privilèges et leurs prébendes nationaux, menacés par la mondialisation. L'égoïsme des gouvernements beaucoup plus que le nationalisme ou le populisme constitue actuellement le principal obstacle à la poursuite de la construction européenne.

La vraie et urgente question qui se pose aujourd'hui est de savoir si les Polonais ou les Hongrois sont des Européens comme nous ou des sortes de demi-singes qu'il convient de confiner dans un zoo appelé «les héritiers du communisme».

Que seraient devenus les États-Unis d'Amérique si, après avoir gagné la guerre d'Indépendance, les treize États initiaux s'étaient bien gardés d'accueillir de nouveaux membres ? Aujourd'hui un grand empire mexicain ou une confédération indienne viendrait menacer en permanence la république installée entre les Appalaches et l'océan Atlantique. En

s'arrêtant aux bords de la frontière tracée jadis par le Marché Commun, l'Union européenne perdrait sa raison d'être. Elle se diluerait en une zone de libre-échange. Elle serait menacée en permanence par l'invasion des déshérités et par la colonisation de la part des grandes entreprises mondialistes.

Que l'on fasse mine de se préoccuper de l'approfondissement pour en réalité éviter l'élargissement ne trompe que ceux qui sont soucieux de garder les choses en l'état et leurs rémunérations au plus haut. Les mécanismes de l'Union européenne ne se distinguent pas par une perfection si admirable qu'il paraisse sacrilège de vouloir les transformer. Pourquoi ne pense-t-on jamais à Bruxelles à prendre modèle sur l'«Ordonnance du Nord-Ouest» édictée aux États-Unis en 1787, selon laquelle les nouveaux territoires à l'ouest du Mississipi seraient déclarés territoires fédéraux, puis territoires autonomes avant d'être érigés en États de plein exercice dans la Fédération ? Le Kentucky entra ainsi dans l'Union en 1792 et Hawaï en 1959.

L'élargissement de l'Union européenne jusqu'à la frontière russe procédera évidemment par étapes, comme ce fut le cas aux États-Unis. Mais il importe de commencer à mettre en marche le processus et à ne plus considérer les postulants à l'Union comme restant en dehors de celle-ci, de persister à traiter la Pologne comme l'Argentine ou la Corée du Sud.

Si le mouvement ne se prouve pas en marchant, la désintégration se mettra, elle, en marche. Les résultats du référendum négatif au Danemark sont beaucoup plus pernicieux qu'on a essayé de le faire croire. Désormais, l'Union est divisée en trois groupes : les Onze qui tentent de faire fonctionner l'euro, les Trois (Danemark, Suède et Grande-Bretagne qui ont désormais peu de chances d'y entrer un jour), les Quinze dont l'unité est minée par cette contradiction et par les erreurs de manœuvre «contre-productives» (pour être poli) telles que celles commises à l'égard de l'Autriche. Ramener sur le tapis les discussions sur la Fédération ou la Confédération, comme l'a fait Joska Fischer aux applaudissements des supporters du statu quo, fins connaisseurs de la scolastique européenne, ne fera que perpétuer l'immobilisme.

On ne peut que souhaiter à la présidence française, de changer radicalement de cap.

Elle s'est illustrée jusqu'à ce jour par une série de bévues qui feront date. On demande un miracle au sommet de Nice à la fin de l'an 2000 ! Il ordonnerait de se lever et de marcher à un corps qui n'est pas encore frappé par la mort,

mais qui est déjà à moitié paralysé : l'Europe à la queue de poisson et au corps de jeune fille ! Un miracle ou une volonté doublée d'une pensée claire et neuve ?

Charles DELAMARE

Le grand débat

par René FOCH

Depuis 50 ans que l'unité européenne est en marche, celle-ci n'avait jamais fait l'objet de débats institutionnels comparables à ceux menés par les pères fondateurs des Etats-Unis d'Amérique. La chose s'explique aisément : les Etats-Unis ont été mis en place à partir d'une table rase - 13 colonies anglaises et un continent vide. En Europe il s'agit de rassembler des nations multiséculaires et des cultures différentes.

La démarche américaine a été dès le début globale et constitutionnelle. L'approche européenne a été pendant longtemps partielle, limitée au secteur économique. C'est la voie que Rochert Schuman, inspiré par Jean Monnet, définissait ainsi : «L'Europe ne se fera pas d'un coup, ni dans une construction d'ensemble : elle se fera par des réalisations concrètes, créant d'abord une solidarité de fait».

Un demi-siècle plus tard ce résultat a été atteint. Les fondations ont été posées et le débat aborde maintenant la phase politique mais il ne le fait pas à partir d'une table rase, dans la confrontation de vues théoriques. Il le fait à partir des réalités nationales et de ce que l'on appelle l'acquis communautaire, c'est-à-dire un ensemble imposant de textes - les Traités de Rome maintes fois amendés -, de réalités économiques - le Marché unique et la monnaie unique -, d'un système complexe d'institutions - le Conseil européen, le couple Commission-Conseil, le Parlement Européen, la Cour de Justice.

C'est devant cette toile de fond que s'est

ouvert pour la première fois un grand débat institutionnel illustré par les contributions de nombreux acteurs politiques de premier plan : Jacques Delors, Valéry Giscard d'Estaing et Helmut Schmidt, plus récemment Joska Fischer, Jacques Chirac, François Bayrou, Alain Juppé et Jacques Toubon. On ne saurait se limiter à une sorte d'analyse synoptique de ces différents textes car ils ne sont pas de même nature et visent des horizons chronologiques différents.

Jacques Delors par exemple cherche à «maintenir le *momentum* de la construction européenne dans une avant-garde qui resterait ouverte à ceux qui le voudraient et le pourraient». Pour cette avant-garde il parle d'une Fédération d'Etats-nations mais, du point de vue institutionnel, «la méthode communautaire, c'est-à-dire le bon fonctionnement du triangle Parlement, Conseil, Commission, demeure... la clé de la réussite aussi bien pour l'Union (à 30) que pour la Fédération. Ce système est encore le meilleur pour plusieurs années (1). Mais l'avant-garde devrait avoir un minimum d'institutions à elle : un Conseil des ministres des pays participant à l'avant-garde, et un Parlement bicaméral spécifique composé sans doute des membres de l'avant-garde qui sont députés au Parlement Européen et d'une 2^e Chambre composée de membres des Parlements nationaux. Par contre la Commission pourrait être la même que celle fonctionnant pour l'Union (des 30) puisqu'elle est gardienne de l'intérêt européen».

(1) Interview de Jacques Delors dans *La Croix* du 5 juillet 2000.

Comme il est normal, Jacques Delors, ancien Président de la Commission est sensible à la nécessité d'améliorer les structures existantes plutôt que d'organiser des bouleversements institutionnels. Néanmoins le concept d'avant-garde représente une nouveauté. Le mémorandum Schäuble-Lamers avait parlé dans le contexte de l'Europe monétaire d'un certain nombre de pays, limitativement énumérés, appelés à constituer le noyau (2) de l'Union monétaire, provoquant l'opposition de pays comme l'Italie ou l'Espagne qui s'étaient sentis exclus et qui en fait ont participé à la première vague des pays membres de l'Union monétaire. Le concept de Jacques Delors est différent en ce sens qu'il est ouvert. La même idée est avancée par Valéry Giscard d'Estaing et Helmut Schmidt. Au lieu de parler d'avant-garde d'autres parlent de centres de gravité. Les formulations sont différentes. L'idée est la même. Elle a pris une forme juridique lorsque le Conseil européen a chargé la Conférence intergouvernementale en cours de prévoir la possibilité pour certains pays d'instaurer entre eux des «coopérations renforcées».

L'idée est en tout cas lancée. Reste à définir les domaines où certains pays décideraient d'aller plus loin et les procédures par lesquelles cette Fédération d'Etats-nations pourrait fonctionner au sein d'une Union européenne qui a vocation à s'élargir à quelque 30 Etats-membres. Il s'agirait de négocier un Traité à l'intérieur des Traités existants, créant ainsi, au moins provisoirement, un système de poupées russes. C'est plus ou moins ce qui a été fait avec l'Union économique et monétaire dont ni le Royaume-Uni, ni le Danemark, ni la Suède ne font partie pour l'instant.

C'est en tout cas un des points principaux des réformes en cours et celui qui provoquera les plus vives controverses.

Alors que les propositions de Jacques Delors sont celles d'un homme qui a renoncé à jouer un rôle de premier plan dans la politique française, celles de François Bayrou sont celles d'un homme politique qui a réalisé un bon score aux dernières élections européennes et qui, fort de ce résultat, envisage de se présenter à la prochaine élection présidentielle. Fidèle à ses convictions, il a choisi de siéger au Parlement

européen plutôt qu'au Palais-Bourbon et son projet se veut un point de ralliement pour tous les Français qui considèrent que l'unification politique de l'Europe est la tâche essentielle des années à venir. A cette fin il propose une Constitution européenne qui inclurait certaines des institutions actuelles de l'Union mais qui en altérerait la nature dans un sens fédéraliste en les faisant coiffer par un président de l'Union élu pour 5 ans au suffrage universel direct. Celui-ci deviendrait la clef de voûte de l'ensemble puisqu'il présiderait à la fois le Conseil européen et la Commission, qui seraient maintenus. Le Conseil des ministres par contre serait remplacé par un Conseil des Etats qui s'inspirerait du Bundesrat.

L'objectif de ce document est manifestement d'inspirer et de capter un puissant courant d'opinion européen plutôt que de formuler des propositions susceptibles de faire avancer les pénibles négociations en cours dans le cadre de la conférence intergouvernementale. Il se place volontairement dans une perspective à long terme. Mais c'est le discours de Joska Fischer, le 12 mai 2000, devant l'Université Humboldt de Berlin qui a vraiment ouvert le débat institutionnel.

Joska Fischer a eu bien soin de préciser qu'il n'engageait pas son gouvernement mais qu'il parlait à titre personnel. Il ne faut pas oublier cependant que sa position de chef du deuxième parti de la coalition donne à ses propos tout leur poids politique. D'entrée de jeu il annonce la couleur et utilise le mot de Fédération, mot naturel pour un Allemand habitué à la division des compétences entre l'Etat Fédéral et les Länder. La situation est différente pour les Français et les Anglais, héritiers des deux Etats les plus centralisés d'Europe et qui redoutent inconsciemment la constitution au plan européen d'un Etat à l'image du leur, ce qu'ils expriment par leur refus d'un «super Etat» (que personne ne propose). Cette perspective, Joska Fischer la récuse absolument. «La conception qui prévalait jusqu'à présent d'un Etat fédéral européen qui remplacerait comme nouveau souverain les anciens Etats-nations et leurs démocraties s'avère être une élucubration artificielle

(2) En allemand, Kern, que l'on avait traduit par noyau dur.

qui se situe en dehors des réalités européennes traditionnelles. Parachever l'intégration européenne n'est concevable que si ce processus s'effectue sur la base d'un partage de souveraineté entre l'Europe et l'Etat-nation. C'est précisément ce fait qui se dissimule derrière la notion de subsidiarité. «Cela ne veut pas dire moins qu'un Parlement européen et un Gouvernement européen». Le Parlement européen devrait être composé de deux Chambres. L'une représenterait les citoyens, l'autre les Etats-nations. Cette deuxième Chambre pourrait s'inspirer soit du Sénat américain, soit du Bundesrat allemand. Joska Fischer, comme on le voit, ne tranche pas, il pose les problèmes et formule des alternatives. «Pour l'Exécutif soit nous décidons de développer le Conseil européen pour en faire un Gouvernement européen... soit on passe, en se basant sur la structure actuelle de la Commission, à l'élection directe d'un président doté de vastes pouvoirs exécutifs. Il est toutefois possible d'envisager différentes autres formes intermédiaires».

Depuis que Joska Fischer a prononcé cette phrase, le chancelier allemand a catégoriquement exclu l'idée d'un président élu. Les propos de Joska Fischer ne s'adressent pas à la Conférence intergouvernementale en cours. Il se projette dans les dix ans qui viennent et là encore, fidèle à son approche, il formule une alternative : «ou bien la majorité des Etats-membres tente le saut dans la pleine intégration et se met d'accord sur un traité institutionnel européen portant création d'une Fédération européenne, ou bien, dans le cas contraire, un petit groupe d'Etats-membres constituera une avant-garde, c'est-à-dire un centre de gravité comprenant plusieurs Etats prêts à - et capables, en Européens profondément convaincus, de - progresser sur la voie de l'intégration politique». La seule question sera alors de savoir, quand le moment sera venu, qui fera partie de cette avant-garde et si ce centre de gravité se formera au sein ou en dehors du Traité ! Comme on le voit Joska Fischer a le courage de formuler clairement les enjeux.

Il appartenait au président Chirac de formuler la réponse de la France. Le mardi 27 juin à Berlin le président Chirac, s'adressant au Bundestag dans le cadre solennel de l'ancien

Reichstag, adopta une position très européenne, ce qui, dans sa longue carrière politique, marque une évolution positive en phase avec celle de l'opinion française. L'essentiel de son propos reprend avec l'autorité de sa charge le point de départ des réflexions de Jacques Delors, de Valéry Giscard d'Estaing et de Helmut Schmidt. Il faut élargir l'Europe mais, pour que cette Europe agrandie puisse fonctionner, «il faut que les pays qui veulent aller plus loin dans l'intégration sur une base volontaire, sur des objectifs précis, puissent le faire sans être retardés par ceux qui, et c'est leur droit, ne souhaitent pas avancer aussi vite».

Ces pays rassemblés avec l'Allemagne et la France pourraient se constituer en un «groupe pionnier». Ce groupe ouvrirait la voie en s'appuyant sur la nouvelle procédure de coopération renforcée définie pendant la conférence intergouvernementale et en nouant si nécessaire des coopérations hors Traité...

«Je souhaite... que, dès l'an prochain, le groupe pionnier puisse s'atteler notamment à une meilleure coordination des politiques économiques, à un renforcement de la politique de défense et de sécurité et à une plus grande efficacité dans la lutte contre la criminalité».

Le lancement de ce groupe pionnier devrait constituer, avec l'élargissement, le deuxième grand chantier qui s'ouvre à l'Europe. Le troisième serait l'organisation non plus d'une nouvelle conférence intergouvernementale mais d'un grand débat ouvert à tous et notamment aux pays candidats : les objectifs de ce débat seraient de rendre les traités plus compréhensibles, de définir de façon claire la répartition des compétences entre les différents niveaux de l'Europe, de réfléchir aux frontières ultimes de l'Europe, de préciser la nature de la Charte des droits fondamentaux à laquelle on travaille actuellement, de préparer les ajustements institutionnels nécessaires... pour renforcer l'efficacité et le contrôle démocratique de l'Union. «A l'issue de ces travaux qui prendront sans doute quelques années les gouvernements puis les peuples seraient appelés à se prononcer sur un texte que nous pourrions alors consacrer comme la première «Constitution européenne».

Encore faut-il réussir d'abord la Conférence

intergouvernementale en cours. «Sa réussite est un préalable indispensable à tout progrès».

Or, remarquons-le, ce point n'est nullement acquis et une crise est parfaitement concevable, ce qui, dans le passé, a souvent précédé de nouveaux progrès de l'Union européenne. Comme il est normal à ce stade les propos du chef de l'État Français, actuel président de l'Union, se devaient d'indiquer des orientations générales sans être très précis sur les voies et moyens.

On remarquera notamment le silence de Jacques Chirac sur l'aspect institutionnel des problèmes, renvoyés à une procédure destinée à aboutir à une Constitution.

Tout au plus suggère-t-il «un secrétariat chargé de veiller à la cohérence des positions et des politiques des membres de ce groupe pionnier», ce qui manifestement excède les possibilités d'un simple secrétariat. On comprend les raisons de prudence qui ont guidé le chef de l'État Français mais un débat institutionnel devra préciser si et comment il est possible de concilier les mécanismes décisionnels de l'Union européenne et ceux d'un groupe pionnier supposé par hypothèse avoir le désir d'aller plus vite et plus loin. Il y aurait quelque paradoxe à laisser l'usage des institutions les plus performantes, celles de la Communauté européenne, au groupe le moins désireux de les utiliser... Peut-être après tout l'idée d'une avant-garde, d'un centre de gravité, d'un groupe pionnier aura-t-il l'avantage de favoriser une conclusion positive de la conférence à Quinze actuellement en cours.

Beaucoup dans ce domaine dépendra de l'attitude de Tony Blair. Si l'on reprend les trois tâches que propose Jacques Chirac pour le groupe pionnier on peut remarquer que l'Angleterre joue précisément un rôle pionnier dans le domaine de la défense, que la coordination des politiques économiques est tout aussi nécessaire aux pays qui ne sont pas encore membres de l'Union monétaire et que, dans cette perspective, le Conseil des 15 ministres des Finances, dont fait partie l'Angleterre, se doit de jouer un rôle actif s'il ne veut pas que le débat se déroule au sein du Conseil de l'Euro dont le Royaume-Uni ne fait pas partie. Quant à la lutte contre la criminalité l'Angleterre peut mesurer tous les jours que le Channel a cessé depuis

longtemps de la protéger et l'intérêt qu'elle aurait à participer aux institutions de Schengen et aux services de l'Europol (3).

*
* *

Quel que soit le résultat de la dialectique qui va s'établir entre la Conférence intergouvernementale à Quinze et les projets de ceux qui préconisent la constitution d'un groupe plus restreint, certains problèmes se posent dans tous les cas de figure :

- le rôle et la structure de la Commission ou de tout organisme permanent appelé à la remplacer
- le mauvais fonctionnement du Conseil des ministres
- le problème du contrôle démocratique.

Il est absurde d'opposer le rôle de la Commission et celui du Conseil des ministres ou de privilégier une institution par rapport à l'autre.

On peut comparer ces deux institutions aux deux disques d'un embrayage. C'est par leur rapprochement que le moteur européen peut entraîner les administrations nationales chargées pour l'essentiel d'appliquer les directions prises au plan européen. Le problème est donc de les rapprocher et non de les opposer. Ceci suppose une vue claire du rôle des deux institutions. Il appartient à la Commission de dégager sur un problème donné l'intérêt collectif de l'Europe et de formuler une proposition, cependant qu'il appartient au Conseil des ministres, après en avoir examiné l'impact pour chaque pays, de prendre une décision. Celle-ci peut être prise à la majorité qualifiée lorsqu'elle se fonde sur une proposition de la Commission, garante de l'intérêt général. Si le Conseil des ministres désire s'en écarter il ne peut prendre sa décision qu'à l'unanimité. En effet une décision majoritaire du Conseil des ministres qui ne serait pas fondée sur une proposition de la Commission ne garantirait pas les intérêts de la minorité. C'est pour cela que le Traité prévoit dans ce cas l'unanimité.

(3) Voir la déclaration de Barbara Roche, ministre déléguée au Home Office Britannique dans *Le Monde* du 25 juillet 2000 : «J'estime qu'Europol a un rôle à jouer et je souhaiterais voir centralisé en son sein l'ensemble du renseignement collecté en Europe».

La Commission a bien d'autres rôles, par exemple celui de plus en plus important de rappeler les Gouvernements au respect de leurs engagements ou de défendre les intérêts commerciaux européens, mais son rôle essentiel est celui de proposer, alors que celui du Conseil des ministres est de décider. On peut critiquer la façon dont la Commission a rempli son rôle dans le passé et le Parlement européen a contraint la Commission Sautter à démissionner, ce qui dans un système démocratique n'est pas en soi un événement anormal ; mais on ne peut pas, comme l'ont fait beaucoup de gouvernements, rendre la Commission responsable de décisions qu'ils ont prises collégialement au sein du Conseil. Ce n'est pas, par exemple, la Commission, mais un Conseil des ministres européen présidé par la France, en l'occurrence par Edith Cresson, qui a adopté les principes réglant les dates d'ouverture de la chasse aux oiseaux migrateurs. Il appartient au gouvernement français d'en assumer la responsabilité. Mais il est vital que la Commission puisse continuer à jouer son rôle de garant de l'intérêt commun et de catalyseur des décisions du Conseil. Plus le nombre de ministres autour de la table du Conseil s'agrandira à la suite de l'élargissement de l'Union, plus important sera le rôle de la Commission. Ici il ne faut pas avoir peur de dire que, si les négociateurs de l'actuelle Conférence intergouvernementale s'en tiennent au principe selon lequel chaque Etat-membre a le droit de nommer un Commissaire, ceci aboutira à une Commission trop nombreuse pour être efficace et surtout à faire de chaque commissaire un défenseur de l'intérêt national du Gouvernement qui l'a nommé. Ceci porterait atteinte à la légitimité de la Commission, si l'on tient compte du fait que les décisions de la Commission se prennent à la majorité simple et que, dans une Union à 30, les 6 pays les plus peuplés auraient 6 Commissaires sur 30, exactement un cinquième des voix ! Ceux qui ignorent le fonctionnement réel de la Communauté peuvent sous-estimer l'importance de cette question, la qualifier de technique, et penser que de toute façon ce sont les gouvernements qui décident. Ils négligent un facteur de simple bon sens qui est rarement mentionné. La complexité et le volume croissants des affaires européennes sont tels que des ministres qui, par la force des

choses, ne peuvent consacrer aux affaires européennes qu'une part limitée de leur temps sont peut-être capables d'adopter une résolution entre deux avions mais sont de moins en moins capables de maîtriser des dossiers complexes. Ces Européens à temps partiel ne peuvent prendre de bonnes décisions qu'en s'appuyant sur le travail préparatoire des Européens à temps plein qui composent la Commission et ses services. Faire l'Europe n'est pas un travail à temps partiel. C'est là une réalité incontournable.

Encore faut-il que le Conseil des ministres fonctionne de façon satisfaisante. Or avec 15 pays ce n'est déjà plus le cas. D'ailleurs il n'existe plus un Conseil des ministres mais autant de Conseils des ministres que de fonctions ministérielles. Pendant quelque temps le Conseil des Affaires générales, composé des ministres des Affaires étrangères, a assuré un minimum de coordination. Ce n'est plus le cas : certains ministres, comme ceux des Finances notamment, ne sont pas disposés à se laisser dicter des arbitrages par leurs collègues des Affaires étrangères. De plus on assiste à une double évolution, d'une part les Affaires européennes ne sont plus à proprement parler des Affaires étrangères, d'autre part avec le développement de la politique étrangère et de sécurité commune (PESC), les ministres des Affaires étrangères doivent de plus en plus se consacrer à la définition et à la gestion de la politique étrangère commune. Leurs responsabilités en quelque sorte verticales les empêchent de jouer le rôle horizontal qu'ils assumaient. Pour répondre à cet état de choses Jacques Delors préconise depuis longtemps la création d'un Conseil composé non pas de secrétaires d'Etat ou de ministres des Affaires européennes mais de vice-Premiers ministres se réunissant chaque semaine à Bruxelles avec la Commission de façon à prendre en compte l'importance et le volume des affaires européennes.

Une autre réforme est nécessaire et actuellement en cours de négociation dans le cadre de la CIG, c'est celle qui consistera à modifier le nombre de voix dont dispose chaque pays au sein du Conseil des ministres de façon à mieux refléter le poids démographique de chaque pays autour de la table car, à l'exception de la Pologne dotée d'une population comparable à

celle de l'Espagne, le nouvel élargissement fera entrer dans l'Union 14 pays peu peuplés. C'est dire la nécessité de cette réforme et aussi sa difficulté.

Ceci améliorera le fonctionnement du Conseil des ministres mais ne résoudra pas la contradiction fondamentale qu'il y a à priver les Parlements nationaux de leur rôle législatif pour le faire exercer par un Conseil des ministres (ou par des fonctionnaires agissant en leur nom).

Si l'on examine le pouvoir judiciaire dans la Communauté, les juges nationaux ne sont pas dépouillés de leur rôle par la Cour de Justice. Celle-là est seulement chargée de veiller à ce qu'ils appliquent correctement les textes européens.

Si l'on examine le pouvoir exécutif les ministres nationaux n'ont pas été privés de leur compétence nationale, simplement dans un nombre croissant de cas ils les exercent conjointement dans le cadre des différents Conseils des ministres.

Si l'on examine par contre la façon dont est organisé le pouvoir parlementaire dans la Communauté, les Parlements nationaux ont perdu l'essentiel de leurs pouvoirs en matière européenne. Que l'on examine par exemple la façon dont ont été rédigées les quelque 300 Directives qui ont permis l'instauration du Marché Unique : la Commission a été chargée de formuler des projets de directives sur lesquels le Conseil des ministres a eu à statuer ; ce qu'il a fait après les avoir fait examiner et amender par des Comités d'experts nationaux réunis sous l'autorité du Conseil. Ces fonctionnaires ont ainsi usurpé le rôle des législateurs. Enfin la Directive une fois adoptée, il est revenu à chaque Parlement national de l'intégrer dans le droit national, ce qui a réduit les parlementaires nationaux à un rôle secondaire. Or, comme l'a annoncé Jacques Delors en son temps, 80 % des textes économiques sont maintenant d'origine communautaire. On comprend mieux dans ces conditions l'incompréhension de l'opinion publique qui voit un Conseil des ministres agir en tant qu'organe législatif et la frustration des parlementaires nationaux empêchés de jouer leur rôle dans un nombre croissant de cas. N'ayons pas peur de le dire, confier le pouvoir

législatif européen au Conseil des ministres revient à confisquer au profit des ministres et, en fait, de fonctionnaires nationaux des pouvoirs qui au plan national appartiennent aux Parlements. Il ne faut pas chercher ailleurs la cause principale de ce que l'on appelle le déficit démocratique.

Ceci peut s'expliquer historiquement par la crainte des gouvernements d'être entraînés par les parlementaires plus loin et plus vite qu'ils ne désiraient aller mais le caractère peu démocratique du système est chaque jour plus apparent.

On a cherché à corriger cet état de choses en accroissant le rôle du Parlement européen. Mais comme dans les faits il est de plus en plus difficile de cumuler les fonctions de député national et de député européen, on arrive à une sorte de dichotomie entre la sphère nationale et la sphère européenne. Ceci aboutit d'ailleurs à une véritable duperie vis-à-vis des électeurs : les leaders politiques nationaux mènent les différentes listes aux élections européennes, jurent qu'ils siégeront à Strasbourg pour défendre les intérêts de leurs électeurs et, quelques mois plus tard, abandonnent discrètement leur siège de député européen pour se replier sur leur Parlement national. On n'aura pas la cruauté de citer des noms, ils sont trop nombreux. Pour résoudre ces contradictions on voit de plus en plus apparaître dans les différents projets de Constitution l'idée de créer une 2^e Chambre où seraient représentés les Etats-nations à côté de l'actuel Parlement européen qui représente les populations.

Cette idée, nous l'avons vu, figure dans les propositions de Jacques Delors sous la forme d'une 2^{ème} Chambre composée de membres des Parlements nationaux.

Joska Fischer propose aussi un Parlement européen composé de 2 Chambres, dont l'une composée de députés élus appartenant en même temps aux Parlements nationaux. En ce qui concerne l'autre Chambre il faudrait choisir, disait-il, entre une sorte de Sénat à l'américaine où chaque Etat élit 2 sénateurs et une Chambre analogue au Bundestag où les Länder disposent d'un nombre de représentants différent suivant leur population.

François Bayrou parle d'un Conseil des Etats composé de délégations nationales dirigées par

un membre du Gouvernement et comprenant des représentants des Parlements nationaux ou des institutions nationales ou locales.

Le projet de Constitution élaboré par Alain Juppé et Jacques Toubon est sur la même longueur d'onde avec l'idée d'une deuxième Chambre appelée Chambre des nations qui serait l'émanation des Parlements nationaux. Le Parlement européen et la Chambre des nations deviendraient dans le projet Juppé les détenteurs exclusifs d'un pouvoir législatif aujourd'hui partagé entre le Conseil des ministres et le Parlement européen. Mais on ne saurait renforcer le pôle parlementaire sans renforcer en même temps le pouvoir exécutif. Dans le montage proposé par Alain Juppé le Conseil européen réunissant comme actuellement les chefs d'Etat et de Gouvernement continuerait de définir les grandes orientations de l'Union. Il élirait, pas forcément dans son sein, un Président de l'Union dont la tâche principale serait de représenter l'Union dans les affaires internationales.

Le Conseil prendrait en règle générale ses décisions à la majorité qualifiée : la moitié des Etats-membres représentant la moitié de la population de l'Union. Conseil des ministres et Commission seraient supprimés et remplacés par un Gouvernement de l'Union. Le chef du Gouvernement serait désigné par le Conseil européen et approuvé par le Parlement. Le chef du Gouvernement choisirait les ministres européens et les présenterait à l'approbation du Conseil européen. Le nombre de ministres serait déterminé par le nombre des missions à accomplir non par le nombre de pays à satisfaire. Le Gouvernement européen prendrait ses décisions collégialement. Il serait responsable devant le Parlement. Le Conseil européen aurait le droit de dissoudre le Parlement ce qui peut renforcer la position du Gouvernement en cas de conflit majeur avec le Parlement. Un mot de commentaire : à l'heure où ces lignes sont écrites la CIG bute sur deux difficultés majeures : le nombre de Commissaires, la repondération des voix de chaque pays en cas de vote du Conseil des ministres. Dans le contexte actuel ces deux problèmes peuvent s'avérer impossibles à résoudre. Lorsqu'un problème est insoluble, conseillait Jean Monnet, il faut changer le problème. C'est ce que fait Alain Juppé avec son projet de

Constitution. On peut voir dans le système qu'il préconise une certaine ressemblance avec le système français. Le Conseil européen jouerait collectivement le rôle du président de la République. Comme lui il nommerait le chef du Gouvernement et, en cas de conflit avec le Parlement, pourrait dissoudre ce dernier.

Les propositions d'Alain Juppé se situent dans la suite logique du discours de Berlin de Jacques Chirac. Les deux hommes estiment que les impulsions principales doivent venir du Conseil européen.

On notera que Joska Fischer parle de la nécessaire parlementarisation de l'Europe. Existe-t-il une opposition insurmontable entre les deux approches ? En réalité il s'agit de combiner deux sources d'impulsion également nécessaires.

D'un côté il serait dangereux d'organiser au plan européen un régime d'Assemblée. Un système parlementaire pur qui peut fonctionner pour un pays comme la Belgique ou le Danemark ne peut être transposé à l'échelle d'un continent.

D'un autre côté laisser les membres du Conseil européen exclusivement soumis aux mouvements de l'opinion dans leur pays respectif risquerait d'aboutir à la constitution d'un cartel de gouvernants plus sensibles à l'aspect national des problèmes qu'à leur dimension européenne.

Les propositions d'Alain Juppé, en restituant à des députés nationaux et européens le pouvoir législatif qu'exerce actuellement le Conseil des ministres, représenteraient une avancée majeure vers la parlementarisation que réclame Joska Fischer et avec lui bien des hommes politiques européens. Dans ces conditions le système proposé par Alain Juppé qui fut, rappelons-le, un grand ministre des Affaires étrangères, pourrait constituer un point d'équilibre entre les deux tendances - intergouvernementale et communautaire - qui, depuis un demi-siècle, divisent les Européens.

En tout cas le débat est enfin ouvert.

René FOCH

Un autre regard sur la Russie

par Pierre de BOISDEFFRE

A lire la presse occidentale, la Russie serait un navire en perdition : un pays ruiné par des mafias qui l'exploitent à qui mieux mieux ; une armée qui mène avec des moyens atroces une guerre sans issue en Tchétchénie ; un pays gouverné par des dirigeants séniles (Eltcine) auxquels a succédé un dictateur (Poutine) ; un territoire immense dépecé par des féodaux. Tandis que les fonctionnaires ne sont plus payés, la population sombrerait dans une misère noire. Etc. Etc. Qu'en est-il exactement ?

Trente et quarante ans après mes premiers séjours, à deux reprises, je viens de redécouvrir la Russie (1). Ce n'est certes pas assez pour pouvoir analyser une réalité complexe. Mais l'impression générale ne trompe pas.

J'ai connu Moscou sous Khrouchtchev et sous Brejnev. C'était une ville immense et grise qui rappelait, en plus grand et en beaucoup plus triste, le Paris de l'occupation : places désertes, avenues sans voitures autres que celles de la *nomenklatura* ; rues fermées à toute heure pour laisser passer les *Zis* et les *Zim* des hiérarques ; hauts-parleurs déversant sans arrêt des chants patriotiques, des slogans et des consignes ; sur chaque monument, sur chaque magasin des banderoles rouge vif chantaient les réalisations du régime et les mérites des dirigeants. Partout, des militaires auxquels les passants devaient céder la place, des officiers que les enfants saluaient. L'individu isolé était mal vu. Dans les hôtels, les restaurants, les salles de spectacle, et même les musées, il fallait venir en *délégation*. Bien entendu, aucune critique n'était tolérée. Et aucun Soviétique n'aurait osé recevoir un étranger chez lui.

Tout cela a changé

Depuis la chute du communisme, Moscou est devenue *une autre ville* - une ville gaie, active, bon enfant. Tout au long des années 1960, il n'y avait guère que deux endroits où l'on pouvait rencontrer des figures humaines : le vieil *Arbat* et, à certaines heures, le métro. Aujourd'hui, les amoureux s'embrassent dans la rue (sans risquer le coup de sifflet d'un milicien), des musiciens jouent de la guitare, les colporteurs vous proposent des caricatures du Président et des gens en place. La publicité capitaliste a remplacé les affiches de propagande. Coca-Cola et MacDonald (il y a *vingt et un MacDos*, pleins à toute heure, dans Moscou *intra muros*), le *hamburger* et le *téléphone portable* sont devenus les emblèmes de la nouvelle *russian way of life*. Les églises, hier à l'abandon, sont maintenant toutes repeintes, leurs coupoles redorées à l'or fin, et l'on reconstruit à tour de bras celles que Staline et Khrouchtchev (Khrouchtchev plus encore que Staline) avaient détruites.

Un homme a joué un grand rôle dans cette résurrection : c'est le maire de Moscou, Youri Loujkov. Cet homme haut en couleur a voulu un éclatant symbole pour célébrer le VIII^e centenaire de «la ville aux trois cents églises». Il a reconstruit la *Basilique du Rédempteur*, à quelques centaines de mètres du Kremlin, que Staline avait fait raser au bulldozer pour creuser à sa place une piscine. La voici qui dresse à nouveau ses cinq coupoles dorées au-dessus de la Moskova. C'est, disent les mauvaises langues, la mafia (2) qui a payé cette coûteuse recons-

(1) Un accident m'a même permis de revoir les hôpitaux russes... qui n'ont guère changé : vétusté des murs, ancienneté du matériel, mais parfaite formation des médecins.

(2) Chaque grand féodal a la sienne.

truction. En tout cas, c'est là de l'argent bien employé, mieux que celui de la mafia d'Eltsine qui, dit-on, s'est envolé vers les îles Caïman (3).

Puisque nous sommes à Moscou, disons un mot de son maire : Loujkov a 63 ans, deux petites filles, il ne boit pas, il ne fume pas (ce qui, pour un Russe, est plutôt rare, mais c'est aussi le cas de Vladimir Poutine) et il a brillamment gagné le pari de restaurer et de rajeunir Moscou. Aussi l'a-t-on réélu (en 1966). Construisant chaque année 3 millions et demi de mètres carrés de logements (dont 1 million et demi de logements sociaux), logeant gratuitement miliciens (policiers) et fonctionnaires municipaux, subventionnant les transports en commun, s'enorgueillissant d'avoir fait baisser la criminalité de 20 %, ravalé les avenues et nettoyé les rues, rendu l'eau potable (elle est, dit-il, «plus propre qu'en Amérique, on peut la boire en toute tranquillité»), ayant permis à 120 banques et compagnies étrangères de s'installer à Moscou (il suffit pour cela d'une lettre d'accréditation et d'un dépôt de 6.000 dollars), il est vite devenu une des figures de proue de la Russie nouvelle - et il aurait pu, tout autant que Poutine, Primakov ou le général Lebed, se porter candidat à la Présidence de la Fédération.

C'était compter sans le pouvoir de nuisance d'Eltsine. Le Président vieillissant, qui avait eu son heure de gloire lorsqu'il était monté sur un char, devant la Maison Blanche, pour s'opposer au putsch des généraux conservateurs, usé par la vodka et par ses multiples pontages coronaires (4), déconsidéré par les affaires de son gendre, est resté assez habile pour jouer l'un contre l'autre tous ses prétendants et les éliminer. A la dernière minute, on l'a vu sortir, tel un lapin de son chapeau, le personnage effacé, timide et cassant de Vladimir Poutine. Personne ne connaissait ce jeune homme avant que le Président n'en fasse un Premier Ministre. Mais il se pourrait que le disciple dépasse le maître ! Le pâle Poutine a fait, au début, un parcours sans faute, en misant sur le besoin de reconnaissance et de dignité d'un peuple qui, sous Staline et même sous Brejnev, avait fait trembler la planète et qui n'admet pas qu'on le traite aujourd'hui comme le lion devenu vieux de la fable. De ce point de vue, la guerre en Tchétchénie, qui nous indigné, aura été le puissant levier qui

a permis à Poutine d'affermir son pouvoir. Même le libéral Gaïdar, même le pacificateur Lebed ont approuvé l'intervention ! Pour ne point parler d'Eltsine...

Quelle différence entre ces deux hommes, le Tsar d'hier et celui de demain ! Le premier, un solide montagnard de l'Oural, devenu contremaître puis directeur d'une entreprise de construction, gagnant lentement ses galons au Parti, attendant la cinquantaine pour entrer au Politburo, trouvant sur son chemin Gorbatchev qui le méprise et qu'il hait, et qui, un moment, l'évince, épousant son destin au moment du putsch et ridiculisant l'homme de la *perestroïka*. Mais, lorsqu'il est réélu à la présidence de la Russie, il n'est déjà plus qu'un mort en sursis, qui se cherche un successeur. Il a le choix entre Tchoubaï, Nemtsov, Kirienko, Primakov (un homme remarquable, celui-là!), Loujkov. Finalement ce sera Poutine, auquel personne ne pensait.

Poutine, c'est l'homme invisible. (Mais Kassianov, l'actuel Premier Ministre, est plus transparent encore). Nul ne connaît ses véritables origines (d'aucuns prétendent qu'il est l'arrière-petit-neveu de... Raspoutine !). Études sans brio, carrière sans éclat, tâches obscures au sein du K.G.B. dont il est l'honorable correspondant à Prague, pendant huit ans : il a sans doute eu pour mission d'espionner les responsables des partis frères et les diplomates occidentaux... Lorsqu'il regagne Moscou, le vent de l'histoire souffle en tempête et abat comme un château de cartes le Moloch soviétique qui paraissait indéracinable.

Gorbatchev a lancé la *glasnost* et la *perestroïka* mais il a raté la réforme économique, difficile passage de l'économie administrée à l'économie de marché. Les paysans n'ont pas appris à faire un budget, ni à travailler individuellement : les entreprises, qui se contentaient d'exécuter le plan, ne savent pas à qui vendre leurs produits. Quant aux militaires qui, jadis, tenaient le haut du pavé, ils vendent leurs armes, leurs manteaux et leurs bottes pour subsister. Poutine a compris qu'il ne referait pas la Russie sans eux. La pre-

(3) Où sa famille aurait transféré 140 milliards de dollars.

(4) Eltsine a eu son premier accident cardiaque en 1987, et, subi cinq pontages coronaires l'été 1996.

Entre le pont Astakov et la place Taganskaïa : tristesse et contrastes du Moscou d'hier

mière guerre en Tchétchénie a été perdue (5). Un général - Lebed - a su ramener la paix : l'opinion ne le lui a pas pardonné. Eltsine, puis Poutine, prenant prétexte des attentats de Moscou (6), ont recommencé la guerre et promis de la gagner. Promesses bien imprudentes !

Au moment où le Tsar vieillissant fait de lui son Premier Ministre, Poutine trouve un pays en ruines. L'immense Union soviétique n'est plus, la Russie a tout juste sauvé les meubles. Les républiques d'Asie centrale, glorieuses conquêtes des Empereurs du XIX^e siècle, dont Staline avait écrasé par le fer et par le sang les

vellités d'indépendance, sont maintenant souveraines. C'est tout juste si elles ont consenti à partager leurs richesses, à faire transiter leur pétrole, à contrôler leurs arsenaux nucléaires. La catastrophe de Tchernobyl n'a pas seulement hâté la fin de Gorbatchev, pollué tout le nord de l'Ukraine, elle a alarmé l'Occident qui se demande si la *CEI* (7) est vraiment capable de geler ses sites atomiques, de tenir inertes 40.000

(5) En 1994.

(6) Les attentats «terroristes» à Moscou ont fait près de 300 morts. Mais on n'est pas sûr qu'ils émanent des Tchétchènes...

(7) «Communauté des États indépendants», créée en 1991 par la Russie, l'Ukraine et la Biélorussie.

bombes (8), de désarmer soixante-dix sous-marins qui pourrissent dans les ports de la Baltique...

Il faut payer les fonctionnaires, vêtir les recrues, nourrir les grandes villes dont les kolkhozes n'assurent plus le ravitaillement. Il faudrait aussi mener à bien les privatisations (*Onako ; Slavneft*) sans ruiner l'État russe.

En 1992, un homme remarquable, Igor Gaïdar, avait tenté d'appliquer en Russie les méthodes du libéralisme occidental : liberté des prix et des salaires ; mise en concurrence des entreprises ; déflation des fonctionnaires. L'échec fut rapide et l'inflation reprit de plus belle. Eltsine limogea Gaïdar. Poutine a promis d'en finir avec la (ou les) mafias. Il a fait poursuivre Vladimir Goussinski, et il a obligé Boris Berezovski à démissionner de la Douma. Mais il négocie avec les autres, qu'on appelle les «oligarques».

En principe, le problème est simple : il faut remplacer le moteur économique, vétuste et inadapté, sans arrêter le véhicule. C'est plus facile à dire qu'à faire ! Pourtant, partout, des initiatives se manifestent, des entreprises se créent, des immeubles se construisent (9). C'est frappant à Moscou qui donne une impression de prospérité qu'on ne retrouve pas en province, pas même à Saint-Pétersbourg (10), du moins pas au même degré. On dit que, dans la capitale, il y a plus de cent mille habitants (sur neuf millions) qui disposent de plus de *cinq cent mille dollars* de revenu annuel. Pour le croire il n'y a qu'à voir le luxe de certains magasins, la qualité de quelques restaurants, les voitures superbes (Buicks, Bentleys, Mercedes, Jaguars, même des Rolls) qui circulent, la densité du trafic à l'entrée et à la sortie des bureaux. Pas d'impôt sur le capital, un impôt sur le revenu très bas, peu ou pas d'impôt, les premières années, sur les bénéficiaires des nouvelles sociétés : pour qui veut créer son entreprise à Moscou, le moment est idéal. Les femmes ne sont pas les dernières à investir. J'ai rencontré les membres d'un club de femmes chefs d'entreprise (11) créé voici quelques années, dont le succès est spectaculaire. Et les Russes ne sont pas en retard sur le Net, pour développer l'informatique, la bureautique et les télécommunications (12).

La Russie est un formidable marché potentiel. Tous les investisseurs le savent. D'où la présence de bureaux d'études et de financiers allemands, américains, japonais et, dans certains secteurs, français ou italiens. C'est pourquoi au niveau de nos gouvernements, la condamnation des méthodes russes en Tchétchénie et celle des violations des droits de l'homme sont restées prudentes et purement verbales. Les défenseurs des droits de l'homme s'en indignent, les hommes d'affaires s'en félicitent ! Reste que l'image de la Russie à l'extérieur n'est pas bonne et que celle de Poutine est franchement mauvaise. Les Russes, qui sont chatouilleux, s'en étonnent et, parfois, s'en indignent.

*
* *

J'avais été témoin, voici dix ans, au Parlement européen, de l'extraordinaire «conduite de Grenoble» que Jean-Pierre Cot avait infligée à Boris Eltsine et que ce dernier, alors au mieux de sa forme, avait supportée avec un grand sang-froid. Cette incompréhension de la Russie par les politiques, les intellectuels (et les médias) occidentaux, subsiste : je n'en vois pas de meilleur exemple que le Congrès du *Pen Club International* qui s'est tenu à Moscou à la veille de l'été (13). Les Russes étaient très fiers de recevoir, pour la première fois, des écrivains venus des cinq continents. Sous l'ère brejnevienne (pour ne pas parler de l'ère khrouchtchevienne ou stalinienne), la libre expression d'un millier d'intellectuels - et d'ailleurs une simple réunion des Pen clubs - auraient été impensables. Du temps de Staline, les «écrivains révolutionnaires» (ceux du moins qui étaient dans la ligne) accueillaient à Moscou, avec force libations, leurs homologues étrangers qui, *volens, volens*, apportaient leur caution au régime.

(8) Dont 6.228 armes thermo-nucléaires (États-Unis : 7.206).

(9) Mais «l'argent sale» explique en partie ce boom immobilier, dont ont bénéficié les «oligarques».

(10) Saint-Pétersbourg, qui a perdu un maire actif, A. Soltchak, n'a pas bénéficié du «lifting» de Moscou au moment de son huitième centenaire. Espérons que le tricentenaire de la ville, dans deux ans, permettra de rattraper le temps perdu !

(11) *Le Club L*, présidé par Marina Korosteleva.

(12) *France Télécom* est ici très présent.

(13) 67^e Congrès International P.E.N. 75 nations étaient représentées pour son 80^e anniversaire.

(C'étaient Romain Rolland, Gide, vite repenti, Malraux, Stephen Spender, Bertrand Russell). Gorki, Pilniak, Voinovitch rêvaient d'un *Pen club* russe, sans oser le dire, et les rares «intellectuels» autorisés à sortir du pays, comme Ilya Ehrenbourg, se réunissaient ailleurs, à Londres, Genève, Amsterdam (14). Et puis, le Mur de Berlin est tombé, le régime a explosé, la parole est devenue libre et l'Union Soviétique a cessé d'exister.

C'était une bonne occasion de s'en réjouir et de saluer le formidable appel d'air qui s'est produit dans un pays resté soixante-douze ans sous le baillon, alors qu'il était la patrie de Pouchkine et de Gogol, de Tolstoï et de Dostoïewski, de Maïakovski et de Pasternak, de Mandelstam et d'Akhmatova et, pour finir, de Soljenitsyne ! Mais le congrès se réunissait à un mauvais moment, aux pires heures de la guerre implacable que le Président Poutine menait en Tchétchénie. Poutine qui venait d'être élu à la Présidence au suffrage universel (avec une très large majorité) avait manifesté son intérêt pour le Congrès. Il s'était même rendu au siège du *Pen club* russe, il avait conversé trois heures avec son Président, Andréï Bitov (15), et lui avait fait comprendre que le gouvernement souhaitait que le congrès soit un succès ; les congressistes seraient reçus au Kremlin et le *Pen* russe n'avait aucune crainte à avoir au sujet de son budget !

Dès que ces bonnes dispositions furent connues, il y eut, à l'Ouest, une levée de boucliers, surtout chez les Anglo-Saxons et dans les pays scandinaves. Il n'était pas question d'accepter un sou du dictateur, ni de se rendre dans un palais du régime ! J'avais plaidé - aidé par la Présidente du *Pen club* belge, Huguette de Broqueville (16) - pour que, tout en condamnant les exactions russes à Grozny, et les mesures à l'encontre des journalistes, nous gardions un ton modéré. Nous n'avions pas à interférer dans la politique intérieure russe. Peine perdue ! Une valeureuse cohorte, conduite par Günter Grass (hier communiste, mais toujours d'extrême-gauche), selon lequel un intellectuel digne de ce nom ne saurait se conduire qu'en irréductible opposant à quelque régime que ce soit, tenait à dénoncer les «crimes contre l'humanité» commis par Vladimir Poutine (thèse défendue en

France par André Glucksmann et Bernard-Henri Lévy). Les mêmes entendaient dénoncer la «mollesse» des gouvernements occidentaux, coupables de ne condamner qu'en paroles le Goliath russe aux prises avec le David tchétchène. «Never silent again», telle fut la conclusion du discours de l'auteur du *Tambour*.

Les motions adoptées au Congrès - et notamment celle du *Pen club* russe, dont on força la main - furent d'une grande sévérité (17). Les ponts furent donc coupés avec le pays hôte. Pas de réception au Kremlin, pas de dialogue avec l'apprenti-dictateur ! Une occasion a été perdue, celle d'entendre les arguments de Poutine et de pouvoir influencer sur sa politique. (Les événements avaient déjà montré que le Président russe n'était pas insensible aux arguments des États occidentaux ; il avait désigné un médiateur en Tchétchénie et affirmait son intention de respecter les droits de l'homme).

*
* *

S'interroger sur Poutine et sa politique, c'est essayer de sonder l'homme. Le Président souffre, c'est certain, d'un déficit d'image. Du moins en Occident ; car en Russie, *nos attaques le valorisent* ; c'était le contraire avec Gorbatchev, porté aux nues par nos médias, dévalorisé dans la Russie profonde qui ne lui pardonnait pas l'échec de sa politique économique, ses voyages... ni les toilettes de Raïssa. L'homme est petit, ses lèvres sont minces, il sourit rarement, rien à voir avec le bon géant russe des images d'Epinal, à la voix sonore et aux plaisanteries faciles ! Chose plus grave : il a fait l'essentiel de sa carrière au K.G.B., comme hier Andropov. C'est oublier que tous les dirigeants russes, même ceux de la nouvelle génération, viennent de la *Nomenklatura*. Le K.G.B. ne fut pas seulement un organisme de contrôle des citoyens et de lavage des cerveaux mais

(14) Il en fut ainsi jusqu'à la fin des années 1980.

(15) Qui était venu nous le dire à Paris.

(16) Qui proposa une motion modérée, déplorant que nous n'ayons pu expliquer au Président Poutine les raisons pour lesquelles nous condamnions la répression en Tchétchénie, et une guerre «dévastatrice».

(17) Notamment celles des Centres norvégien et suédois. La France se borna à défendre la liberté d'expression et à demander une amnistie. Le Président du *Pen* français, Jean Blot (Alexandre Blokh), connu par son livre sur Mandelstam, s'était battu pour libérer les «écrivains en prison».

aussi une véritable école des cadres soviétiques - des super-cadres, pourrait-on dire, dont l'exemple le plus admiré fut Andropov qui, peut-être, aurait su tirer un meilleur parti que ses successeurs d'une Union qui faisait eau de toutes parts. La Russie a besoin d'un «despote éclairé». Poutine pourra-t-il être ce despote-là ? L'avenir nous le dira. En tout cas, il a déjà perdu, avec la tragédie du *Koursk* (18), une partie du capital de confiance dont il avait bénéficié à ses débuts.

*
* *

La guerre en Tchétchénie, la catastrophe du *Koursk*, si inquiétantes soient-elles, sont des épiphénomènes. Essayons de regarder plus loin et plus haut. Le passé, ici, éclaire l'avenir. Voici quarante ans, j'ai vu dormir dans le Mausolée, côte à côte, sous une lumière verdâtre, les demi-dieux du régime, Lénine et Staline. La queue, pour gagner le sanctuaire, faisait quatre fois le tour de l'immense Place Rouge. Malheur à celui qui aurait troublé la majesté de ce lieu sacré ! (19) Un peu plus tard, Staline, découronné par Khrouchtchev, a disparu. Mais il y a mieux. Le sort de Nicolas II, exterminé avec toute sa famille dans la cave de la maison Ipatiev, m'avait bouleversé. Mon grand-père, le général de Boisdeffre (20), avait assisté à son couronnement ; il avait été aussi le seul étranger invité au repas de noces (21).

Je suis retourné l'autre jour à Saint-Pétersbourg, à la forteresse Pierre-et-Paul, magnifiquement restaurée. Le 16 juillet 1998, quatre-vingts ans jour pour jour après le massacre, les restes de Nicolas II, de son épouse et de leurs enfants, étaient solennellement accueillis par le Président Eltsine, qu'entoureraient le gouverneur de Saint-Pétersbourg (22), l'héritier des Romanov (23) et le Duc de Kent (24). Eltsine revenait de loin ! Quinze ans auparavant, alors gouverneur de Sverdlovsk (Ekaterinbourg), il avait exécuté l'ordre du Soviet Suprême et fait raser au bulldozer la maison Ipatiev, qui «ne devait pas devenir un lieu de pèlerinage». Aujourd'hui, le dernier couple impérial repose auprès de Catherine II, de Pierre le Grand et de tous les tsars. Lénine et Staline ont dû se retourner dans leur tombe !

Mais il y a mieux. Non seulement, des églises neuves surgissent partout, veillant auprès de chaque Ministère (25), mais les autorités religieuses, réduites hier à une quasi-clandestinité, sont partout présentes, accompagnant chaque manifestation officielle. L'Eglise a eu raison du Parti - même s'il est vrai qu'on trouve dans les églises plus de femmes que d'hommes et plus d'adultes que de jeunes (26). La Vierge avait annoncé aux enfants de Fatima - l'année même de la Révolution d'Octobre ! - la «conversion de la Russie». Ce n'est pas encore chose faite, mais quel retour en arrière !

*
* *

Un mot, pour finir, sur les relations franco-russes. Elles ne sont pas bonnes, après avoir été excellentes tout au long de la V^e République, et particulièrement du temps du général de Gaulle.

Les officiels russes (Poutine en tête) estiment qu'on leur fait un procès d'intention à propos des droits de l'homme, que les Russes, selon eux, ne violeraient pas plus... que les autres. Nous élèverions d'autant plus la voix qu'ils sont devenus - économiquement, militairement, politiquement - plus faibles. Ils veulent - à juste titre, cette fois - qu'on traite la Russie comme une grande nation, à vocation mondiale. Ils considèrent, enfin, qu'ils sont aujourd'hui le seul rempart contre la marée montante de l'Islamisme, les seuls à combattre efficacement (en Tchétchénie et ailleurs) les terroristes musulmans et que nous devrions leur en savoir gré (27).

(18) Le Président Poutine a mis une semaine à réagir à l'accident du *Koursk*, sous-marin atomique, orgueil de la flotte russe, disparu en mer de Barents avec tout son équipage.

(19) On m'a raconté qu'un malheureux, qui avait *craché par terre* en entrant dans le Mausolée, s'était retrouvé au Goulag !

(20) Négociateur et signataire de l'Alliance franco-russe (1892), Ambassadeur extraordinaire à Saint-Pétersbourg.

(21) Repas intime, en raison de la catastrophe - plusieurs centaines de morts - qui avait accueilli le couronnement.

(22) Vladimir Iakovlev.

(23) Le Duc Nicolas Romanov.

(24) Michel de Kent descend par sa mère des Romanov.

(25) Cet été, on en a inauguré une auprès du Ministère de l'Intérieur.

(26) Comme en France...

(27) Les Russes combattent, notamment, le Hezbollah, responsable des attentats contre les Américains et les Français à Beyrouth.

La saisie (même si elle a fini par être levée) du *Sedov* (28) a scandalisé les Moscovites, non seulement parce qu'on ignorait tout, ici, des dettes contractées par une des sociétés affréteuses, mais surtout parce qu'il s'agissait du navire-école russe, où étaient élevés et formés les futurs officiers de marine (arme d'élite, déjà à part sous le précédent régime). Nous avons perdu, en quelques jours, une partie du capital de sympathie qui était le nôtre, du temps où nous prônions une politique d'indépendance vis-à-vis de l'autre puissance mondiale, les États-Unis d'Amérique.

Ajouterai-je une observation secondaire, mais importante : le courant ne passe guère entre Poutine et notre Président, si dissemblables. Jacques Chirac est un remarquable communicateur, un bon connaisseur du Japon, des États-Unis, du Tiers-Monde, un ardent avocat des humiliés et des offensés de la planète, mais il n'a pas encore pris la mesure du géant russe. En Russie, on aime les gens solides. Le général de Gaulle impressionnait par sa stature, par son mépris des conventions (sa communion en public à Léninegrad avait d'abord scandalisé, puis impressionné), par son anti-américanisme. G. Pompidou avait suivi la même ligne. V. Giscard d'Estaing aussi, qui plaisait par sa jeunesse et par les égards dont il faisait bénéficier Brejnev. François Mitterrand représentait tout ce que les Soviétiques détestaient : le socialisme démocratique ; l'atlantisme ; le culte affiché des droits de l'homme. Mais on s'y était fait et l'on avait fini par comprendre que le socialisme de Mitterrand n'était guère plus qu'un costume d'apparat.

Jacques Chirac avait tout pour plaire : héritier du gaullisme et de la vieille amitié franco-russe. Mais aujourd'hui, vu de Moscou, l'homme paraît incertain, velléitaire. La France garde pourtant des atouts et d'abord grâce à sa culture (Il serait temps de donner des moyens sérieux à notre mission culturelle, d'ouvrir des instituts français ailleurs qu'à Moscou et à Pétersbourg, de multiplier les bourses par cent, bref, de reporter sur les pays de l'Est, traditionnellement

ouverts à notre culture, l'effort, passablement inutile, que nous faisons en Afrique noire). Grâce aussi à son aide financière, la France peut beaucoup... comme au temps des emprunts russes !

Il nous faudrait appuyer le retour de la Russie sur la scène internationale, examiner sérieusement ses raisons d'intervenir au Daghestan, en Tchétchénie et, maintenant, en Asie centrale (29). Un jour, les Russes reconstitueront l'empire sottement détruit par Eltsine, ils reprendront pied en Biélorussie et sans doute en Ukraine. Quant aux entreprises françaises, présentes sur le plan de la haute couture, des parfums, de la gastronomie... et des banques, qu'elles n'attendent pas pour s'établir en Russie (où elles ont bien plus de facilités qu'en France) que le terrain soit totalement occupé par les Allemands, les Américains, les Italiens, les Japonais et, depuis peu, par les Suédois... en attendant les Chinois !

Ce n'est pas en maintenant la Russie en quarantaine que nous faciliterons son retour à la démocratie (qu'elle n'a jamais vraiment pratiquée), mais en multipliant les contacts et en faisant fond sur les ressources d'une génération avide de rompre avec les pratiques du passé. Poutine, enfin, comprendra-t-il qu'on ne peut ressusciter un grand peuple en gardant les habitudes du K.G.B. : obsession du secret, insensibilité aux souffrances des humbles ? (30). Et qu'aujourd'hui la communication est - presque - aussi importante que l'action... ?

Pierre de BOISDEFFRE

(28) Le navire-école, que nous avions invité à Brest pour la parade des «plus beaux voiliers du monde», avait été saisi à la demande du milliardaire Nessim Gaou, propriétaire de la compagnie Noga. La saisie a été levée le 24 juillet par le tribunal de grande instance de Brest.

(29) Sous l'égide du «Groupe de Shanghai» qu'elle anime, en partenariat avec la Chine, (*Sommet de Douchambé*, 5-6 juillet 2000).

(30) Cette insensibilité, au moment du drame du *Koursk*, a frappé l'opinion internationale et scandalisé les Russes.

Citoyenneté et nationalité au cœur des Balkans :

les problèmes du Kosovo et de la Macédoine

par Gino NECCHI

L'étude de la situation actuelle dans deux espaces qui appartenaient à l'ancienne République Socialiste Fédérative de Yougoslavie nous permet de cerner les problèmes qui se posent aujourd'hui avec acuité dans le monde des Balkans (*).

Ces deux espaces ont des points communs :

- tous deux appartenaient à la défunte Yougoslavie ;
- leur habitants appartiennent à des peuples différents : Albanais et Serbes au Kosovo, Slavo-macédoniens et Albanais en Macédoine, pour l'essentiel.

Mais la comparaison s'arrête là :

- la Macédoine est un Etat indépendant, reconnu par la Communauté internationale;
- le Kosovo fait partie en droit de la Yougoslavie d'aujourd'hui, c'est-à-dire de l'union de deux républiques constitutives de l'ancienne Yougoslavie, Serbie et Monténégro avec, à l'intérieur de la Serbie, deux régions qui bénéficiaient d'une totale autonomie tout en envoyant des parlementaires à Belgrade : le Kosovo et la Voïvodine, en partie peuplée de Hongrois ;
- la Macédoine a un gouvernement de coalition, aujourd'hui orienté au centre droit ; le Kosovo est placé sous l'administration intérimaire des Nations Unies, et géré par une mis-

sion que dirige Bernard Kouchner ;

- la Constitution de la Macédoine de 1992 définit la République comme «l'Etat national du peuple macédonien dans lequel est assurée l'égalité devant la loi de toutes les nationalités de la République et dans lequel est proclamé son attachement à une cohabitation entre le peuple macédonien, les Albanais, les Turcs, les Roumains et les autres nationalités qui la composent». L'Etat se fonde donc sur une nation principale : le peuple macédonien et les autres.

Le Kosovo, quant à lui, n'a plus de structures étatiques propres et autonomes ; la Communauté internationale insiste pour que soit soulignée la présence sur son territoire d'Albanais et de Serbes alors que, depuis l'intervention des forces de l'OTAN, les Serbes ont fui en grande partie en Serbie (300 000 Serbes avant et 70 000 à 100 000 aujourd'hui) ; alors que les Albanais qui avaient fait de même devant les exactions des Serbes sont tous pratiquement revenus.

N'empêche que ces deux territoires ne peuvent que requérir la plus grande vigilance de la Communauté internationale compte tenu des enjeux qui s'y déroulent et qui dépassent bien largement les limites de toutes frontières : s'y joue en partie l'avenir des Balkans.

*

**

Gracanica : Suédois de la KFOR protégeant un monastère orthodoxe dans une enclave serbe.

En **Macédoine**, le peuple constitutif est celui des Slavo-Macédoniens, de religion orthodoxe. Mais, sur les 2,5 millions d'habitants, les Albanais, de religion musulmane, représentent environ 30 % de la population. Il faut ajouter : les Turcs (4 %), les Roms ou Tsiganes (2 % de la population), les Serbes (2 %) et les Volaques, proches des Roumains (0,5 %).

C'est la place des Albanais qui pose question : forts de leur nombre, ils réclament la qualité de peuple constitutif : mais, selon l'héritage titiste, un peuple qui peut se rattacher à un État déjà indépendant n'a pas vocation à devenir peuple constitutif : c'est ainsi que, dans la défunte Yougoslavie, les Albanais, les Hongrois (de Voïvodine), les Italiens d'Istrie n'avaient aucune vocation à devenir peuple constitutif.

Encore faut-il, disent les dirigeants macédoniens de nationalité albanaise, que les Albanais de Macédoine soient dans ce pays chez eux. Les Slavo-Macédoniens sont très réticents :

- le Président de la Ligue pour la Démocratie, par ailleurs professeur de droit pénal à l'Université de Skopje, explique que, là où un couple «slavo-macédonien» a un enfant, le couple albanais en a statistiquement trois ; que

donc, dans 15 à 20 ans, l'évolution démographique changera totalement les données du problème ;

- pour assurer une meilleure intégration des Albanais, quelques règles, non pas de nature constitutionnelle mais administrative, ont été établies pour tenir compte du plus faible développement social et culturel de ceux-ci et assurer leur présence dans la fonction publique.

Deux exemples :

- dans la Police, où ils sont pratiquement absents, des dispositions ont été instaurées pour mettre en œuvre une «discrimination positive» ;

- à l'Université, où existe la sélection à l'entrée, 10 % des places demeurent hors règles de sélection par le niveau pour garantir la présence de citoyens appartenant aux minorités. Ce qui fait dire au professeur titulaire de la chaire de Droit Pénal : «il n'y a que deux Albanais à l'orchestre symphonique de Skopje. Faut-il négliger la qualité musicale et recruter uniquement les candidats sur la base du critère de la nationalité pour assurer la représentation de tous, sans tenir compte de l'essentiel : l'aptitude professionnelle ?

L'actuelle majorité au pouvoir de centre-droit réunit des partis «slavo-macédoniens» et «albanais»; aucun parti détaché de toute référence aux critères ethniques n'a pu s'imposer. Au moment de la formation du gouvernement, en novembre 1998, les Albanais ont mis en avant cinq revendications :

- 1) la mise en liberté de détenus politiques ;
- 2) la légalisation de l'Université de Tetovo, seule université de langue albanaise mais non reconnue ;
- 3) la répartition des postes de façon équitable dans les administrations ;
- 4) la reconnaissance de la langue albanaise, comme langue officielle ;
- 5) la décentralisation pour les collectivités locales.

On peut considérer que les points 1 et 3 ont été satisfaits ou sont en voie de l'être ; que le point 5 est satisfait à un tiers environ.

Se posent en revanche aujourd'hui avec acuité les questions :

- du statut de la langue albanaise : dans les zones de l'ouest du pays où les Albanais sont la forte majorité, écoliers et collégiens suivent les études en albanais mais, à partir du lycée, les études se font pour eux aussi en macédonien et il n'y a pas à la date d'aujourd'hui d'Université officielle qui distribue des diplômes reconnus. Les tensions demeurent très vives sur ce point.

- et même, plus généralement, du statut social des Albanais par rapport aux Slavo-Macédoniens.

Pour illustrer ce propos, il suffit de constater que, là où les Albanais s'établissent dans les quartiers, les Slavo-Macédoniens vendent ou abandonnent leurs habitations.

Si l'expérience de la Macédoine réussit et si la République de Macédoine perdure, un exemple de cohabitation entre deux peuples pourra être cité. Si cette expérience échoue, si elle ne peut être menée à maturité, elle illustrera l'impossibilité de résoudre le problème des Balkans.

*
**

Bien différente est la situation dans laquelle se trouve le **Kosovo**.

Les tensions entre Albanais et Serbes sont poussées à leur paroxysme à tel point que le pays est incapable de s'autoadministrer.

La campagne antialbanaise de Milosevic a eu en réalité pour effet, dans un premier temps, la fuite d'une très grande partie de la population albanaise qui représentait 80 % du pays puis, avec l'intervention de la Communauté internationale, son retour et la fuite corrélative des Serbes qui, hier, représentaient 15 % de la population et qui aujourd'hui n'en représentent plus que 5 % à peu près. En réalité, les Serbes du Kosovo font figure de grands perdants de la guerre du Kosovo. Et pourtant, sur le plan de l'imaginaire serbe, cette terre est de la plus haute importance : c'est sur cette terre que se trouvent quelques-uns des plus prestigieux monastères serbes et là s'est livrée la bataille de Kosovo Polje en 1389 ; d'après la légende, à la veille de rencontrer les armées ottomanes, le Prince Lazar aurait accepté de perdre la bataille en renonçant au royaume de ce monde au profit du royaume des Cieux. C'est dire l'importance de la référence pour les Serbes.

Aujourd'hui, cet espace est sur le point de devenir «ethniquement pur». C'est là que les tensions sont les plus vives. Impossible pour les deux communautés de vivre ensemble : l'Administration intérimaire des Nations Unies s'est orientée vers la notion de «protection collective». Les Serbes ont été regroupés dans les zones homogènes. Pour accéder à ces zones, il faut passer des barrages mis en place par la K-FOR.

A l'intérieur de la zone, aux points sensibles, - maisons communes, hôpitaux, églises, monastères - soldats en armes et blindés veillent.

Vivre dans une telle zone protégée, c'est vivre en prison :

- le Serbe qui veut quitter une zone pour une autre doit attendre le passage d'un véhicule militaire de la K-FOR pour y prendre place et gagner sous la garde d'un engin blindé un autre espace protégé ;

- les enfants ne peuvent se rendre qu'à l'école des enseignants serbes ;

- quant aux malades, ils ne peuvent être soignés que dans des hôpitaux créés pour eux. A Gracanica, «Médecins du Monde - Grèce» a installé un hôpital où servent un médecin libanais orthodoxe et trois médecins serbes. Mais Belgrade, constatant que le Kosovo lui échappait, a décidé de ne plus payer les médecins serbes travaillant dans de tels hôpitaux et de supprimer tout droit à retraite pour ceux qui continueraient d'exercer.

Dans ces conditions, il est difficile d'imaginer l'état de désorganisation des services publics : pour tout le Kosovo, les ordures ne sont pratiquement plus ramassées, les impôts non levés, la Police locale inexistante, les plaques d'immatriculation sur les véhicules non attribuées...

Et pourtant la bonne volonté et l'énergie de l'Administrateur désigné par l'ONU, Bernard Kouchner, et de son équipe ne sont pas en cause. Mais à mission impossible, résultats difficiles en dépit de leur totale disponibilité et de leur volonté de concorde.

D'après un proche de Bernard Kouchner, «l'administration de l'ONU refuse d'assurer un mandat de type colonial, elle ne veut pas organiser un type de protectorat. Son but, c'est l'administration conjointe». Un conseil de 36 membres où siègent les représentants des partis politiques, de la société civile, des différents cultes a été mis en place.

L'administration est répartie en 20 départements : éducation et science, environnement, justice, services publics, postes et télécommunications... Chaque département est codirigé

- d'une part, par un représentant de l'ONU ; des Français pour la Justice, les Postes et Télécommunications, les Sports, les Transports et les Infrastructures ; des Italiens pour l'Agriculture, la Forêt et le Développement rural, la Protection de l'Environnement, un Chilien à la Culture...

- d'autre part, par une personnalité locale dont deux Serbes (au Travail et à l'Emploi, à l'Agriculture), un Turc (Transport et Infrastructure).

C'est l'Administrateur qui garde l'*arbitrium*, la décision. La voie du consensus est privilégiée. Ce mode de fonctionnement a pour objectif notamment de produire des «régulations», «lois» qui s'imposent à tous. La finalité étant la coexistence, c'est-à-dire, «non la vie commune, mais la vie côte à côte». Bien sûr, encore faut-il pouvoir rassembler autour d'une même table les représentants des communautés. A l'intérieur de celles-ci, les tensions restent vives entre les opposants absolus à tout et ceux qui veulent essayer d'entreprendre...

Du côté des Serbes, l'évêque orthodoxe Artemije a accepté de siéger provisoirement à ce Conseil, jusqu'en octobre prochain, non sans être désavoué par d'autres...

Dans ces conditions, comment assurer un minimum d'ordre public ?

- Le territoire a été divisé en cinq zones confiées respectivement au contrôle des armées américaine, britannique, allemande, française et italienne.

Mais, dans chaque zone, d'autres éléments appartenant à des armées étrangères viennent en renfort : par exemple, aux côtés des Français, des Belges et des Marocains.

- La police de la circulation, de la proximité, des enquêtes judiciaires est également confiée à des étrangers : Ghana, Inde, Italie... Peut-on imaginer les difficultés insurmontables ainsi créées ? Au total, 40 nations sont représentées. Une Ecole de police est en train de former un millier d'agents locaux pour arriver autant que faire se peut au chiffre de 4 000 ! Mais quelle procédure appliquer ? Quelle éthique transmettre ? Le décalage sera grand entre une information théorique à l'anglo-saxonne, à assimiler en quatre mois et la réalité sur le terrain.

L'impasse est aujourd'hui évidente. Mais nul ne conteste l'utilité de la présence étrangère au Kosovo : elle est protectrice de la vie de chacun, elle sépare les communautés. Elle a permis la «conversion» d'une partie de l'U.C.K. définie, après négociation, comme le peuple armé albanais «en service de protection chargé de lutter contre les catastrophes naturelles et les incendies et de ramasser les ordures».

Mais la Communauté internationale est aujourd'hui trop engagée pour abandonner, même si dernièrement une partie des sénateurs républicains américains a vivement souhaité la fin dans ce conflit de l'intervention américaine.

La Communauté internationale maintient la fiction d'un Kosovo pluriethnique alors qu'il est devenu albanais à 95 %. Mais l'enjeu dépasse le seul Kosovo, comme si la reconnaissance d'une telle réalité et sa conséquence ultime, son indépendance, pouvaient être le début de nouveaux conflits dans les Balkans.

En réalité, la solution au Kosovo dépend bien évidemment de l'attitude de ses voisins : la Serbie mais aussi l'Albanie. Ce dernier point renvoie également à la Macédoine : les Albanais sont-ils décidés à revendiquer l'existence d'un seul Etat, englobant les Albanais d'Albanie, du Kosovo et de Macédoine. Nous ne le pensons pas ; les Albanais du Kosovo et de Macédoine se considèrent beaucoup plus développés que ceux d'Albanie; quant à ceux de Macédoine, ils ont vite compris, en voyant ceux du Kosovo fuir leur pays d'origine et venir s'installer provisoirement dans des camps de Macédoine que leurs habitudes de vie étaient très différentes.

En réalité dans cette région, pour reprendre les termes d'un ancien Ministre de l'Intérieur de Macédoine, aujourd'hui professeur de Droit International à l'Université de Skopje, il faut que, par solidarité, la Communauté internationale aide à la création «d'*États forts*, fondés sur la neutralité ethnique, adoptant un modèle élevé d'autonomie culturelle».

«L'Etat ne doit pas être une forteresse» sinon il nourrit à l'intérieur ses propres tensions.

La Macédoine et le Kosovo en sont à des stades très différents. Mais ces exigences sont celles de l'avenir et valent pour toute cette région. Si elles n'étaient pas mises en œuvre, le monde balkanique déchiré par ses maux risquerait d'être non seulement l'éternel malade de l'Europe mais le vecteur d'une contagion annonciatrice de nouveaux malheurs.

Gino NECCHI

(*) Cet article a été écrit par notre collaborateur au retour d'une mission en Macédoine et au Kosovo pour le compte de la Société internationale des Droits de l'Homme.

Les livres de nos collaborateurs et amis

André LE GALL

«Pascal»

Ed. Flammarion

André DILIGENT

«La charrue et l'étoile»

Ed. Coprur

«Un objet de science : le catholicisme»

Réflexions autour de l'œuvre d'Emile POULAT

(Actes des Journées tenues en Sorbonne, les 22-23 octobre 1999)

Textes rassemblés par Valentine Zuber

Ed. Bayard

Révision de la loi bioéthique de 1994 : des enjeux éthique, scientifique et thérapeutique contradictoires

par Claude HURIET

Le professeur de médecine Claude HURIET, sénateur de Meurthe-et-Moselle, avait déjà entretenu nos lecteurs des aspirations et exigences conflictuelles, engendrées par les progrès rapides de la biologie et de la médecine, si l'on souhaite tout à la fois assurer respect de la dignité humaine, liberté de la recherche scientifique, exploitation au bénéfice des malades de potentialités thérapeutiques de jour en jour plus prometteuses (cf. France-Forum - n° 289-290, 4^e trimestre 1993 : débat avec France Quéré - n° 256-257, 4^e trimestre 1989). Particulièrement au fait de ces questions dont en permanence il suit attentivement l'évolution, en sa double qualité de spécialiste et de législateur, il nous indique aujourd'hui à quel stade on en est arrivé. On conviendra de la performance : c'était une gageure de parvenir, aussi clairement et aussi brièvement, à nous donner une synthèse aussi complète et à nous faire sentir aussi intensément la gravité du problème à résoudre.

Le législateur, dans la loi n° 94-654 du 29 juillet 1994, relative au don et à l'utilisation des éléments et produits du corps humain, à l'assistance médicale à la procréation et au diagnostic prénatal (article 21) s'est donné à lui-même rendez-vous cinq ans après l'adoption du texte, afin de procéder à un nouvel examen et d'apporter les modifications nécessaires.

Cette démarche, tout à fait inhabituelle, procédait d'une intuition selon laquelle le progrès rapide des connaissances et des techniques dans les domaines concernés par la loi, risquait de rendre caduques ou inadaptées les dispositions législatives et d'engendrer des situations nouvelles imprévisibles cinq ans plus tôt.

Les perspectives

Au cours des toute dernières années, voire des tout derniers mois, sont intervenues des découvertes susceptibles de bouleverser les fondements de la thérapeutique et permettant d'entrevoir des possibilités de traiter efficacement des maladies considérées aujourd'hui comme incurables : la thérapie génique - qui sort du champ de cet exposé - et la thérapie cellulaire.

Les utilisations possibles de cellules à des fins thérapeutiques concernent des pathologies très diverses, héréditaires ou apparemment acquises : atteintes du système nerveux (maladies neuro-dégénératives, maladie de

Parkinson...), maladies cardiaques, hépatiques, musculaires, diabète, atteintes cutanées, articulaires...

Ce sont les cellules souches qui offrent les plus larges possibilités. On s'est d'abord intéressé aux cellules souches embryonnaires, prélevées sur un embryon dans les premiers stades de son développement car elles sont «totipotentes» ou, un peu plus tard, «pluripotentes», capables de prendre toutes les orientations possibles qui se manifesteront au cours des stades plus avancés du développement.

Mais le prélèvement de ces cellules, fût-ce au stade blastocyste - cellules pluripotentes -, n'est pas compatible avec l'implantation ultérieure de l'embryon qui est ainsi «condamné». On conçoit qu'une telle éventualité est en contradiction avec les dispositions de l'article L 152-8 qui précise que «toute expérimentation sur l'embryon est interdite et que, à titre exceptionnel, l'homme et la femme formant le couple peuvent accepter que soient menées des études sur leurs embryons, de telles études devant avoir une finalité médicale et ne pas porter atteinte à l'embryon». Aussi, un des choix les plus cruciaux que le législateur devra trancher est le suivant :

- la loi doit-elle autoriser, fût-ce en l'encadrant strictement, l'utilisation de l'embryon humain, plus précisément des seuls embryons surnuméraires ne faisant plus l'objet d'un projet parental, à des fins de recherche et de thérapeutique ? Mais, quelles que soient les précautions prises, on introduit une distinction entre deux «catégories» d'embryons, les uns pouvant être instrumentalisés, les autres pas.

- les dispositions actuelles doivent-elles être maintenues, privant les malades des espoirs qu'ils placent dans les thérapeutiques nouvelles, ou conduisant les pouvoirs publics à admettre l'importation de traitements produits dans d'autres pays, ce qui, pour certains, constituerait le comble de l'hypocrisie ?

Il appartiendra au Parlement de se prononcer. Toutefois, des découvertes très récentes ouvrent des possibilités qui rendront peut-être moins dramatique le dilemme auquel est confronté le législateur.

Ces découvertes concernent les potentialités surprenantes des cellules souches présentes dans l'organisme adulte - moelle osseuse, foie, cerveau... - qui semblent être capables de «transdifférenciation». Cette perspective démontre que les cellules souches embryonnaires ne sont pas le seul recours pour le traitement de maladies graves aujourd'hui incurables. De très récents travaux ont en effet montré qu'il existe des cellules souches dans l'organisme adulte, capables de se multiplier presque indéfiniment et d'engendrer non seulement des copies d'elles-mêmes, mais aussi différents types cellulaires : ainsi, des cellules nerveuses peuvent se transformer en cellules sanguines et des cellules souches hématopoïétiques - issues de la moelle osseuse - peuvent se comporter comme des cellules musculaires.

Plus surprenant encore : des cellules souches mésenchymateuses (celles du tissu conjonctif embryonnaire) issues de la moelle osseuse sont susceptibles de se différencier en cellules de cartilage, d'os, de ligament, de tendon, de muscle ou de tissu adipeux !

* *

Ainsi, six ans après le vote des lois dites «bioéthiques» par le Parlement, les évolutions intervenues dans le domaine des biosciences confirment l'intuition du législateur de 1994 selon laquelle la loi devrait, après évaluation, faire l'objet d'une révision dans un délai de cinq ans, délai déjà largement dépassé, ce qui ne manque pas d'inquiéter...

L'embryon humain, son statut implicite ou explicite, sa nécessaire protection, ou les conditions de son «utilisation», seront à n'en pas douter au cœur du débat parlementaire.

Souhaitons que, comme ce fut le cas en 1994, les parlementaires, laissant toute idéologie, tout a priori, au vestiaire, démontrent la profondeur de leur réflexion dans une matière difficile qui touche à la vie et à la dignité de l'Homme.

Claude HURIET

Imaginer le XXI^e siècle ? Quel risque !

par René PUCHEU

Douze mois, déjà, passés, on en dissertait, dans les gazettes : quand donc commencera-t-il vraiment le XXI^e siècle ? Le 1^{er} janvier 2000 ou le 1^{er} janvier 2001 ? Et, feuilletant ces jaseries, les esprits politicologiquement cultivés de songer ou de s'écrier : «Baliverne que cette dispute : le XXI^e siècle a, bel et bien, commencé le 25 décembre 1991 !» (dissolution de l'U.R.S.S.).

Evidemment, dépassées ces hésitations ! Désormais, le voici, le voilà, le XXI^e siècle ! Que nous imaginions y être depuis dix ans ou depuis plus récemment, il est naturel que nous éprouvions l'envie folle de supputer ce qu'il va faire à l'humanité, de l'humanité, ce nouveau siècle.

Oui mais..... est-ce possible ? Les innombrables études et articles tentant une prospective, même lorsqu'ils sont fort intéressants, ne dissipent pas le doute. Ils manifestent, en toute hypothèse, que c'est risqué.

Surmontant le doute, tout en le gardant en mémoire, et courant le risque, voici cinq pistes plausibles pour imaginer le XXI^e siècle.

Zut à grand-papa Victor !

Songeant au futur, Hugo, «*mage romantique*» - pour écrire comme Paul Bénichou -, entrait en transe :

«Où, le progrès sera ; oui, le jour luira ; oui, la délivrance viendra ; oui, la conscience universelle aura raison de tous les clergés, aussi bien de ceux qui s'appuient sur les codes que de ceux qui s'appuient sur les dogmes... oui, l'irrévocable, l'irréparable et l'inintelligible disparaîtront..... (1)

«Nous aurons l'esprit de conquête transfiguré

en esprit de découverte ; nous aurons la généreuse fraternité des nations au lieu de la fraternité féroce des empereurs ; nous aurons la patrie sans la frontière, le budget sans le parasitisme, le commerce sans la douane, la circulation sans la barrière, l'éducation sans l'abrutissement..., Dieu sans le prêtre, le ciel sans l'enfer, l'amour sans la haine....» (2)

Halte ! On succomberait vite à l'ensorcellement de cette incantation.

Oui, mais... la foi dans les «lendemain qui chantent» ? Le XX^e siècle a, déjà, donné à l'excès ! Le coût humain de cette religion de l'avenir a été effrayant !

Il n'est pas nécessaire de croire au progrès pour agir ou pour vivre. Et, si l'on tient à croire au progrès, on peut y croire autrement. Le progrès n'est pas de l'ordre de l'assurance. Il est de l'ordre du risque. Le progrès, c'est l'accroissement des risques, comme l'a finalement noté naguère Denis de Rougemont.

Prendre au sérieux Chateaubriand

En retrait de tout messianisme séculier, la «futurologie» de Chateaubriand, sous-tendue par «une dialectique de la rupture et de la continuité» (3) porte mieux à «penser». Un colloque du printemps dernier sur la pensée prospective de Chateaubriand, organisé par J.-P. Clément, l'a subtilement mis en lumière.

Chateaubriand, quand il traite de l'avenir, ne rêve pas. Il philosophe ou sociologise.

1) Victor Hugo - OC ; Ed Chronologique t XV, p. 1339

2) Victor Hugo - OC t XV, p. 1332

3) J.-P. CLÉMENT. Chateaubriand Grands écrits politiques. Présentation t I Ed Imprimerie Nationale.

Exemple : ces lignes dans lesquelles il s'interroge sur la mondialisation :

« On a dit qu'une cité dont les membres auront une égale répartition de biens et d'éducation présentera aux regards de la Divinité un spectacle au-dessus du spectacle de la cité de nos pères. La folie du moment est d'arriver à l'unité des peuples et de ne faire qu'un seul homme de l'espèce entière, soit ; mais en acquérant des facultés générales, toute une série de sentiments privés ne périra-t-elle pas ?... »

Quelle serait une société universelle qui n'aurait point de pays particulier, qui ne serait ni française, ni anglaise, ni allemande, ni espagnole..... ni chinoise, ni américaine, ou plutôt qui serait à la fois toutes ces sociétés ? Qu'en résulterait-il pour ses mœurs... ? De la fusion des sociétés résultera-t-il un idiome universel..... ? Sous quelle règle semblable, sous quelle loi unique existerait cette société ? Comment trouver place sur cette terre agrandie par la puissance d'ubiquité, et rétrécie par les petites proportions d'un globe fouillé partout ? Il ne resterait qu'à demander à la science le moyen de changer de planète. » (4)

José Bové, Chateaubriand, même combat ? Evidemment, on plaisante ! Reste que les questions qu'entrevoit Chateaubriand ne sont pas tranchées. Elles sont encore à l'ordre du jour. La contribution de Mario Vargas Llosa dans le n° 91 (Automne 2000) de la revue *Commentaire* le signale.

Quand même, ne manquons pas de souligner que le réveil et la mode de la «celtitude» aurait, probablement, rassuré Chateaubriand.

Ecouter Paul Valéry

«L'esprit de l'homme l'a engagé dans une aventure, aventure d'une espèce qui semble s'évertuer à s'éloigner de plus en plus de ses conditions de vie initiales, comme si cette espèce était douée d'un instinct paradoxal tout opposé à l'allure de tous les autres instincts qui tendent au contraire à ramener sans cesse l'être vivant au même point, au même état...» (5)

Aventure ! mot clé. Ne pas penser le XXI^e siècle comme un train lancé sur des rails pré-installés. Imaginer, admettre que la caravane humaine chemine, ou fonce, à l'aventure !

Pour penser vraiment le XXI^e siècle il est préférable de ne pas imaginer qu'il apportera la «fin de l'Histoire» L'intelligence humaine y bouleversera une fois de plus l'ordre des choses qui, néanmoins, ne se laisseront pas facilement faire, dominer, domestiquer. Quant aux passions du cœur elles brûleront à l'infini, comme sempiternellement. La marche vers le bonheur n'est pas un impératif de l'Histoire.

Même si le bonheur est un bon carburant !

Discerner les dérives de fond

Selon les règles ci-dessus esquissées, que pouvons-nous, d'ores et déjà, conjecturer du XXI^e siècle ?

Qu'il sera, au moins pendant plusieurs décennies, sous-tendu par trois dynamiques originales et inédites - au moins par leur puissance - dans les temps antérieurs :

- L'irrésistible poussée du «génie génomique» (6)

Incontestablement, voici le fait le plus innovant : la puissance en pleine extension des technologies du vivant :

«Le génie génétique permettra bientôt de trouver les traitements adaptés pour soigner, pour éradiquer, la plupart des maladies ; enfin les nanotechnologies et la nanomédecine permettront d'en traiter d'autres encore. Combinés les uns aux autres ils pourraient allonger notre espérance de vie et en améliorer la qualité de façon significative. Il n'en demeure pas moins que, s'agissant de ces diverses technologies, une séquence par petits paliers débouche sur une accumulation massive de pouvoir et, de ce fait, sur un danger redoutable... »

«... Mettre le génie génétique au service d'une restructuration du genre humain en plusieurs espèces distinctes et inégales, par exemple, mettrait en péril la notion d'égalité, composante essentielle de notre démocratie.»

Certes, ce cri d'alarme de Bill Joy, père de Java (7), (cité in *Monde* 5/7/2000) ne fait pas

4) *Mémoires d'outre-tombe* ; Ed. Pléiade t2 p. 924 - P. Valéry *La politique de l'esprit*.

(5) Pléiade, t. 1, p. 1023.

(6) Mot, récemment, lancé cf. *Monde* 5/7/2000 p. III.

(7) Java : langage de programmation.

l'unanimité. D'autres savants l'atténuent. Ainsi Axel Kahn (directeur de recherche à l'INSERM) ne croit guère à la possibilité d'améliorer l'homme par la technologie du transfert des gènes qui a permis la création des organismes génétiquement modifiés.

N'empêche, la «génomique» balance entre espoirs et immenses périls. Le progrès, c'est l'accroissement des risques.

- *L'émergence d'une «société de l'immatériel».*

D'ores et déjà, le travail ne s'organise plus autour de la fabrication d'objets, ainsi que l'observe Charles Goldfinger (8). Il consiste à manier des signes, des abstractions désincarnées. Les activités économiques essentielles ne sont plus la production et l'accumulation d'objets mais l'émission et le traitement de flux, la création et le traitement de données et d'images.

Après l'économie agricole, l'économie industrielle, l'économie des services, le XXI^e siècle installe «l'économie de l'immatériel».

Cette dynamique de la «dématérialisation» ne caractérise pas - et ne caractérisera pas seulement - l'économie. C'est dans sa perspective que l'on doit situer le déferlement de la «Toile», d'Internet.

Ce raz de marée de données, d'images, de symboles ne pourra que bousculer la vie intime et la vie publique. Quel défi que celui de la «démocratie médiatronic» !

Sur cette lancée, *«pour certains courants de la cyberculture, le corps devient surnuméraire.... Le paradis du Net est sans corps. Le texte se substitue au sexe, l'écran à la chair. L'érotisme atteint le stade suprême de l'hygiène. Plus de crainte de sida ou de maladies sexuellement transmissibles... Le fantasme d'un corps libéré de ses anciennes pesanteurs naturelles aboutit au mythe de l'enfant parfait, fabriqué médicalement.... Certains biologistes rêvent même d'éliminer la femme d'un bout à l'autre de la gestation.....»* (Libé le 18/02/2000)

Cette «dématérialisation» sera-t-elle vivable et à quelles conditions ? Voilà un des défis gigantesques qui sous-tendra le XXI^e siècle.

- *L'inéluctable sortie de la «civilisation du*

travail».

«Nous entrons dans une nouvelle phase du monde. La substitution massive des machines aux travailleurs s'apprête à contraindre tous les pays à repenser le rôle des êtres humains dans la société. L'urgence sociale absolue est sans doute, pour le siècle à venir, de redéfinir les perspectives de vie et les responsabilités de millions de personnes dans une société où l'emploi dans sa forme massive actuelle aura disparu...»

Certes ce diagnostic/pronostic de l'économiste américain Jérémie Rifkin (in *La fin du travail ?* 1995 ; cité in *Monde/L'Avenir*. Déc 1999) s'est heurté à de nombreux détracteurs. Grosso modo, il signale, quoi qu'on lui oppose, quelque nuance dont on l'assortisse, l'orientation d'une dérive inendiguable.

D'ores et déjà, le travail, souvent, n'est plus ce qu'il était. Il est devenu partiel. Il s'entrelace avec le loisir. Est venu le temps du «travailleur en zigzag», a-t-on remarqué (Ch. Goldfinger). En outre, à longueur de vie, le temps hors travail ne cesse de s'allonger.

Enfin, le travail n'est plus, dans la société, où il était. Il n'est plus la valeur centrale et dominante. Le loisir et ses valeurs l'emportent.

Cette extension du temps «sans travail», cette montée du ludique sont un phénomène nouveau. Du moins, par rapport à l'esprit de la modernité. Quelles seront les conséquences de cette «révolution du loisir» sur l'équilibre des individus et sur la sociabilité ?

Il fut une fois, naguère ou jadis, un humoriste pour prétendre que le travail avait été inventé pour vaincre l'ennui. Pas idiot ! Quoi donc permettra de «vivre» le temps sans le «tuer», dans une société à dominante hors travail ?

Voilà, on le gagerait, le plus énorme des défis du XXI^e siècle !

Repérer les points chauds du devenir

Assurément, le difficile est de sélectionner. Depuis 1999, il en a circulé maintes listes.

Les uns ont retenu - c'est joliment journalis-

(8) Charles GOLDFINGER *L'utile et le futile. L'économie de l'immatériel* (Ed Odile Jacob 1994) *Travail et Hors Travail. Vers une société fluide* (Ed. O Jacob 1998).

tique ! - 21 questions pour le XXI^e siècle ! *Le Monde/Avenir* et *Le Journal du Dimanche* (2/1/2000) ont succombé à la tentation. Pour sa part, *Libération* a choisi d'inventorier 40 chantiers pour un nouveau siècle. Il les a caractérisés un à un chaque samedi, depuis le numéro des 4-5/3/2000.

En guise de stimulant à la réflexion de chacun et de chacun, on signalera une bonne douzaine de noeuds dramatiques regroupés autour de cinq questions.

- *Quel futur pour la question démographique ?*

«Combien serons-nous ? Neuf milliards d'hommes en 2050... L'explosion démographique tant redoutée n'aura pas lieu. La population va continuer à croître, mais moins vite qu'au XX^e siècle... Moins de jeunes, beaucoup de vieux : de nouvelles pyramides des âges, inédites, vont apparaître... Le vieillissement ébranlera partout les équilibres sociaux» (*M & Avenir*).

La cause est entendue ! Le XXI^e siècle ne connaîtra pas cette terreur de la surpopulation que les Experts nous avaient instillée. Au point que l'on pourrait même se demander si, vers 2700 ou 2800, l'espèce humaine ne disparaîtra pas parce que le désir d'enfant se sera éteint. Question saugrenue ? Par forcément ! Il est vrai que l'on pourra, éventuellement, recourir aux éprouvettes !

Moins imaginativement considérant, deux questions inévitables :

- Comment sur la planète sera répartie la population ?

Et, corrélativement, d'où viendront les grandes migrations nécessaires pour combler les colossaux déficits de certaines zones du continent européen, l'Allemagne et l'Italie, notamment ? En plus : quelles seront les conséquences de ces mélanges de populations et de leurs cultures ? Par quelle alchimie un nouvel «esprit européen» rejaillira-t-il ?

- Toutes et tous les humains deviendront-ils centenaires ou bien la vie longue sera-t-elle un privilège ? Les avis sont partagés, plus ou moins, sur cette question (*Libé* 22-23/4/2000).

Une nouvelle inégalité pointe, probablement.

- *Quel futur pour «l'environnement» ?*

Autour de cette interrogation, les questions se bousculent.

Y aura-t-il une «guerre de l'eau» ? (*Futuribles/Hors série/janvier 99*). A long terme quels sont les impacts de la pollution des mers ? Impacts durables ? (*Libé* 15-16/4 2000)

Parviendra-t-on à cultiver la terre sans pollution ? Grâce aux technologies de pointe réussira-t-on à doser finement semences, engrais, herbicides ?

Quelles énergies pour demain ? Et où trouver de l'énergie propre ? On dit que «non polluantes, silencieuses, et génératrices d'énergie à gogo, les piles à combustibles pourraient faire marcher les voitures, usines, ordinateurs et téléphones portables... Rendez-vous en 2010». Si c'est vrai, veinard le XXI^e siècle !

- *Quel futur pour la vie intime ?*

- Pour les rapports féminin-masculin, avec son imperturbable sérieux le grand quotidien du soir - comme on dit - nous rassure : «*Un troisième sexe ? La femme restera l'avenir de l'homme... La réalité biologique s'impose : au XXI^e siècle, les chemins de la reproduction passeront encore et toujours par la femme*» (*Md/Avenir*).

Cela ne nous révèle pas tout. En 2858, en 2990 l'homme, la femme seront-ils amoureux à la mode d'antan ? «L'amour» relève-t-il de l'immuable ou du changeant ?

- Que deviendra le rapport entre générations ? Quelle sera la situation faite aux enfants, aux ados, aux jeunes, aux seniors, aux seniorissimos ? Entre les classes d'âge vivra-t-on en état de ségrégation ou en symbiose ? Probablement, inimaginable, d'ores et déjà, ces manières d'exister.

- *Quel futur pour la vie civique ?*

Innombrables sont les curiosités qui se bousculent, dès cette question formulée. Trions drastiquement. Ramenons les interrogations à trois :

- Comment l'humanité mondialisée se structurera-t-elle politiquement au fil des décennies successives du XXI^e siècle ?

D'abord, il y a les incertitudes sur les voies et moyens de la constitution de l'espèce en corps politique. Se fera-t-elle dans la fureur des armes, d'une guerre planétaire ou de guerres «locales», ou dans la paix ?

«*Apocalypse to morrow ?*» *La mondialisation touche aussi les armes chimiques et nucléaires... Le XX^e siècle a longtemps été bipolaire. Le XXI^e laissera place à une scène stratégique éclatée*» (M.) «*La menace bactériologique et chimique, fléau du XXI^e siècle* (Paris-Match 20/07/2000).

Se fera-t-elle à travers la domination des Etats-Unis ? Le XXI^e siècle sera-t-il américain, comme le fut le XX^e ?

En outre, il y a les incertitudes sur les modalités existentielles, et institutionnelles de l'humanité mondialisée. Super-Etat ? Langue commune ?

- Si l'espace politique se structure à l'échelle planétaire, où, comment, l'homme quelconque, le citoyen de base - pour ainsi écrire - s'enracinera-t-il ? Vivra-t-il son besoin d'appartenance ? Trouvera-t-il ses racines dans des cultures locales existantes ou renaissantes ? Assistera-t-on à une résurgence - dont on peut, déjà, discerner des traces - du tribalisme ?

Ah ! Que le futur est compliqué !

- Globalisation, mondialisation ou pas, quid des rapports gouvernants-gouvernés ? La démocratie a-t-elle un avenir au XXI^e siècle. *Internet* est-il porteur de liberté et ouvre-t-il la voie à un gouvernement du peuple par le peuple, enfin réalisé ? Ou bien demain comme aujourd'hui la démocratie se limitera-t-elle à une «expertocratie» ?

«*Une hyperclasse ? Quand une élite branchée sur Internet dominera le monde...*» (M/Av)

Rien n'est assuré en cette orée du XXI^e siècle!
«*L'esprit de l'homme l'a engagé dans une aventure...*»

- *Et Dieu dans tout ça ? Quel futur pour Dieu? Dieu a-t-il un avenir ?*

«Et si le XXI^e siècle *ouvrait une ère de religions sans Dieu ?*» Hallucinant de lire pareille affirmation ! Comme ci cela n'avait pas été l'originalité du XX^e siècle, et sa tragédie, d'inventer des religions séculières !

Plus sérieusement, à l'instar des autres conjectures, celles sur l'avenir de Dieu se conjuguent à plusieurs voix.

Georges Steiner pressent poindre «*un moment nouveau, celui d'un athéisme paradoxal serti dans l'inépuisable formule de Beckett : «Il n'existe pas, le Salaud !» Je pressens une république de la solitude des âmes...*» (Fig 22/9/2000)

Sans conteste, Matthieu Ricard doit tenir que le XXI^e siècle sera au bouddhisme. Vraisemblablement, le bouddhisme a de beaux jours devant lui.

De son côté, le Cardinal Poupard n'a pas d'états d'âme : il y aura un troisième millénaire pour le christianisme (9).

Bref, Dieu en son avenir autant que dans son présent reste mystère.

Imaginer le XXI^e siècle : est-ce possible ? Je vous en avais averti, c'était ultra-risqué. Néanmoins, le tenter était excitant. Puisse, malgré ses faiblesses, l'exercice ci-dessus vous avoir donné envie d'aller plus loin... dans le XXI^e siècle !

René PUCHEU

(9) *Le christianisme à l'aube du troisième millénaire*, Ed. Plon/Mame.

Pour qui veut aller plus loin dans ces songeries sur le futur et l'avenir :

Approches théoriques :

Bernard CAZES (l'un des fondateurs de la prospective à la française) : *Histoire des futurs. Les figures de l'avenir de Saint Augustin au XXI^e siècle* (Ed. Seegers, 1986).

P.A. TARGUIEFF. *L'Effacement de l'avenir* (Ed. Galilée, 2000)

Eric HOBBSBAWN. *Les enjeux du XXI^e siècle* (Ed. Complexe 2000)

Approches socio-économiques :

Le nouvel état du monde. 80 idées forces pour entrer dans le 21^e siècle. Ouvrage collectif (Ed. La Découverte)

Peter SCWARTZ, Peter Leyden *La Grande Croissance* (Ed. Robert Laffont 2000)

Alain MINC. *W W W Capitalisme*.Fr (Ed. Grasset, 2000).

«La charrue et l'étoile»

Sous ce titre, notre ami le sénateur André DILIGENT, ancien maire de Roubaix, (il fit au MRP ses premiers pas en politique et nos lecteurs se souviennent de ses interventions au colloque «Regards sur le MRP» de 1996 - n° 316, 2^e trimestre 1997-) nous livre, avec la force de conviction, la générosité et l'humour que nous lui connaissons, son témoignage et ses réflexions sur la démocratie chrétienne, au service de laquelle, comme l'avait déjà fait son père, il engagea toute sa vie.

Cette publication vient, au moment où ils sont si décriés, nous rappeler ce que pourrait et devrait être le sérieux, la noblesse de l'engagement et de l'action politiques - dont au demeurant aucune société, fût-elle de plus en plus «mondialisée», ne saurait se passer. La date de parution (octobre 2000) du livre n'a pas encore permis à France-Forum d'en rendre compte comme il conviendrait, mais nous devons à l'obligeance de son auteur et de son éditeur, que nous remercions très vivement, l'autorisation de reproduire ci-après son introduction, due à l'ancien sénateur Louis JUNG, président honoraire de la Fondation Robert Schuman, et sa préface, signée du professeur Bruno BÉTHOUART, lui aussi bien connu de nos lecteurs.

Un courant d'air frais dans l'histoire politique

Il n'est pas rassurant que nos concitoyens éprouvent un tel rejet pour tout ce qui touche à la politique. Ce n'est certainement pas dû à un manque d'idées, de programmes ou de doctrines, mais bien parce qu'ils ne trouvent plus chez ses «acteurs» l'éthique, l'authenticité, le souffle et les repères qui pourraient les mobiliser.

En conversant avec sa petite nièce, en traçant le portrait d'hommes hors du commun, André Diligent fait revivre l'histoire d'un courant d'air frais, souvent ignoré, insufflé depuis plus d'un siècle par ceux que l'on appelle les démocrates chrétiens. Venus d'horizons très différents, ils se rejoignent encore aujourd'hui dans leur volonté d'atteindre les mêmes objectifs ; réaliser la justice sociale, défendre les valeurs de la famille, démocratiser l'éducation, réhabiliter le civisme, responsabiliser les citoyens, organiser la sécurité internationale, construire l'Europe... Est-ce que ce souffle qui les anime permettra de répondre demain aux problèmes que posera l'évolution de la génétique, de l'écologie, des nouvelles technologies, de la mondialisation ?

Ce livre, André Diligent l'a rédigé pour répondre aux questions de nombreux jeunes, prêts à relever cet immense défi. Ils ont l'éner-

gie. Mais pour construire ce nouvel avenir, il leur manque peut-être l'expérience. Il ne s'agit pas seulement d'imiter les anciens, mais sans doute de s'en inspirer.

L'auteur leur apporte un éclairage original et vivant, sans prendre parti sur la forme qu'aura demain l'organisation de la défense des valeurs auxquelles il a consacré sa vie politique,

Louis JUNG.

Dans les pas d'un témoin, d'un héritier

Ce livre, c'est le souhait et la volonté de l'auteur, s'adresse aux jeunes, plus précisément aux adolescents qui se cherchent, qui doutent, qui veulent croire en un avenir possible. André Diligent ne se prétend pas historien, encore moins donneur de leçons, il veut tout simplement transmettre à ceux qui incarnent l'avenir du pays le message, la flamme qu'il a reçus. Parmi eux, beaucoup aimeraient certainement avoir comme «vieil oncle» cet auteur, tant, au fil de la lecture, transparait le respect des opinions de l'autre sans qu'il y ait, le moins du monde, abandon de ses propres convictions. Ce témoignage et ce regard sur le passé lointain et proche se veulent d'abord accessibles aux non initiés : l'humour qui affleure souvent permet de

prendre la distance nécessaire, de même que la volonté d'expliquer et de remettre dans le contexte relève d'un réel souci pédagogique. Ce texte est passionnant quand il rappelle la noblesse et la grandeur d'un abbé Lemire, le charme et l'éloquence de Marc Sangnier, le fondateur du Sillon, il est touchant quand il traite de l'incompréhension des républicains populaires devant le général de Gaulle pourtant si proche. L'auteur se montre critique à l'encontre de la hiérarchie ecclésiastique et devant l'attitude de la majorité des chrétiens qui sont souvent en retard ou mal positionnés sur bien des questions, mais ces reproches, rudes quelquefois, viennent d'un chrétien qui, certes, regrette ces choix mais assume l'héritage en tant que membre de cette Eglise.

Pour comprendre le ressort de l'histoire de cette famille des démocrates chrétiens, il faut remonter aux événements révolutionnaires. Alors qu'en 1789, la majorité du peuple mais aussi du clergé aspire à des réformes, un certain nombre de crispations, des méfiances s'installent très vite, dès 1790, tant du côté de la hiérarchie que de la part des révolutionnaires, et une immense fracture s'installe au cœur du pays. Cette opposition entre la Révolution et l'Eglise est l'un des principaux nœuds de l'histoire contemporaine française : rien ne peut se comprendre sans avoir pris la mesure de ce qui fait l'étonnement d'Alexis de Tocqueville. L'auteur de *La démocratie en Amérique* constate, dès 1835, que «les hommes qui prisaient la moralité, la religion, l'ordre» se trouvent opposés à «ceux qui aimaient la liberté et l'égalité des hommes devant la loi» : lui-même estime que «toutes ces choses ne sont point incompatibles, qu'au contraire, elles se tiennent par un lien nécessaire, de telle sorte que chacune d'elles s'affaiblit en se séparant des autres». Répondre à ce défi, vouloir réconcilier la foi et la liberté, l'Eglise et le Mouvement ; telle est l'intuition fondamentale de ceux qui vont faire partie de la famille des démocrates chrétiens, eux-mêmes issus du double courant des catholiques libéraux et des catholiques sociaux. André Diligent s'inscrit donc dans une longue histoire, dans un courant de pensée longtemps marginal au sein de l'Eglise. En butte, comme il le montre à sa manière, aux critiques internes d'autres catholiques, de la hiérarchie, ces mili-

tants sont également victimes des reclassements du monde politique. Ils tentent, dans la difficulté, de se faire entendre et surtout comprendre par les uns et par les autres.

Dans cette conversation entre le «sage» et sa petite-nièce très «branchée», des étonnements d'hier, notamment sur la condamnation du Sillon par le pape en 1910, des constats sur l'ambiguïté de la position du M.R.P. devant de Gaulle, démontrent clairement que la fidélité à une famille de pensée n'interdit pas de conserver son autonomie de jugement. André Diligent fait partie de ce courant et il revendique son appartenance. Il faut dire qu'il a été particulièrement gâté puisqu'il est le fils d'une des grandes figures de la démocratie chrétienne dans le Nord. L'ombre de Victor Diligent, son rayonnement, sa force de persuasion ont marqué le fils d'une manière indélébile : la fidélité est quand même plus aisée quand elle s'appuie sur de telles racines ! Et pourtant rien n'a été facile pour l'un comme pour l'autre. Dans un chaleureux article du *Petit Démocrate* du 26 juillet 1931, Robert Cornilleau, l'auteur du *Pourquoi pas ?*, énonce avec émotion l'admiration qu'il portait à Victor Diligent, animateur du Sillon dans le Nord, passionné par la question sociale et fer de lance du P.D.P. dans la région : «des hommes comme Victor Diligent sont la caution d'honneur d'un parti». Et pourtant il n'est jamais élu député, il doit «se contenter» du respect et de l'admiration des ouvriers qui viennent en nombre lui rendre hommage lors de ses funérailles. Le combat politique a-t-il été plus facile pour le fils, André, impliqué dans la défense des résistants Voix du Nord, dans la volonté de trouver une solution en Algérie avec les Algériens eux-mêmes, dans le désir de faire accepter par son parti l'élection du président de la République au suffrage universel, dans la lutte pour la conquête de la mairie de Roubaix et de la circonscription : le sillon creusé par l'un a permis le succès de l'autre.

Bruno BÉTHOUART

Ed. COPRUR - 34, rue du Wacken - 67000 Strasbourg -
Prix : 96 F (+ 20F frais d'envoi).

Pierre Pflimlin

(1907 - 2000)

Pierre Pflimlin aura été sans conteste, et successivement pour la France, pour l'Alsace, pour l'Europe, tout au long d'une carrière politique d'une longévité exceptionnelle, l'un des hommes d'Etat de premier plan du dernier demi-siècle.

Devenu très tôt personnalité gouvernementale en vue, il fut ministre de l'agriculture, plusieurs années durant, à la pire époque d'instabilité gouvernementale de la IV^e République ; mais on aurait eu tort d'en déduire qu'il était un ministre «sans histoire», assez souple pour s'adapter sans poser de problème aux incessantes inflexions des politiques gouvernementales : il n'était pas homme à céder sur ce qu'il considérait comme essentiel. Il surprit en 1949 ceux qui l'auraient oublié en démissionnant du gouvernement Bidault, geste peu courant à l'époque - comme il le fit beaucoup plus tard, en 1962, au lendemain de la conférence de presse, au cours de laquelle le général de Gaulle, avec l'ironie féroce dont il avait parfois le secret, avait fustigé les projets d'intégration européenne.

Après avoir été en 1957-58 confronté au ministère des Finances (qu'il avait dirigé une première fois en 1955) à une situation économico-financière désastreuse et au laxisme généralisé des décideurs, il accède en 1958 à la présidence du Conseil, qui était de fait, sous la IV^e République, la fonction politique suprême, avec pour premier objectif de remédier à la faiblesse de l'exécutif : mais c'est le moment même où, face à la rébellion d'Alger, cette faiblesse se révèle totale impuissance. En cette crise extrême, le sang-froid de Pierre Pflimlin aura néanmoins contribué à ce que la passation des pouvoirs au général de Gaulle et le changement de République se déroulent dans l'ordre et la dignité. Et, ministre d'Etat dans le gouvernement présidé par ce dernier, sa persévérance et son habileté (cf. les actes du colloque Regards sur le M.R.P. organisé par notre revue en 1996, n° 316, 2^e trimestre 1997) éviteront à la nouvelle Constitution de minimiser par trop le rôle du Parlement.

Il exerça ses mandats alsacien et européen avec la même passion et la même efficacité : ce qui lui valut de demeurer maire de Strasbourg pendant près d'un quart de siècle et d'être le premier président du Parlement européen. Tout récemment encore, ses exceptionnels talents d'orateur, mis au service de la cause européenne, soulevaient l'enthousiasme de ses auditoires.

Il appartiendra bien sûr aux historiens de préciser l'importance, l'originalité, les paradoxes d'une carrière aussi riche et aussi longue. Mais France-Forum ne pouvait passer sous silence la disparition d'une personnalité de cette envergure : à cet égard les témoignages de François BAYROU, de Pierre de BOISDEFFRE et de Paul COLLOWALD, ancien secrétaire général des intellectuels chrétiens sociaux, ancien directeur général de l'Information au Parlement européen, nous sont singulièrement précieux. D'autant que notre revue s'honore du soutien et des encouragements que Pierre Pflimlin n'a cessé de lui apporter. Quelques membres de notre équipe entretenaient avec lui des liens très anciens, tissés ou développés à telle ou telle phase de sa carrière. En maintes occasions, il donna des articles à France-Forum et participa à nos colloques, comme ce fut encore le cas en 1996, à la veille de son 90^e anniversaire, - et avec quelle fougue et quelle éloquence !

A notre profonde peine se mêle donc un sentiment de fierté. Pierre Pflimlin demeurera longtemps, pour ceux qui auront eu la chance de l'approcher, un grand exemple.

Un grand homme

par François BAYROU

Il faut le dire simplement : Pierre Pflimlin était un grand homme.

J'ai eu la chance d'être depuis vingt ans son collaborateur d'abord, alors qu'il était président du Parlement européen, son ami ensuite. Depuis des années, j'avais pris l'habitude, chaque fois que je sentais venir un orage, de lui demander audience et de venir passer un moment auprès de lui. En l'écoutant, en le regardant, on découvrait un homme dont la personnalité forçait le respect de tous.

Le général de Gaulle avait dit un jour de lui qu'il était un «seigneur». Il en avait tous les traits : éminente distinction, grande dignité, sens du sacrifice et de l'honneur. Il faut y ajouter une grande sensibilité, une discrétion rare et une bonté profonde. Pour beaucoup d'entre nous, il était un point de repère.

Je me suis souvent dit que la France n'avait pas eu de chance. Si l'histoire du dernier demi-siècle n'avait pas été si tourmentée, Pierre Pflimlin, à son tour, aurait dû gouverner notre pays. Il en avait toutes les qualités : la vision, le courage, la valeur humaine. Il aurait su donner à notre destin national les mots qui lui manquaient pour incarner sa foi dans l'avenir. Il était, en français et en allemand, un des plus grands orateurs du siècle. Mais il n'était pas orateur pour l'apparence. Avec lui, les mots prenaient leur poids de vie.

Il avait fait de l'Europe le combat de sa vie. Il la voyait comme le destin de nos nations. Lui qui fut un des rédacteurs de la Constitution de la V^e République, lui qui était un militant de la démocratie, il imaginait ce que l'Europe deviendrait le jour où elle aussi serait une démocratie.

Il avait un sens profond des racines. Il savait ce qu'est la culture d'une terre, la langue d'un pays. C'est parce qu'il aimait l'Alsace et Strasbourg qu'il se sentait si profondément français et européen. Il savait ce qu'est un peuple déchiré. Il avait vécu le miracle de la réconciliation franco-allemande et il en restait, d'une certaine manière, à jamais émerveillé.

Enfin, il était un militant. Jusqu'à son dernier souffle, il a accordé à sa famille politique le privilège de sa présence, de son intelligence, de son engagement.

Pour moi, qui lui ai succédé à la tête de la grande famille de la démocratie française, je me suis constamment senti soutenu et appuyé par cet homme qui ne succombait jamais ni à la complaisance, ni à la lassitude.

Nous sommes nombreux à l'avoir beaucoup aimé.

Nous lui devons tant qu'il n'existe qu'un mot pour résumer cet héritage, le mot que disent aujourd'hui sa famille, ses proches, ses compatriotes alsaciens : merci.

François BAYROU.

Dernier adieu à Pierre Pflimlin

- souvenirs et propos -

par Pierre de BOISDEFFRE

J'étais loin de Strasbourg le jour des obsèques de Pierre Pflimlin mais je n'ai pas de peine à imaginer les drapeaux en berne au Conseil de l'Europe et au Parlement européen, la cathédrale tendue de noir et le chagrin de la foule. Il y a, parmi les hommes d'Etat, des constructeurs et des destructeurs. Pierre Pflimlin a été un constructeur, un homme de passion et de raison (la conjonction de ces deux qualités est rare), un administrateur intègre et méticuleux, un des auteurs (avec Robert Schuman, Jean Monnet, le chancelier Adenauer et, tout de même, le général de Gaulle) de la réconciliation franco-allemande. Il a été aussi l'un des bâtisseurs de la nouvelle Europe. Le seul échec de cette grande carrière, c'est son passage à Matignon en juin 1958, mais peut-on parler d'échec puisque le Premier ministre d'alors nous a évité une guerre civile ?

Les hommages n'ont pas manqué mais quelques points me paraissent devoir être soulignés. Le premier, c'est le sens de la mesure, l'équité de cet homme d'Etat qui avait commencé sa carrière comme avocat, puis comme juge. D'avoir partagé les épreuves de sa province meurtrie n'a pas fait de lui un vengeur ; il a combattu, en Savoie, les excès de l'épuration. Quinze ans plus tard, si ouvert qu'il fût aux évolutions nécessaires (il l'avait déjà montré au ministère de la France d'Outre-mer), il n'a pas cru que les pieds-noirs fussent maudits et n'eussent plus qu'à choisir entre *la valise et le cercueil*, ni que les harkis méritassent une fin infâme. A la fin de sa carrière gouvernementale, sa rupture (sur le «volapuk intégré») avec le général de Gaulle (mais les deux hommes, qui avaient plus d'un point commun, n'ont pas cessé de s'estimer) l'a ancré définitivement dans sa vocation euro-

péenne et strasbourgeoise. C'est ainsi qu'il a été un maire bâtisseur et réformateur pendant vingt-quatre ans avant de devenir Président de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe puis du Parlement européen, siégeant à Strasbourg et à Bruxelles.

Les points forts de cette existence si bien remplie, qui a traversé deux guerres, trois républiques

et deux grands pays voisins, jadis ennemis, sont évidents. Le premier, c'est d'avoir lié son destin à celui de l'Alsace, déchirée par des conflits séculaires. J'ai connu, en 1945-46, puis en 1948-49, cette Alsace traumatisée par la tragédie des «Malgré nous» (ces Alsaciens mobilisés sur le front russe, dont beaucoup périrent et dont quelques-uns furent condamnés en France - avant d'être amnistiés - pour avoir participé à l'incendie d'Oradour), province à part, de culture allemande et d'esprit français, inquiète pour l'avenir de son statut scolaire et linguistique. Et j'ai vu ce que des hommes comme Pflimlin ont fait pour panser les plaies, réconcilier les esprits et pacifier les cœurs. De cette résurrection, Strasbourg, devenue capitale européenne, a été le symbole.

La *réconciliation franco-allemande* ne doit pas moins à Pierre Pflimlin. Certes, Robert Schuman et Jean Monnet avaient jeté les bases économiques d'un nouvel ensemble européen mais Pflimlin fut l'inlassable, l'ardent avocat de la future Union.

Est-il permis, à propos d'un homme qui a tant fait pour l'Alsace, pour la France et pour l'Europe, de laisser entrevoir l'envers de cette belle médaille ? Première limite : sa conception de la politique. Sans faire sien le mot d'un adversaire - Maurras et son «Politique d'abord !» - Pflimlin a conduit son action comme si tout *était* politique : l'administration d'une cité, la réconciliation franco-allemande, le développement de la vie culturelle.

Son existence quotidienne était gouvernée par la politique. Aucun sport, peu de moments de détente et de liberté. A part le mois de vacances qu'il s'octroyait chaque été à Salzbourg au moment du Festival (ses deux heures de marche quotidienne en montagne lui refaisaient une santé), on ne l'a jamais vu flâner, modifier son agenda ou partir une journée à l'aventure (Je faisais le même reproche à Alain Peyrefitte). Cet élu du peuple ignorait les occupations du peuple ; ce qui n'entraînait pas dans ses schémas intellectuels le touchait peu. C'est ainsi qu'il a bâti le quartier de l'Esplanade à

Strasbourg comme il aurait résolu un théorème et qu'il a voulu confier la restructuration de la ville rose à ... Le Corbusier (qui - remerciez Dieu ! - mourut avant d'avoir commencé sa tâche).

Comme beaucoup de parlementaires, Pflimlin avait tendance à sacraliser les mécanismes constitutionnels et le fonctionnement des institutions, qu'il confondait avec la démocratie. Dans son esprit, la Constitution était intangible, le système représentatif immuable. Les hommes aussi, qu'il avait fréquentés dans les différentes assemblées, étaient au-dessus de tout soupçon et le nouveau «pouvoir des juges» l'indignait. Mais, dans son esprit, l'Europe devait tout réunir, tout aplanir et tout fortifier.

Reproche mineur, au demeurant ! De même qu'il avait accueilli avec indulgence, à la veille des années 50, l'étudiant strasbourgeois que j'étais, au gaullisme parfois véhément, il prenait plaisir, trente-cinq ans plus tard, à reprendre nos échanges, vifs parfois, lisant mes livres et les commentant, comme je lisais les siens. Demeuré à quatre-vingt-dix ans passionné pour les grandes causes (patronnant ainsi le convoi Alsace-Sarajevo qui partit, en pleine guerre, au plus fort de l'hiver 1992, ravitailler la ville martyre), il avait renoncé à ses mandats mais non pas à ses idées. Quel avocat de la cause européenne il aura été, ne se lassant pas d'expliquer, à la télévision allemande, la psychologie et le comportement des Français, comme il rassurait ces derniers en leur montrant que le passé du Reich était mort et oublié !

Pflimlin aura été l'un de ces *justes* dont nos vieilles démocraties ont tant besoin. Un chrétien aussi, sans sectarisme ni forfanterie (comme l'ont été Schuman, Adenauer, de Gasperi... et de Gaulle), qui aura contribué à jeter dans l'action des hommes comme François Bayrou, en le prenant à son cabinet et en lui permettant de quitter l'enseignement.

Pierre de BOISDEFRE

Pierre Pflimlin, l'Européen

par Paul COLLOWALD

Lorsque, au début du mois de juin dernier - désireux de prendre des nouvelles du Président Pierre Pflimlin - je m'étais entretenu au téléphone avec lui et que, de sa chambre à Haute-pierre, il me demandait où en était la réalisation de plusieurs initiatives européennes dont nous avions parlé, j'avais le cœur serré d'entendre cette voix assourdie, cette voix que je connaissais bien, si éloquente, à la fois clarificatrice et passionnée, désireuse d'expliquer et de convaincre.

Et je me souvenais avec émotion du dernier dîner au «Pont des Vosges», au début du printemps. Deux heures à commenter ensemble l'actualité politique (régionale, nationale, européenne) et à évoquer des souvenirs s'échelonnant sur un demi-siècle, sans pour autant oublier les initiatives récentes auxquelles nous étions associés pour le 50^e anniversaire de la «Déclaration Schuman», le 9 mai 2000. C'est ainsi que j'avais pu lui confirmer la publication de la brochure dédiée à Robert Schuman et à la jeunesse dont il avait écrit la préface. Parmi les souvenirs d'il y a un an (en février 99), revenait ce voyage à Bordeaux, où il était allé, bravant les frimas de l'hiver, pour conforter François Bayrou dans son idée de constituer «une liste authentiquement européenne» pour les élections du Parlement européen. Les militants de l'U.D.F. firent une ovation à cet «ancien» de 92 ans qui leur parlait de l'Europe avec tant de compétence et de conviction.

Cette conviction venait de loin, et je fais partie de ces derniers témoins du «Cycle des conférences du FEC» lancé par Frère Médard et les I.C.S. (Intellectuels-Chrétiens-Sociaux) dès l'automne 1948, avec les exposés de Robert Schuman, du Père Chaillet, du Pasteur Roland de Pury, de François Perroux et d'Alexandre Marc, récemment décédé. Or, ce cycle avait été ouvert par Pierre Pflimlin, ministre de l'Agriculture, dont le titre était «Les conditions économiques d'une Union

européenne», mais avec une péroraison, que le jeune journaliste que j'étais à l'époque ne devait pas oublier : «l'Europe ne se sauvera matériellement qu'à la condition de se *refaire une âme*. Est-ce que des valeurs comme la dignité humaine et la liberté animeront encore notre civilisation, imposant des sacrifices, jugulant des égoïsmes, suscitant le désintéressement ? Qui rendra une âme à l'Europe ? Personne en Europe et dans le monde ne se pose cette question sans songer à la France !» L'acte historique devait intervenir le 9 mai 1950, car, aux yeux de Pierre Pflimlin, la «Déclaration Schuman» apportait précisément cette réponse concrète et audacieuse aux interrogations de l'après-guerre, en recherche de Paix, par la réconciliation et la solidarité, par la justice et la liberté.

Les progrès de la construction européenne sont identifiables et considérables, ses difficultés et ses échecs ne pouvant être niés par ailleurs. Dans l'une des crises majeures, celle de la C.E.D. (Communauté Européenne de Défense), on n'a pas toujours su les efforts déployés par Pierre Pflimlin pour éviter le pire. Ainsi, lors de la dernière suspension de séance au Parlement français, le 30 août 1954, Pierre Pflimlin devait tenter un ultime compromis auprès de Pierre Mendès-France, chef du Gouvernement. Il échoua, les positions étant visiblement trop éloignées.

Des compromis, Pierre Pflimlin en imagina des dizaines, et il devait en concrétiser, souvent, mais, à ses yeux, compromis n'était pas compromission, ce qui le conduisit à deux démissions retentissantes, l'une comme ministre de l'Agriculture, l'autre comme ministre d'Etat du Général de Gaulle, après la célèbre conférence de presse sur le volapük en mai 1962.

Plus près de nous, on se souvient aussi qu'en décembre 1985, Pierre Pflimlin, président du Parlement européen, «refusa» le budget communautaire parce qu'il ne correspondait pas aux

besoins, ceux-ci ayant pourtant été préalablement acceptés au niveau politique par les ministres, sur proposition de la Commission Delors, en particulier dans les domaines nouveaux que représentaient le programme «Erasmus» et les crédits «Recherche et Développement». La Cour de Justice, appelée à trancher, donna tort au Parlement quant à l'aspect formel, mais, sur le fond, l'Assemblée avait eu raison puisque, la procédure budgétaire ayant été reprise, les crédits adoptés le furent finalement à la hauteur des chiffres qu'avait défendus le Parlement ! Le président Pierre Pflimlin avait donc bien fait de «résister», démontrant de surcroît que le Parlement européen avait déjà des pouvoirs réels et que la Communauté européenne ne pouvait en tout cas pas avoir de budget sans la signature du président du Parlement.

Certains d'entre nous se souvenaient aussi de son superbe discours prononcé en février 1997, à l'occasion de ses 90 ans - à l'initiative de son ami le sénateur Louis Jung-, dans l'hémicycle du Conseil de l'Europe. Sur le thème «L'Europe en devenir» Pierre Pflimlin avait touché à l'actualité la plus chaude : les réformes internes de la C.I.G. (Conférence Intergouvernementale) et les problèmes de l'élargissement, deux sujets que l'on va retrouver en décembre 2000 au Sommet européen de Nice. Or, sur l'actuel débat des «coopérations renforcées», Pierre Pflimlin avait déjà proposé une réflexion en profondeur, en septembre 1962, devant l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe ! *«Je pense, déclarait-il, que nous devons chercher la manière de concilier la nécessité de*

l'élargissement de la Communauté (...) et la nécessité non moins impérieuse de donner à la Communauté la cohésion, le dynamisme et, partant, l'efficacité dont elle a besoin». Et de poursuivre : *«Je crois que nous devrions (...) étudier ce que j'appelle un système différencié. Il comprendrait, en premier lieu, un noyau solide de pays qui, progressivement, constitueraient une véritable communauté, fortement structurée, dotée d'organismes capables de prendre et de mettre en œuvre des décisions communes (...). D'autre part, autour de ce noyau, on pourrait imaginer que s'articulent, selon des modalités qui resteraient à définir, un ensemble de pays qui coopéreraient avec le groupe central dans la mesure où leur situation politique et économique le leur permettrait».*

Homme de vision, Pierre Pflimlin fut aussi un homme de caractère, avec quelques colères légendaires, ont dit certains. Ayant été son dernier directeur de Cabinet, je puis porter témoignage qu'il était aussi d'une extrême délicatesse de cœur. Chrétien authentique, les choses de ce monde ne lui étaient pas pour autant indifférentes. Et puis, cet homme, d'apparence parfois glaciale, adorait rire dans le cercle de ses amis et de ses proches collaborateurs.

En apprenant sa disparition, avec les siens, et avec de nombreux Européens, j'ai partagé tristesse et émotion, si perceptibles aussi, le 30 juin, à la cathédrale de Strasbourg, auprès de la population alsacienne.

Paul COLLOWALD

Le Dictionnaire du sens interdit

par André LE GALL

Révisionnisme. Il y avait eu *l'Archipel du Goulag* au milieu des années soixante-dix, *J'ai choisi la liberté* au milieu des années quarante, *Retour d'URSS* au milieu des années trente, et, dès le début des années vingt, l'homme au couteau entre les dents, image de propagande en somme pleinement confirmée par la réalité. Il y avait eu en 1950 le procès David Rousset contre *Les Lettres françaises*.

André Gide, Victor Kravchenko, Alexandre Soljenitsyne, David Rousset : quelques noms, célèbres ceux-là, parmi des milliers de noms, quelques témoignages parmi des milliers de témoignages. Cela aurait dû suffire pour que la surdité et la cécité ressemblent à de la complicité plutôt qu'à des infirmités. Jusqu'au bout il y avait eu cependant d'excellents esprits pour défendre le *bilan globalement positif* du socialisme. Cela commençait à devenir de plus en plus difficile. Cela devint même franchement impossible après la chute du mur. Le violon de Rostropovitch semblait avoir définitivement couvert le chœur des desservants bernés du Goulag. Commença alors le temps de la déploration. Déploration des *erreurs* et *excès* du socialisme réel comparés aux vertus supposées d'un socialisme idéal protégé de toute contamination historique. Ce qui surexcita les humeurs, ce fut le *Livre noir du communisme*. On y voyait rouler le torrent des crimes prémédités, organisés, renouvelés, archivés, dans les profondeurs duquel se convulsaient une bonne centaine de millions d'agonisants. On trouva que c'était exagéré, qu'il fallait décidément substituer à cette vision grossièrement policière de l'histoire une analyse un peu plus raffinée, un peu plus scientifique. L'entreprise est en bonne voie. La vraie difficulté ne sera pas d'intoxiquer les plumitifs d'Occident ; non, le vrai problème sera de convaincre les paysans affamés de Russie, d'Ukraine, d'Ethiopie, les Zeks des camps et prisons lénino-trotsky-stalino-castro-maoïstes,

les torturés de la Loubianka et autres lieux affectés au même usage, les exterminés de la Kolyma sibérienne et du Laogai chinois, les prisonniers exécutés à la pelle en Corée du Nord, les suppliciés de Tuol Seng dont les photographies forment le martyrologe cambodgien, etc. On en oublie, forcément, car au fil des décennies les lendemains ont chanté, la vie est devenue meilleure, comme disait le linguiste Joseph Staline, pour un bon tiers de la planète. C'est à tous ces bénéficiaires du système, divers en ses implantations, unique en son intrinsèque perversité, c'est à tout le peuple des massacrés, des tourmentés, des déportés, des terrorisés, c'est aux centaines de millions de sujets du système, espionnés, apeurés, asservis, enchaînés, survivant à force de ruse, indestructibles à force de courage, pratiquants des catacombes, c'est à tous ceux-là qu'il faudra faire prendre conscience du caractère exagérément policier de leur vision du communisme, à eux qu'il faudra enseigner à se distancier un peu de leur vécu s'ils veulent en comprendre le sens d'une manière enfin scientifique. Il y faudra beaucoup de dialectique. A ce détail près, tout de même, qui facilitera les choses, c'est que la plupart d'entre eux ont eu le tact de disparaître, de s'engloutir, au long du XX^e siècle, dans les camps, dans les prisons, dans les chambres de torture, dans les terres de famine et de déportation du système. Quant aux peuples qui y sont toujours soumis, l'asphyxiante surveillance, osons la qualifier de policière, à laquelle ils sont soumis, les protège contre les dialectiques contre-révolutionnaires.

Pour faire bref et pour en terminer, disons que le communisme d'Etat fut et demeure un vomissement sanglant de l'histoire, sur les peuples, répandu.

André LE GALL

La Vie Littéraire

par Philippe SÉNART

Regards sur l'œuvre d'Yves Berger - La vérité sur François Nourissier (?) - La correspondance de Jean Paulhan avec Marcel Arland et avec Jean Giono - Félicien Marceau : L'Affiche - Jacques de Bourbon Busset : La Raison ardente - Pierre de Boisdeffre dans le jardin de Nohant.

Lorsque M. Yves Berger, fraîchement arrivé d'Avignon, publia dans le Paris des années 55 son premier roman, *Le Sud*, l'existence d'un sudisme français était en débat. Le Sud qu'il ne fallait pas confondre avec le Midi étendait son empire jusqu'aux confins de l'Ultime Thulé où M. Michel Mohrt nous avait entraînés dans sa croisière au rebours de l'Histoire de la *Prison maritime*. Autre sudiste, Willy de Spens, gentilhomme écossais, mais Giono était le type même du méridional. *Le Sud* dut à son titre insolent d'avoir tout de suite valeur de manifeste. Il faisait claquer dans le vent qui jusqu'alors avait toujours soufflé du Nord l'oriflamme d'une revanche. Si le sudisme avait besoin d'une *Marseillaise*, M. Yves Berger la lui fournissait. Mais le Sud existe-t-il ? La Virginie sans noirs ni blancs, la Virginie où il n'y avait que des aigles, des bisons et des indiens, la Virginie d'avant Faulkner et d'avant la Faute, Terre-mère, Terre-vierge dont rêvait M. Yves Berger, était l'image d'un Paradis mythique. L'enfant dont l'histoire nous était contée n'allait rencontrer dans ce Paradis que l'Eve tentatrice et corruptrice, nommée, elle aussi, pour mieux le tromper, Virginie, et elle lui disait : «Il faut que tu deviennes homme, il faut que tu changes». C'était, au cœur du Sud, l'appel du Nord, la voix de l'efficacité et de la réussite. Elle couvrait la *Marseillaise* sudiste de M. Berger.

Vingt ans après, pourtant, M. Yves Berger n'avait pas changé. Il est l'enfant magicien des *Matins du Nouveau Monde* et, dans un livre qui

porte ce titre, il s'élançait de nouveau vers l'Amérique à la reconquête de son Sud imaginaire. Cette entreprise s'inscrit entre le rêve et la réalité, entre la visite de Christophe Colomb au petit Yves Berger dans sa maison d'Avignon avant de partir pour les Indes un certain matin d'août 1492 et l'entrée des chars américains dans la cité des Papes un autre matin d'août 1944. M. Yves Berger a embarqué dans son expédition toute sa provision de songes, toute sa bibliothèque de dictionnaires, tout le répertoire des mots rares et étranges qu'il a inventoriés au cours de préparations studieuses, dans l'espoir que ces mots retrouveront, sur un territoire vierge, les choses qu'ils doivent désigner, qu'ils les nommeront comme au premier jour, les captureront, les ramèneront à la lumière. «Les mots, disait M. Yves Berger, quand il écrivait *Le Sud*, doivent «ramener les choses» et c'est pourquoi jamais sa phrase-liane ne s'est montrée plus voluptueusement enlaçante, jamais elle n'a manifesté de plus grands pouvoirs de séduction, de fascination et d'envoûtement. Mais ces mots chargés de mission, est-ce qu'ils ne sont pas seulement une drogue, est-ce qu'ils ne secrètent pas que des visions, est-ce qu'ils exprimeront jamais une réalité ? Pourtant, dans le moment de la plus complète déréliction historique, alors que l'Europe était entièrement soumise à un empire du Nord, le petit enfant Yves Berger pouvait dire qu'il lui restait les mots et ce recours au langage, ne fût-il pris que comme substitut de la réalité, n'était sans doute pas illusoire.

Seulement, dans le même temps qu'il exerçait ce recours, M. Yves Berger faisait-il suffisamment confiance aux puissances incantatoires de sa magie ? Il a écrit dans les *Matins du Nouveau Monde* que nulle part, que ce soit dans les jardins de la Louisiane, dans les forêts de Fenimore Cooper, ou dans les montagnes bleues de la Géorgie ou dans les Alpilles de Frédéric Mistral, le Sud n'est parvenu à établir son pouvoir. Y a-t-il une malédiction sudiste ? Pour la conjurer, M. Yves Berger, au lieu de n'aligner que des mots, a voulu aligner aussi des divisions. Le Sud, combien de divisions ? ... aurait demandé Staline. Après avoir vibré pour la cause nordiste en lisant *La Case de l'Oncle Tom*, M. Yves Berger s'est enrôlé à la faveur de la guerre de Sécession dans l'armée sudiste pour contribuer à la victoire matérielle du Sud, mais l'armée du Potomac, quand elle s'avance sous les ordres de Sherman vers Richmond, le désespère, et il sait dès lors que le Sudisme ne peut remporter que des victoires intemporelles. En août 1944, lorsque le char américain qui s'appelle «Pelgrim Falcom» et qui semble sortir d'un roman de Fenimore Cooper apporte dans le petit matin d'Avignon le signal de la Libération, serait-ce le Sud qui enfin prendrait sa revanche ? Mais c'est l'armée du Potomac qui triomphe encore et, dans ce conflit de puissances, le Nord n'a été vaincu que par le Nord, M. Yves Berger, en imaginant une Virginie d'avant la Faute et en voguant vers sa Terre promise, avait tenté de s'évader de l'Histoire. Il y a été ramené.

Méridional, mais non sudiste, André Chamson, presque un compatriote de M. Yves Berger, a décrit dans son roman *Héritages* la victoire du Nord sur le Sud le jour où la puissance anonyme de l'Industrie est parvenue à s'implanter dans ses intraitables Cévennes et où la petite ville de Saint-André (lisez le Vigan) est entrée de force dans l'Histoire. Il n'y a eu dans l'œuvre d'André Chamson, pour résister à l'Histoire, que la petite parfaite Adeline Venician. Mais, pour sortir du temps et rompre ses enchaînements fatidiques, elle n'a pas eu besoin de traverser d'immenses espaces, elle a trouvé refuge en elle-même après être allée prendre les oracles sur la montagne sacrée de l'Aigoual. M. Yves Berger, pour exorciser l'Histoire, a fait comme Adeline Venician. Sa montagne sacrée, sa «colline inspirée», c'est

celle des Baux. Dans l'une des dernières pages de *Les Matins du Nouveau Monde*, il l'a escaladée pour y accomplir le pèlerinage qui le réintroduit dans ce qu'il appelle sa Virginie intérieure, là où le mythe du Sud est devenu réalité *glorieuse*, là où le sudisme (il n'existe pas, il est) a remporté enfin sa victoire.

*
**

«*Fou d'Amérique*» (c'est le titre de l'un de ses romans), M. Yves Berger a nourri toute son œuvre, du *Sud aux Matins du nouveau monde*, d'une passion contractée très jeune dans les livres d'images, les atlas et les dictionnaires pour le Nouveau Continent, Terre-vierge qu'il a appelée la Virginie et à la conquête de laquelle il s'est élancé dans ses chevauchées fantastiques, où des mots rares et précieux choisis en fonction de leurs pouvoirs magiques cavalcaient pour ramener en de somptueux «triumphes» des choses perdues, des choses mortes. Il les faisait revivre rien qu'en les nommant, comme au Premier Jour. «Les mots, disait M. Berger, doivent ramener les choses». Les mots avaient une mission de salut.

Le Sud, Fou d'Amérique, Les Matins du nouveau monde rouvrent le Paradis terrestre. Une fille d'Eve tentait de détourner le Narrateur de *Sud* de sa mission, en l'invitant à écrire un livre où il décrirait les choses qui se voient, s'entendent, se touchent, non celles qui se rêvent. Ainsi voulait-elle l'attirer dans les pièges de la réalité, le précipiter dans le cycle infernal des causes et des effets, l'enchaîner à la mort. Mais dans le rêve où M. Berger recréait le monde, qu'avait à faire l'homme et à plus forte raison la femme ? Les Indiens n'y étaient tolérés que parce qu'ils n'existaient plus. *La Pierre et le Saguaro* nous a fait pénétrer au-delà de la Virginie dans un Extrême-Sud formé géographiquement de l'Utah, de l'Arizona, du Nevada et du Nouveau-Mexique. C'est un territoire calciné où il n'y a que des pierres et, dans le hérissément des plantes piquantes (saguaros et autres cactus), des villes-fantômes. C'est la *nature sans hommes* célébrée par Camus dans *Noces*.

Camus, pour le comprendre, imposait des limites à cet univers. M. Berger ne veut qu'adorer. Son Extrême-Sud est un territoire illimité,

c'est le désert immense, à perte de vue. *La Pierre et le Sagaro* est le récit d'un voyage aux confins du monde, là où la terre et le ciel se confondent, là, en tout cas, où l'homme, s'il apparaît ou s'il subsiste, est évidemment de trop. M. Yves Berger ne met personne entre lui et l'infini. Son livre est un hymne au Beau absolu. Il faut le lire à haute voix, le réciter, en psalmodier le plain-chant pour en faire valoir le caractère incantatoire. M. Jacques Brenner avait reconnu dans le *Fou d'Amérique* un ton de litanie péguyste. Il y a dans *La Pierre et le Sagaro* une respiration claudélienne, un souffle ample et puissant superbement accordé au pas de marcheur de l'absolu de M. Berger mesurant l'infini. Soudain, sous ce pas, le miracle se produit ! C'est, au cœur du désert, l'explosion du printemps, une protestation de vie, une joyeuse déflagration, la liturgie du dimanche de *Laetare* pour chanter «le désert serti de pierres précieuses», chaque caillou transformé en fleur : phacélias, castilléjès, amarantes, paloverdes, argémons, limoncilles rampants. C'est le miracle de la multiplication des fleurs. M. Berger ne peut que crier au bonheur. Le printemps dans le désert de Sonora, c'est le printemps en Bretagne *des Mémoires d'outre-tombe*. Mais ce n'est qu'un éclair, le rayon vert sur l'Océan. De cet embrasement éphémère, reste la couleur de cendres qui recouvre d'éternité, sous le soleil ténébreux, le désert impassible.

M. Yves Berger, au dernier chapitre de ce livre où il y a le moins d'humanité possible, y creuse son tombeau pour s'ensevelir dans son rêve. A la fin des *Matins du nouveau monde*, il avait, pour échapper à l'Histoire et au Temps dans lesquels la Fille tentatrice et corruptrice avait voulu compromettre le Narrateur du *Sud*, escaladé la colline inspirée des Baux. L'un des développements infinis dont cette page était riche, c'est le pèlerinage extrême-sudiste de *La Pierre et le Sagaro* où, après avoir fait retraite sur le piton des Baux-de-Provence au plus près de soi-même, M. Berger est parti de l'autre côté du monde pour se rejoindre. C'est sous le fallacieux prétexte d'un dépaysement géographique, un voyage intérieur. Coïncidant avec une quête d'absolu, il ne peut avoir de fin, même s'il paraît se terminer au bord de ce tombeau où M. Yves Berger n'ensevelit son rêve que pour en fécon-

der son désert.

Du *Sud aux Matins du nouveau monde* et à *L'Attrapeur d'ombres*, M. Yves Berger n'a jamais cessé de poursuivre sa quête d'un paradis terrestre. Est-il enfin arrivé au terme de cette quête dans *Immobile dans le courant du fleuve* ? Merveilleux, ce livre a été écrit en état de grâce. L'homme, nommé Oregon, nous ramène au pays d'avant la Faute, le pays vierge où il n'y a pas encore trace d'homme. Il ne figure sur aucune carte. C'est un grand espace blanc. C'est le pays qu'André Dhotel, autre coureur des grands chemins de l'Eternité, avait appelé «le pays où l'on n'arrive jamais». M. Yves Berger ne l'appelle que le Pays. «Vrai, le Pays ? Inventé, le Pays ? Le Pays, un rêve ?...» écrit-il. M. Yves Berger dit qu'il existe de ne pas exister. Si, il existe, le Pays... On en trouve l'entrée entre le Cercle polaire arctique et le Tropique du Cancer par 408° de latitude et 243° de longitude. M. Yves Berger nous en a livré les coordonnées géographiques. Il ne saurait être plus précis.

Mais avons-nous besoin de ces mesures pour savoir où nous sommes, où nous allons ? M. Yves Berger nous a entraînés dans *Attrapeur d'ombres* à travers les grands parcs de l'Ouest américain par des routes numérotées, Interstate 5, Interstate 20, California 29... M. Yves Berger n'est jamais aussi précis que lorsqu'il veut nous dérouter. Marche-t-il vers le Sud ? Vers l'Ouest ? Nous l'avons vu escalader le rocher des Baux, en Provence. C'est sa «colline inspirée» d'où il prend vue sur tout le pays s'étendant entre Avignon où il est né, Arles, Saint-Rémy, un territoire poétique où, dans son premier roman, *Le Sud*, il imaginait la Virginie d'avant 1842. Mistral plus Faulkner ! Dans *Immobile dans le courant du fleuve*, M. Yves Berger baptise son paradis terrestre en en nommant toutes les provinces. Il n'existera que s'il est nommé. Il n'existera que par le verbe. Les mots, chez M. Yves Berger ne composent pas seulement, somptueux et rares, une liturgie à laquelle on ne peut participer qu'avec, en guise de livre de messe, un dictionnaire ; en eux s'incarnent les choses : ils les créent et les font vivre. Quand M. Yves Berger nomme *Pays d'Arles*, le canton de son Paradis, quand les villes ou les villages de l'ancien monde d'où il s'est élancé à la découverte et la conquête de ce

nouveau monde (le Nouveau nouveau monde) s'appellent Cadenet, Malefougasse, Céreste, Claparède, nous pensons avoir des repères suffisants pour le situer sur une carte des *terrae incognitae*. René Daumal cherchait quelque part, dans *Le Mont Analogue*, une faille du vaste univers pour passer de l'autre côté du monde. Ici, la faille, si faille il y a, est au tournant d'une route départementale.

Mais en créant ce monde, en le dotant d'un rio Giono, d'un mont Paulhan et d'un mont Caillois, Berger-Oregon, chargé d'histoire et de souvenirs, ne fait-il pas œuvre de colonisateur ? Va-t-il jouer au Robinson Crusoe ou au Robinson suisse ? Il construit une maison, mais en recevant par un hélicopère tout le matériel nécessaire. Il a besoin aussi d'une femme pour peupler le nouveau Paradis terrestre. Il ira la chercher dans le pays d'où il vient. Son dessein était de revenir à l'Ordre premier, il y a quelque six cents millions d'années, à l'âge du paléozoïque, de refaire la Terre dans l'unité primordiale, selon un nouveau plan cosmique. L'Homme, dans un univers sans Faute, n'existait pas alors. Ne pourrait-il accepter, sur cette terre où il n'avait que faire, sauf à inventer le mal, de s'effacer, de se supprimer, au lieu de recommencer encore une fois une Histoire dont il est le héros tragique ? Faustine, la femme importée, trahira le plan de Berger-Oregon.

La quête du Paradis terrestre aboutit dans *Immobilé dans le courant du fleuve* à une impasse. On ne peut conjurer la Chute qu'en rêve. M. Yves Berger n'a fait miroiter l'Age d'Or que dans un clin d'œil. L'Homme est prédestiné à faire le mal. Il entraîne le monde dans la Chute dont il ne peut se relever et où il n'y a que des rebondissements illusoire.

*
**

Le Monde a mal tourné, et il faut le recommencer ou en découvrir un nouveau. C'est, exprimée dans toute son œuvre, la constante obsession de M. Yves Berger. Mais changer le monde, c'est au prix de quelle catastrophe. *Le Monde après la pluie* nous en fait le récit. Sur une terre dévastée par un brutal et incompréhensible phénomène cosmique (que s'est-il passé ? ne fait que répéter M. Yves Berger) sur une terre

recouverte de cendres, il n'y a plus ni jour, ni nuit. Le soleil, dans un ciel disparu, est froid et immobile. Le temps a suspendu son cours. Un homme, rescapé de cette catastrophe est là, pour témoigner de la fin du monde. *Le Monde après la pluie* est une variante des apocalypses que les écrivains et les poètes ont été nombreux à mettre en scène.

Mais les apocalypses n'ont pas de sens, sans les genèses. Assisterons-nous dans *Le Monde après la pluie* à une genèse ? M. Yves Berger donnera-t-il une chance au survivant de son apocalypse ? La Terre dévastée n'est plus qu'un désert, mais le désert, dans l'œuvre de M. Berger, est toujours le théâtre de miracles. Ainsi, nous a-t-il été donné de découvrir, dans *l'Attrapeur d'ombres* une Amérique massacrée par les Américains, immense cimetière où il n'y a plus ni plantes, ni animaux, ni indiens. M. Berger revient sans cesse dans ses romans vers ces territoires calcinés. Il a traversé dans *l'Attrapeur d'ombres* des forêts fantomatiques, des paysages lunaires où jusqu'à la pierre se dissout pour retourner en poussière. Mais de la mort, M. Yves Berger veut faire surgir la vie, une vie d'avant la *Faute*, celle du Paradis terrestre. Les cinq parcs nationaux des Etats Unis à travers lesquels, de Yosemite à Yellowstone, il nous a entraînés dans *l'Attrapeur d'ombres* sont une image de ce paradis. M. Yves Berger nous y a fait assister, en nommant les choses par un verbe tout neuf, à la création du Monde. Sa phrase a ce pouvoir. Un souffle la gonfle, la porte en avant sur la houle de l'immensité, aspirée par l'absolu, rythmée par le mouvement même d'une genèse.

L'Amérique, dans l'œuvre de M. Yves Berger, est le lieu privilégié de ces opérations magiques. Le Sud, chez M. Berger, c'est l'Ouest, c'est le Far-west de ses lectures d'enfant. C'est aussi bien vers l'Ouest, que le rescapé du *Monde après la pluie*, marchera inlassablement. Soudain, dans cette marche à l'Ouest, on entend le cri de Christophe Colomb lorsqu'il a pris pied, il y a cinq cents ans, aux Iles Bahamas : «Terre ! Terre !». L'herbe dans le désert se met à pousser, le vent souffle. On a vu le même miracle se produire dans les romans de Claude Simon, *L'Herbe*, *Le Vent*, revivifier un monde de ruines et de cendres, tirer une genèse de

l'Apocalypse. *Le Monde après la pluie*, c'est tout d'un coup l'Arc-en-ciel, une renaissance colorée et douce, le Paradis retrouvé !

M. Yves Berger, dans *Immobile dans le courant du fleuve*, rêvait de recommencer l'Histoire du Monde à l'âge du paléozoïque, il y a six cents millions d'années. Nous sommes ici dans le Néolithique, il y a seulement six mille ans. Ce n'est qu'un petit bond en arrière, suffisant pour reprendre, dans la splendeur de la nature encore inviolée, l'aventure humaine. Mais, dans ce paradis, où sont les hommes ? On les cherche. Ils n'apparaîtront soudain derrière un rideau d'arbres, que pour décocher une flèche mortelle au dernier des survivants de la catastrophe, celui qui, revenu de loin, a voyagé à rebours du temps en quête d'origines heureuses. « Mourir au néolithique, quel affront, tout ce long voyage sans lendemain pour rien, écrit Yves Berger... Rien, jamais, ne modifiera le cours fatal des choses ». La Chute (comment l'éviter ?) est le premier et le dernier mot de l'histoire de l'Homme.

*
**

Cette quête du Paradis où, de sa Provence natale aux horizons chimériques de la Virginie nous a entraînés M. Yves Berger n'a été qu'un voyage intérieur, à la recherche non pas tant d'un territoire interdit que de sa clé. Cette clé, c'est le Verbe. Il y a un verbe créateur et l'Homme avait reçu le pouvoir d'achever la Création, en nommant chaque chose d'un mot. Mais quand l'homme a été chassé de son Paradis terrestre, il a emporté avec lui les noms des choses sans les choses, des clés qui n'ouvrent plus rien, des mots sans emploi. « Regarde ce chaos, depuis que les mots ont quitté les choses » dit M. Yves Berger dans *Le Sud*. Elles meurent désormais de n'être plus chargées de sens. C'est dans ce chaos que M. Yves Berger veut remettre de l'ordre, par le pouvoir créateur du Verbe souverain. Il est parti, dans son œuvre, à la redécouverte et à la reconquête du Monde par le langage. « Rien n'échappe au langage » a-t-il dit. Les mots « ramènent » les choses... Ils leur rendent la vie, les restituent dans la grâce. Le Verbe, chez M. Berger, doit avoir dans sa toute-puissance impérialiste, cette vertu libératrice.

*
**

Tâche impossible à laquelle s'est voué M. Yves Berger ? On ne trompe pas le Temps. La Virginie d'avant 1842 a disparu et l'on ne ruse pas avec la Mort, et le Rêve ne donne pas vie à la Réalité, et les Mots, en exil, les Mots sans emploi sont impuissants à ramener les Choses. L'espoir d'une nouvelle Création est bien vain, et c'est par la faute de la Femme que M. Yves Berger a voulu introduire dans son Paradis terrestre, hier Virginie, Faustine aujourd'hui, dans son dernier roman, *Santa Fe* (1), Léa, la petite minette de banlieue que Roque, qui pourrait être son grand-père, entraîne dans un voyage érotico-pédagogique sur la route mythique de Chicago à Los Angeles, à travers son rêve américain. Il veut d'abord lui réapprendre à parler pour qu'elle désigne les choses par le mot propre qui n'est pas l'interchangeable « truc », pièce maîtresse de son vocabulaire. Mais où sont les Choses ? Roque montre à Léa les gratte-ciels de Chicago. « Quelle splendeur ! ». « Pas mal ! » répond l'indifférente qui s'intéresse davantage aux petits canards sur le lac. Le long de la route mythique (la Nationale 66) elle ne voit que les tas d'ordures, tous les détritrus déposés par la civilisation moderne. Les champs de bataille où la race indienne a été décimée ne sont plus que des champs d'épandage. La barbarie a triomphé. N'étend-elle pas son règne au monde entier ? Pourquoi partir en voyage pour aller découvrir l'Amérique ? « Le monde est monotone et petit », disait déjà Baudelaire. Il est uniforme. L'Amérique était jadis un rêve exotique d'enfant. Léa a ouvert les yeux de Roque. Elle l'a dépossédé de son rêve et lui a révélé la réalité. M. Berger écrit : « Partir, à quoi bon ! Il suffit, chez soi, sans bouger, de regarder autour de soi » Où, le Sud ? C'est le pays où l'on n'arrivera jamais, même peut-être, désormais, en rêve. Roque, qui, comme M. Yves Berger, déclare avoir toujours « habité dans ses livres » (fou d'Amérique, ou de littérature ?) et qui a voulu retrouver sa jeunesse perdue tant sur la Nationale 66 que sur le corps de Léa, est mort de n'être pas arrivé dans l'inaccessible pays. M. Yves Berger, dans *La Pierre et le Sagaro* avait

1) Grasset. Toute l'œuvre de M. Yves Berger est éditée par Grasset-Fasquelle.

creusé son tombeau et enseveli son rêve pour en féconder le désert. A quoi sert la mort de Roque dans *Santa Fe* ? Sur une terre ingrate, quels fruits produira-t-elle ? Elle lui est volée. Roque, à la fin du roman, a été évacué. On ne le voit même pas mourir. C'est de Furby, l'affreuse poupée mécanique achetée par Roque à Léa, que celle-ci, à la dernière ligne, recueillera le dernier soupir. Roque est mort d'une overdose de rêve, Furby, simplement, de l'extinction de ses piles. Cette mort ne tourne-t-elle pas en dérision le «rêve américain» de M. Yves Berger.

*
**

Quand direz-vous enfin toute la vérité ? répétait à M. François Nourissier une fidèle lectrice, à chacun de ses livres. La dit-il enfin (mais toute) dans *A défaut de génie* (2) où, de différents points d'observation, il prend une vue d'ensemble sur sa vie, dans la demi-teinte qui lui a permis de n'exprimer longtemps, sur un ton feutré propice aux réserves, aux précautions et aux feintes, que des demi-aveux ? *A défaut de génie*, c'est encore, même selon ce titre, s'exprimer en mineur. «J'ai tout à apprendre des vieillards» disait-il, jeune homme entrant à pas comptés dans la littérature, économisant déjà son souffle. Il a appris à parler bas. Pour savoir la vérité sur M. Nourissier, il faut écouter son murmure.

Ce murmure, c'est celui d'une vie qui, de *L'Eau grise* à *Un petit bourgeois* et à *Une histoire française*, coule le long des coteaux à moyenne hauteur où il a aménagé son œuvre. «La vie ne rebondit pas, elle coule», écrivait-il dans *L'Eau Grise*. Parce qu'il avait placé ce premier roman sous l'invocation de Jacques Chardonne et parce qu'il écrivait naturellement bien, on classa d'emblée M. François Nourissier à droite. «*L'Eau grise*, c'est l'esthétique du droitisme», disait-il. Qui était-il, alors ? «Un bon jeune homme, marié tôt, chrétien, père d'un petit garçon...», ainsi se présentait-il. Il ajoutera une touche à ce portrait dans *Un petit bourgeois* : «Un orphelin n'appartenant à aucun milieu, aucune tradition», ce qui pouvait installer le bon jeune homme, voué dans les bureaux de M^r Rhodain à des tâches humanitaires, dans une situation de dandysme irresponsable. Mais il cherchait un ordre. On l'a enrôlé prématurément

et abusivement dans les «hussards». Les Blondin, les Déon, les Laurent, les Nimier venaient tous de l'Action française, et quand M. Nourissier, d'aventure, parle des «Camelots du roi», il se moque en mettant un «y» à «roi». Les «hussards», ce sont les déserteurs du parti de l'Ordre. Contrairement à ces enfants prodiges qui gaspillaient dans d'insolentes équipées un précieux capital de civilisation, mais conservaient, dans les beaux quartiers, un pied-à-terre, lui qui n'était pas un héritier, mais avait du respect pour l'héritage, il prenait au sérieux la droite et les valeurs de conservation qu'elle devait défendre. Il avait réclamé à un premier mariage un point de fixité. Ce petit bourgeois de la banlieue Est était en transit de société. Lecteur attentif de Philippe Hériat, le destin des «Boussardel», une maison familiale avec un balcon sur le Parc Monceau soutenu par des cariatides de marbre, le faisait rêver. Se désespérant de ce qu'il appelait sa «bouille molle» et de l'imprécision de ses traits («tout ce qui est mou me répugne»), il aspirait, en quête d'une lignée, à des lignes de force sur lesquelles se replier pour résister à la coulée de la vie. Le pèlerinage du «petit bourgeois» à Verdun a été, dans une perspective barrésienne, l'un des grands moments de l'œuvre de M. Nourissier. Lui aussi, s'était choisi Lorrain. La ligne bleue des Vosges (une ligne de force) lui imposerait une limite. C'était le relief auquel une vie manquant d'arêtes devait s'accrocher pour se durcir, dans un flottement d'infini, en destin. Cet enfant de la victoire, dévoyée, vingt ans après, en défaite, avait rêvé en vain, comme tous les petits garçons de sa génération, sur l'album de la Grande Guerre de *l'Illustration*. Il ne pourrait que ressentir, dans la France orléaniste des années 60, «la tristesse d'être Français». *Une histoire française*, ce fut, dans son œuvre, l'histoire de ce malaise général dans lequel il se dissolvait.

«Tous mes romans, a dit M. Nourissier, ont été toujours des hypothèses sur moi», j'ajoute : formulées à partir du postulat qu'il est un homme de droite. Mais si le postulat était faux ? «Je cherchais un ordre, avait-il écrit, mais c'est le désordre dont j'avais besoin». M. Nourissier a déclaré que l'homme de droite était en lui un personnage encombrant, un gêneur et qu'il a

2) Gallimard

voulu s'en débarrasser en écrivant *Le Gardien des Ruines*. Il avait encore essayé, se choisissant Languedocien après s'être choisi Lorrain, d'ériger en «forteresse», dans *Le Maître de Maison*, le Lioissan (sa maison d'Arpaillargues), «massif, toits et tuiles enchevêtrées... avec ses contre-forts, comme pour asseoir une défense, percé d'ouvertures aux avarices de meurtrières». Un «bastion de l'Est» transporté dans le Languedoc huguenot, terre de refuge et, encore plus, de refus. Mais M. Nourissier pouvait-il venir à bout de ce goût de l'arrondi, du moelleux, du capitonné qui l'incline plus à éluder qu'à refuser, à se retirer qu'à se retrancher ? Il avait envisagé de faire de son œuvre une enclave tranquille, une sorte de Suisse au milieu des tumultes du siècle, un conservatoire où il aurait conservé à la température de la glace une civilisation en miniature. Aujourd'hui, quand il relevait le Lioissan, il ne songeait plus qu'à en faire un musée. Déjà, il était le «gardien des ruines». Avant d'écrire ce roman, une première fois, nous dit-il, il avait voulu «débuser en lui» l'homme de droite. C'était dans *En avant, calme, et droit*. La vie n'y coule pas, elle s'écroule. Le maître de manège, Vachaud d'Arcole, traverse la basse époque «orléaniste» des intérêts matériels où il est plongé, à contre-courant. M. Nourissier écrivait dans : *Une histoire française* «La France n'est plus qu'une active entreprise à laquelle cela réussit trop bien de ne plus croire aux nuées». Témoin d'une chevalerie superbe et anachronique, Vachaud d'Arcole est «fou de hauteur». M. Nourissier décrit le manège, au milieu du monde, îlot d'abstraction et de rêve comme Montherlant a décrit le collège et le stade. Vachaud, adolescent, a lu Morand et l'histoire du commandant Gardafort chevauchant sa «Milady» en plein ciel, sur un aqueduc, qui lui a tourné la tête. Il refuse la décadence française, mais il y succombe. Il y avait en Vachaud la secrète faiblesse de son cousinage avec les «célibataires» de Montherlant. Les dernières pages d'*En avant, calme et droit*, empreintes d'une grandeur dérisoire, n'expriment que le désarroi d'un destin manqué de faux aristo. Fargeaud, le «gardien des ruines» est, lui, un «facho ramolli». Il se défait, comme s'est défait la France, au même rythme. Il finit à l'hospice, dans ce «creux» où Constant, le héros des *Chiens de paille* de Drieu

la Rochelle, s'est rencogné pour attendre une mort dont il n'est même plus le maître. Obsédé par l'idée de la décadence, comme Drieu à qui il ressemble (le nez en trompette dont il se moque, ce n'est pas celui de Martin du Gard, mais celui de Drieu), M. Nourissier se rencogne lui aussi, dans un «creux» pour y goûter, selon le mot de Jules Renard qu'il a mis en exergue à un autre livre de souvenirs, *Bratislava*, «le plaisir de s'éteindre». Ce «creux», c'est dans ce livre où il nous dit qu'il assiste à son propre enterrement, c'est *A défaut de génie*.

Faux homme de droite, M. François Nourissier nous fera-t-il croire qu'il est homme de gauche ? Il avait appris à lire dans *la Lettre d'un père à son fils*, et ce sont dans des personnages de Montherlant, Vachaud et Fargeaud, qu'il dépose le bilan de ses «services inutiles». «La sensibilité des hommes de ma génération reste empreinte de messianisme marxiste», dit aujourd'hui le pèlerin de Verdun. Drieu dont il se démarque violemment, qu'était-il devenu, à la fin d'une vie qui, elle, n'avait cessé de rebondir, lorsqu'il reproche à Hitler, dans son *Journal*, d'avoir trop cru à l'Allemagne, pas assez à l'Europe ? Presque communiste. «Rien ne me sépare plus du communisme, note Drieu dans ce journal de guerre, que ma crispation atavique de petit bourgeois». Petit bourgeois lui aussi, comme M. Nourissier, Drieu ! Il y a entre eux une fraternité occulte. De ce livre, «composé de nostalgies», une nébuleuse, où il manifeste «le peu d'appétit à vivre», pressenti dès sa jeunesse, que restera-t-il, gravées en traits forts, des amitiés : Edmonde Charles-Roux, Maurice Rheims, etc. Les vieillards dont il a tout appris sont morts. Ne leur demande-t-il pas des comptes ? Mais pourquoi se défendre d'avoir trop aimé Aragon, sinon pour se garder sur sa gauche, comme, en condamnant Drieu, il se garde sur sa droite ? Après avoir vainement tenté de forcer sa nature, «destinée, a-t-il dit, aux abandons et aux reniements», il a suivi sa pente : la descendant par paliers où, chaque fois, il esquisse, à la recherche peut-être d'un équilibre, un rebondissement. «Je suis enfermé, écrit-il à présent, dans une image de moi à laquelle je ne crois plus tout à fait». Cette «image de moi», encore une hypothèse ? Quand saura-t-on la vérité, toute la vérité, sur M. François Nourissier ?

*
**

Les Cahiers Jean Paulhan éditent la correspondance de Jean Paulhan avec André Suarès, Roger Caillois, Audiberti, Gide, et j'en passe. C'est maintenant le tour de la correspondance avec Marcel Arland (3). De cette immense correspondance dont l'intérêt n'est pas toujours évident, Dominique Aury, puis MM. Bernard Levalliot et Jean-Claude Zylherstein, ont préféré tirer un choix (4). On avait demandé à Paulhan, de son vivant, quelques-unes de ses lettres pour un Cahier de l'Herne que lui consacrait Dominique de Roux. Il avait répondu : «Pour la correspondance, non... D'abord il faut éviter l'indiscrétion, puis une lettre tient à l'effet qu'on en attend, c'est un effet passager».

On doit la correspondance échangée entre Jean Paulhan et Marcel Arland, durant la période 1936-1947, à un jeune universitaire belge, M. Jean-Jacques Didier, auteur de plusieurs études sur Marcel Arland et qui accompagne cette édition d'un très intéressant et utile répertoire (si succinct soit-il) des personnes, des journaux et des revues qui y sont cités. Jean Paulhan était depuis 1935 le directeur de la *Nouvelle Revue française*. Marcel Arland y tenait la chronique des romans. M. J.-J. Didier fait remarquer qu'il ne faut pas s'étonner que l'objet principal de cette correspondance soit la revue, les collaborations, les articles et, dans la période 1940-1944, évidemment, les difficultés nées de l'occupation, la N.R.F. continuant de paraître à Paris, entre Jean Paulhan et Drieu La Rochelle qui veut en prendre la direction. Il n'y a d'ailleurs aucune animosité, du moins apparente, entre l'un et l'autre. Certes, Drieu a pu écrire dans son *Journal* : «Paulhan ne m'estime qu'à demi et me déteste entièrement». Mais quand Paulhan est arrêté par les Allemands, Drieu intervient immédiatement pour le faire relâcher, et Paulhan lui en restera reconnaissant. Il le juge «loyal» et «sincère». «Il croit, dit-il, faire œuvre de bon français». Paulhan écrit à Arland en novembre 1940 : «Si la victoire et l'emprise allemandes doivent durer six mois, la tentative de Drieu (pour s'emparer de la N.R.F.) est odieuse. Si nous en avons pour cent ans, elle est au contraire ingénieuse, hardie et nécessaire». Or, Drieu «croit et a toujours cru aux cent

ans». Marcel Arland veut une N.R.F. vraiment indépendante, strictement littéraire, à l'écart de toute politique. «Drieu, dit-il, est sincère, mais il est faible». Je suis persuadé, écrit Arland, que, quoiqu'il arrive, il faudra collaborer avec l'Allemagne, mais pas en état d'esclavage». C'est l'opinion de Gide, exprimée dans son *Journal* à la date du 5 octobre 1940. Elle est citée par M. J.-J. Didier : «Composer avec l'ennemi d'hier, ce n'est pas lâcheté, c'est sagesse et accepter l'inévitable». Gide reste entre Drieu et Paulhan dans l'expectative. Il applaudit aussi bien à une N.R.F. dirigée par Drieu avec la collaboration de Jouhandeau, de Chardonne, de Montherlant qu'à une N.R.F. dirigée par Paulhan, avec la collaboration de Paul Valéry et de François Mauriac. Paulhan déclare Chardonne «abject», mais Arland, par amitié, le défend. Il remarque qu'à partir de 1943, le bureau de Paulhan chez Gallimard, ne désemplit plus. Paulhan, ou Drieu ? C'est en cette année 43, que la N.R.F. cesse de paraître.

«Fragile», «incertain», se dit Marcel Arland. Il a pourtant, en littérature, des opinions très nettes : sur Aragon, le poète, «un puzzle d'Apollinaire, de Cocteau, de Péguy, de Géraudy», «une midinette délirante», sur le *Huis clos* de Sartre, «habile moins que Feydeau, pas très neuf», sur Giono, «une boursoufflure vaniteuse». Ni Arland, ni Paulhan n'aiment Jules Romains. Mais Paulhan qui a lu *Recours aux abîmes*, un «enfantillage laborieux», concède que Jules Romains dont il avait dit autrefois que «le roman ne survivait que grâce à lui», est «le romancier le plus lu en Europe» et qu'il a du succès. Attendait-on chez Paulhan cette concession au goût du public ? Il y a entre Arland et Paulhan toute la différence qui peut exister entre un esprit *purement* littéraire, - il faudrait peut-être dire ingénument littéraire (l'ingénuité d'Arland éclate dans son étonnement d'apprendre par Paulhan que Mauriac a trouvé sa *Zélie dans le désert* «détestable» alors qu'il s'est déclaré, dans une lettre qu'il lui a adressée, «comblé par ce beau roman d'enfance paysanne») - et un esprit politique. En 1936, Arland confie à Paulhan : «Je n'aime pas le rôle joué

3) Gallimard

4) Cf *France Forum* n° 281-282 (octobre décembre 1992) et n° 313-314 (octobre décembre 1996)

par Malraux en Espagne, je ne le trouve même pas noble». A quoi Paulhan répond : «Pourquoi ne diriges-tu pas un peu Malraux. Il n'y a que toi qui le puisses». Paulhan a toujours tenu à son bureau de la N.R.F. un rôle de direction. Ce bureau n'était plus seulement un observatoire, c'était un confessionnal où il recevait des confidences et d'où émanaient les directives qui régissaient la littérature. C'était sur un ton attentif, mais feutré, teinté, par le charmant accent nîmois, d'une ironie légère. «Eminence grise des lettres», ainsi qualifie-t-on Paulhan. Il y a chez lui, en effet, une vocation cléricale à diriger les consciences, avec la connotation politique, le souci de la Cité qu'il tire de son vieux fond romain. Ce nîmois rigoureux s'oppose, en le complétant, au rêveur Arland de tradition celtico-poétique. Drieu disait de Paulhan : «Ça prend des airs de conseiller de la France». De quinze ans plus âgé qu'Arland, il tient naturellement, dans cette correspondance échangée pendant les années cruciales, le rôle d'un Mentor.

*
**

M. Pierre Citron, éminent balzacien, mais qui s'intéresse aussi à Giono dont il fut l'ami, publie la correspondance Giono-Paulhan (5). Elle s'étendra sur plus de trente ans. De nombreuses lettres de Paulhan se sont perdues, mais les lettres de Giono ont été pour la plupart conservées. Cette correspondance, dit M. Citron, c'est l'histoire «d'une amitié à distance». Paulhan à Paris, Giono à Manosque, leurs rencontres ont été rares et souvent furtives. Pourtant, l'on se tutoie et l'on s'embrasse. De l'italo-provençal Giono, rien d'étonnant, mais à Nîmes, dans la sévère cité calviniste, on est habituellement plus réservé. Pour Marcel Arland, homme qui ne parle qu'à demi-mot, il n'y a chez Giono que «boursoufflure vaniteuse». Les premières lettres de Giono à Paulhan sont celles d'un petit employé de banque qui veut se pousser dans la littérature et dont le plus vif désir est d'entrer dans la prestigieuse maison Gallimard. Il s'est trompé d'éditeur et il n'est pas content de Grasset. Il voulait adresser son premier livre à «Monsieur Gallimard, et ce livre n'a abouti sur la table de Bernard Grasset que par un hasard indépendant de sa volonté». «Je vous dis franchement que je le regrette. De tout temps il m'a

semblé que la N.R.F. serait un jour ma maison... Je suis abonné à la Revue depuis cinq ans et la majeure partie de ma bibliothèque est faite des éditions N.R.F.... C'est ce que j'ai dit à Monsieur Hirsch quand il est venu à Manosque et ce qu'il a pu constater par la joie que j'avais de recevoir quelqu'un de la maison.... Je suis las du genre Grasset». Giono se recommande à «la bienveillance de Monsieur Gide». Il a la bouche pleine de tous ces «messieurs» dont les noms l'éblouissent. On ne peut être plus plat, plus obséquieux. La vanité de Giono, quand il est entré à la N.R.F., éclatera dans plusieurs occasions. Ainsi, quand Benjamin Crémieux ose écrire dans la Revue qu'il n'a pas aimé *Regain*... «La note de B.C. (il ne le nomme même pas) ne m'a pas été pénible, mais pas du tout (tu parles !). Parce que vu d'ici, c'est bien peu de chose et puis parce qu'il a tort et puis parce qu'il ne sait pas où j'en suis de mon évolution et que moi, je le sais. Cher ami, non vraiment, il m'en faudrait beaucoup plus et même je ne sais pas si avec beaucoup plus, ça y ferait». Ca doit «y faire» comme il dit, car deux ans après, il «y revient». «Qu'est-ce que vous voulez que ça me foute, Crémieux ?». Il ne veut même pas savoir qui est ce Crémieux, il n'en a pas lu l'article !!! Quatre années passent, «on ne fait pas assez de publicité pour mes romans». Il est fâché maintenant contre la N.R.F. «Publicité partout pour tous les autres livres, sauf le mien. Je me moque évidemment de tout ça. (Bien sûr !!), j'ai seulement intérêt à ne pas passer pour une andouille. Je suis décidé à casser les vitres». Il ne casse rien. M. Citron a l'habitude de ces éclats, aussi de l'imagination délirante de son ami. En 1938, il annonce à Jean Paulhan, l'imminence d'une grande révolte paysanne. Il en est «épouvanté». Il prévoit un «massacre général». Paulhan qui sait en bon nîmois ce que parler veut dire (ou ne pas dire) sourit. Giono : «C'est beaucoup plus grave que l'on ne peut l'imaginer et ça ne sera pas arrêté par des avions, des tanks ou des gaz». Outre ! Bouffre ! comme aurait dit Tartarin de Tarascon. Comme Tartarin, l'on a mis Giono en prison. On l'y mettra encore en 1945. C'est alors que le Giono «boursoufflé», comme disait Arland, va changer de manière. Il a rivalisé avec Homère, quelques pages du *Hussard sur le toit*

5) Gallimard

ou du *Bonheur Fou* sont, dans l'imitation de Stendhal, insupportables. Pourtant, Paulhan admire fort ce Giono «renouvelé», et il faut faire crédit au jugement de Paulhan. M. Citron analyse avec pertinence dans son introduction à cette correspondance tout ce qui devrait opposer les deux amis, l'intellectuel et le poète, le «résistant engagé» et le «pacifiste obstiné», l'homme des «grands épanchements romanesques» et celui des «textes brefs et sensés», etc. Mais chez ces hommes que rapproche la commune origine méridionale, il y a, ne les opposant pas quoi qu'on pense, chez l'un le goût de la litote, chez l'autre le goût de l'enflure, de l'emphase. Alphonse Daudet nous dit que les tarasconnais, (parfaits représentants du Midi), après la lamentable aventure de Port-Tarascon, au lieu d'exagérer en plus, exagèrent en moins. «Nous ne disons plus : hier aux arènes on était plus de cinquante mille, mais aux arènes, hier si l'on était une demi-douzaine, c'est tout le bout du monde». L'enflure, la litote, le plus, le moins, n'est-ce pas, chez Paulhan et chez Giono, tout comme ? Ils sont bien tous les deux, les fils du même Midi.

*
**

M. Félicien Marceau demande dans son essai sur le *Roman en liberté* que l'on imagine le vertige du romancier au moment où il commence son roman : «Cette lampe sur la table, ce cri d'un enfant, cette affiche électorale qu'il a vue hier, ce traité de métaphysique qu'il a lu, il n'est rien qu'il ne puisse faire entrer dans son roman». Cette fois, il a choisi «l'affiche», et c'est ce titre qu'il a donné à son dernier roman (6). La passion d'Alice pour Rivet est née d'une affiche électorale collée sur un mur devant la fenêtre de sa chambre. Elle s'attache à tous les pas de ce candidat, elle le suit dans sa campagne, elle lit tous les articles sur lui, elle réussit à se faire embaucher dans le bureau de sa permanence, à se faire présenter, elle devient sa secrétaire, elle le sauve d'un attentat. Il est le «président», mais elle n'a qu'un désir, être la présidente. La passion d'Alice pour Rivet, qu'est-elle, sinon la passion pour le pouvoir. Toutes les héroïnes de M. Félicien Marceau, de *Appelez-moi mademoiselle* à *La Terrasse de Lucrezia* ont, à des étages différents, cette pas-

sion. Toutes, depuis la petite Sandra de *Capri petite île* et la Marie-Jeanne de *Bergère légère*, sont, comme on dit des «battantes», des «entraînantes». M. Charles Dantzig, dans ses entretiens avec Félicien Marceau publiés sous le titre *L'imagination est une science exacte* (7) les compare à la duchesse de Berry. L'œuvre de M. Félicien Marceau, c'est la duchesse de Berry dans tous ses états, chef de clan dans *Appelez-moi mademoiselle*, ou concierge d'immeuble dans *la Terrasse de Lucrezia*, et la fille de Lucrezia se marie avec le prince héritier de Suède. M. Félicien Marceau a montré dans ce livre non seulement la passion du pouvoir chez une femme, mais sa réussite. Toutes ces femmes sont comme la duchesse de Berry, souvent italiennes et l'énergie est chez elles une vertu héritée de leur race : voilà qui plairait à Stendhal, l'auteur des *Chroniques italiennes*. Alice, pourtant, dans *l'Affiche*, non ! Mais elle descend de Jérôme-Dyonis, comte de Massenon, qui s'est illustré dans la nuit de la Saint-Barthélémy en massacrant quelques passants. Chez M. Marceau, le sang véhicule l'énergie. Alice éprouve en elle «une force qui vient de loin». La liberté, dit M. Marceau, qu'est-ce que c'est ? «Il ne s'agit pas de faire ce qu'on veut, mais de savoir ce qu'on veut». Alice, toutes les femmes des romans de M. Marceau, sont prédisposées, par cette force héréditaire que je dirai être une grâce, à savoir ce qu'elles veulent. C'est en choisissant d'y obéir qu'elles sont le plus pleinement libres. C'est par ce choix lucide et volontaire qu'elles donnent sa complète liberté au roman, une liberté supérieure. Le «roman en liberté» de M. Marceau ne peut pas ne pas aller où il doit aller. L'imagination n'est une «science exacte» que si elle entre dans les prévisions d'une Volonté pré-établie.

*
**

Dans l'un des contes de *La Raison ardente* (8) dédiés à Laurence, M. Jacques de Bourbon Busset délègue, par une connivence secrète avec la Nature, le soin de délivrer son message à une tourterelle : «La Raison ardente est le secret de l'Amour durable». Sur la dualité créatrice du

6) Gallimard

7) Gallimard

8) Gallimard

couple, il a fondé toute son œuvre qui n'est qu'un long dialogue avec Laurence, la compagne de toute sa vie. *L'Amour durable* est le titre de l'un des volumes de son Journal, *L'Amour confiance*, celui d'un premier livre de «contes pour Laurence». Ont suivi *La Tendresse inventive* et *Alliance*. Dans *La Raison ardente*, la raison n'intervient que pour éclairer le cœur, et le cœur pour alimenter la flamme de la raison à la lumière de laquelle le cœur trouve ses raisons. Dans le couple, c'est l'homme qui représente la raison, et la femme, le cœur. Il ne doit y avoir dans un couple idéal ni tête-à-tête, ni cœur-à-cœur, mais un tête-à-cœur. Chaque instant de ce dialogue est un «instant éternel». Ni le temps, ni l'espace n'y sont pourtant abolis. M. Jacques de Bourbon Busset s'installe pour converser avec les animaux et les plantes dont les confidences ont toujours nourri un esprit partagé entre la «pensée pure» et la «pensée sauvage» dans un lieu de passage entre concret et abstrait, entre jour et nuit, entre ciel et terre, dans un crépuscule où toute frontière tend à disparaître. C'est, dit-il, «le début d'une attente qui n'a pas besoin de durer pour s'ouvrir sur l'absolu». Chacun des «Contes pour Laurence» est cette ouverture sur l'absolu, ce passage où ce n'est pas la raison qui soutient le cœur, mais le cœur qui soutient la raison. C'est, dans cette circonstance difficile, qu'il faut savoir écouter la tourterelle.

*
**

M. Michel Butor a écrit jadis un livre sur le «génie du lieu». Il y a un génie du lieu dans la vie de George Sand, c'est Nohant. Elle a écrit dans une de ses lettres recueillies par Georges Lubin dans la monumentale *Correspondance* éditée dans les *Classiques Garnier*; «Tout ce qui n'est pas moi, mes enfants, mes amis, mon amant (celui du moment, il y en a eu trente-six!) ne m'est absolument rien». Elle aurait dû ajouter aux enfants, aux amis, à l'amant, Nohant. C'est à Nohant que M. Pierre de Boisdeffre s'est installé en voisin et en familier. (Il est de la Châtre et son arrière grand-père, Jules Néraud, a été l'intime ami de George Sand), pour écrire à la suite de beaucoup d'autres la vie de George Sand (9), mais d'un point de vue différent, celui

pris de la maison familiale acquise par sa grand-mère, madame Dupin de Francueil, au début de la Révolution (en prévision des grands malheurs). Elle y a grandi et n'en est partie à l'aventure dans un siècle incertain que pour, toujours, y revenir et y retrouver la paix et la sérénité.

«J'ai pu couler comme un ruisseau qui ne sait trop où il va et a suivi sa pente sans la choisir» écrivait George Sand à M^{me} Arthur Baignères le 14 mars 1863. Née d'une mère saltimbanque et d'un père, fils de fermiers généraux, descendante du roi de Pologne Auguste II Poniatowski et du Maréchal de Saxe, que de pentes, en effet, l'avaient sollicitée pour y couler sa vie, toutes celles du siècle tumultueux sorti de la fracture entre l'ancien régime et le monde moderne. Le 30 juillet 1830, elle était accourue à Paris pour vivre «une vie d'affection, d'espérance et de bonheur» (avec un blondin sans intérêt, Jules Sandeau). Elle répondit en 1848 à un autre rendez-vous avec le bonheur. Elle écrivait de Paris à son fils Maurice : «Nos amis sont au pouvoir... il y a une belle partie à jouer». Elle rédigeait de la chambre du ministre de l'Intérieur les bulletins officiels de la République, mais la République que Lamartine avait jugée «idéale et prématurée» ne sera plus pour elle, sous le Second Empire, qu'«une belle utopie». «Il est trop tard, écrit-elle alors à Victor-Hugo, pour les révolutions violentes, et trop tôt pour les révolutions sages et durables». Elle frémit encore, cependant aux équipées garibaldiennes en Italie, et elle s'éprend de Napoléon III, de ses yeux pâles et de ses projets sur l'extinction du paupérisme. Elle fulmine contre l'Eglise de Rome et quand elle vient à Paris, elle est portée en triomphe dans la rue par les étudiants, comme Chateaubriand en 1830, aux cris de «vive mademoiselle de la Quintinie», le roman anti-catholique que publie la *Revue des deux mondes*, Louis Napoléon a pleuré à la représentation de ses pièces à l'Odéon. Elle juge que «les Bonaparte, c'est encore ce qu'il y a de mieux». Passées les ardentesses saisons du Romantisme et de la Révolution dont elle ne tire plus que des romans doucereux ! Adieu même à l'Amour qui les a alimentées de sa flamme ! Tous ses amants, dit-elle, ont été des «anges». Musset n'a été que le fils qu'elle a eu par hasard de Pagello. Pierre

9) Ed. Christian Pirot, 13, rue Maurice Adrien, St Cyr sur Loire

Leroux a été à la fois «Platon et Jésus-Christ». Chopinet, au terme de sa longue liaison de sept années, l'a laissée «vierge». «Jeune ou vieille, dit-elle, chaste, j'ai vécu». Rêve-t-elle ?

George Sand n'a pas eu à choisir les pentes de sa vie. Il y en a eu une qui s'est imposée naturellement à elle, de ses escapades lyriques ou épiques, elle l'a toujours ramenée à Nohant. En vain, avait-elle, jeune femme, protesté contre le sort qui l'avait fait naître «dame et châtelaine». Plus fort que l'appel de la Révolution, a été celui de la terre. A trente-six ans, quand elle se dit «une mémère respectable», elle s'y retire définitivement, entrant déjà, «bonne dame de Nohant», dans sa légende. Elle nous dit qu'«être chez soi, c'est bon». Elle vit dans «une maison bête et heureuse», au milieu de ses enfants, de ses amis et de ses fleurs. L'hiver, elle tisonne dans son foyer la cendre de ses illusions et la chaleur lui en est douce. A Hugo, sous l'Empire, à la grande voix exaspérée de l'exilé de Guernesey, elle répond qu'«il ne faut pas quitter son pays», qu'il faut rester «rivé à sa tâche». Le 4 septembre 1870, George Sand note dans son agenda «Maurice m'éveille en me disant : la République est proclamée à Paris». Divine surprise : les armées de l'Empereur sont battues ! La nouvelle ne produit dans la révolutionnaire de 1848 aucune émotion. Le beau feu est éteint. Ce que veut George Sand, ce n'est plus la république, c'est la paix. Gambetta qui prolonge la guerre n'est à ses yeux qu'«un dangereux fanfaron». Hugo crie de son rocher aux Français :

«Les Prussiens sont six cent mille et vous êtes trente-sept millions, levez-vous et soufflez sur eux». C'est, dit-elle, «un pauvre d'esprit en proie à des nerfs de femmelette». George Sand réagit à Nohant en terrienne. Elle découvre que la France n'est pas seulement une idée, elle est d'abord une réalité. Elle se dresse contre la Commune. «Malheur à ceux qui ont cru au noble instinct des masses». Elle ajoute : «Il faut se débarrasser de 93». C'est en opposition au romantisme féminin qu'elle a, un moment glorieux, incarné, le réalisme féminin. Nohant, le génie du lieu, l'a réconciliée avec le Réel.

Mais si cette femme meurtrie dénonce, dans le malheur de la France, les illusions, les erreurs, les crimes, elle reste, généreuse et bonne, celle qui persiste à croire dans l'avenir de l'Humanité. A Flaubert qui lui écrit de Croisset : «Ah ! Si vous pouviez haïr ! C'est ce qui vous manque, la haine», elle répond par une profession de foi : «J'aime, donc je suis». Le regard de M. Pierre de Boisdeffre sur George Sand écarte ce qui risque d'en assombrir le rayonnement et de porter atteinte à son message. Le long commerce d'amitié familiale de tout un siècle qu'il entretient avec la bonne dame, sa voisine, lui a fait déposer sur sa tombe ce joli livre, un bouquet formé des plus belles fleurs de son jardin de Nohant.

Philippe SÉNART

Disques

par Marc DARMON

Le Manuscrit de Luigi Rossi : Pièces pour harpe baroque

Ensemble Poësis ; Marion Fourquier, Harpe et Direction

1 CD Zig Zag Territoires ZZT000301

Ce disque est un régal, autant pour le répertoire, original et rare, que pour la magnifique sonorité de harpe baroque qu'il nous donne l'occasion d'entendre.

Le manuscrit de Luigi Rossi, un des compositeurs majeurs de la première moitié du XVII^e siècle, est une des rares sources nous permettant de juger du foisonnement de la vie musicale à la cour de Naples, à cette époque l'une des plus actives d'Europe. Sur les trente-quatre pièces du manuscrit (12 compositeurs représentés), ce disque nous propose 13 pièces de Monteverdi (superbes *Lamenti d'Arianna et d'Olimpia*), Gesualdo, Giaches de Wert, Jacopo Peri, Oratio Bassani et surtout Jean de Macque, le plus représenté dans le manuscrit et sur le disque.

L'interprétation de ces pièces peut se réaliser au clavier (clavecin, orgue, ...), aux instruments à cordes pincées (harpe, luth, ...) ou par des ensembles de violes. La réalisation à la harpe baroque est un enchantement. Au-delà de l'interprétation, idéale et parfaitement maîtrisée, nous sommes charmés par la sonorité de cet instrument, une harpe triple («arpa a tre registri»), apparu au tout début du XVII^e siècle à Naples, cœur européen à cette époque de la facture et de l'interprétation. Il est trivial d'expliquer que la harpe baroque est à la harpe moderne ce que le pianoforte est au piano de concert. Pourtant le parallèle est saisissant : comme le pianoforte, la harpe baroque permet d'exprimer par ses sonorités diaphanes, bien plus finement que sa descendante, une exceptionnelle sensibilité et un profond recueillement, sans la démonstrativité que les virtuoses des deux instruments au XIX^e siècle ont généralisée.

L'excellente prise de son permet de ne rien

manquer du merveilleux jeu de Marion Fourquier, à la fois Muse et Poétesse de cet événement discographique. La qualité de présentation et d'édition de ce disque, comme toujours chez Zig Zag Territoires, en font une rare réussite artistique.

Récitals Martha ARGERICH :

Concertgebouw d'Amsterdam, 1978, 1979, 1992

Bach : Partita n° 2 ; Chopin : Nocturne n° 13, Scherzo n° 3 ; Prokofiev : Sonate n° 7, ...

Beethoven : 1^{er} Concerto ; Mozart : 25^e Concerto

2 CD EMI 5 56975 2 et 5 56974 2

Martha Argerich ne se produit plus en solo depuis longtemps. Et ses apparitions en concert, exclusivement en musique de chambre ou concerto, ne donnent lieu somme toute qu'à un faible nombre de parutions discographiques (citons tout de même récemment de magnifiques *trio* de Chostakovich ou *concerto* de Tchaïkovski, DG). Grand merci donc à EMI de publier ces prises lors de concerts au Concertgebouw, l'une des meilleures acoustiques du monde.

Le plus exceptionnel vient naturellement du disque en soliste (1978-79) où le cœur du répertoire d'Argerich (2^e Partita de Bach, Chopin) voisine des raretés comme la *Sonate* de Bartok ou les *Danses* de Ginastera, argentin comme la pianiste. Sans craindre de paraître vain à force de superlatif, les enregistrements de la 7^e *Sonate de Prokofiev*, du 3^e *Scherzo de Chopin*, de la petite *Sonate* sur les notes répétées de Scarlatti K141 sont les plus remarquables que j'ai entendus de ces œuvres. Il se dégage de ces interprétations une atmosphère hypnotique et hallucinante qui rend ces moments proprement uniques.

Quel plaisir ce serait si EMI continuait à puiser dans les archives audiovisuelles des Pays-Bas de tels trésors.

**Gustav MAHLER : Kindertotenlieder,
Rückert-Lieder, Lieder eines Fahrenden Gesellen**

*Dietrich Fischer-Dieskau, Baryton 1 CD DG
463-516-2*

«Édition *Fischer-Dieskau* Deutsche
Grammophon 20 CD (DG 463-500-2 et sui-
vants)

Dietrich Fischer-Dieskau a marqué le monde musical (et discographique) comme peu d'artistes au XX^e siècle (Callas, Rubinstein, Menuhin peut-être, mais dans des répertoires combien plus accessibles). Les lieder chantés, et enregistrés, par Fischer-Dieskau au cours de sa carrière (50 ans) sont innombrables. Les multiples versions qu'il a enregistrées de lieder de Schubert, Schumann, Mahler, Strauss, Wolf sont autant de références que le discophile chérit et collectionne. Mais Fischer-Dieskau a également excellé dans l'Opéra (Figaro, Posa dans *Don Carlos*, Rigoletto, Wolfram, ...), dans un répertoire qui lui était moins «naturel» (Debussy, Ravel, Charles Ives, ...) et dans le lied allemand le plus confidentiel (Reger, Pfitzner, Schoeck, ...).

A l'occasion des soixante-quinze ans de l'artiste, Deutsche Grammophon édite une collection anniversaire, véritable événement puisqu'elle regroupe nombre d'enregistrements célèbres, édités souvent pour la première fois en CD. Parmi les vingt disques, tous recomman-

dables, signalons notamment l'anthologie Liszt, partiellement inédite depuis quarante ans (463-508-2), l'association originale de mélodies de Debussy, Ravel et Charles Ives (463-514-2), ou la sélection consacrée à Richard Strauss avec le plus réussi cycle *Krämerspiegel* de la discographie.

Le disque consacré aux trois grands cycles de lieder pour orchestre de Gustav Mahler n'est pas une nouveauté. Très célèbre au contraire, brillamment dirigé par Karl Böhm et Rafael Kubelik, ce disque n'a qu'un concurrent. Il s'agit de l'édition chez EMI du même programme par Fischer-Dieskau mais avec d'autres chefs (dont Furtwaengler). Même s'il est difficile de départager les deux éditions, toutes deux au sommet d'une riche discographie de ces magnifiques recueils, j'avoue ma légère préférence pour cette version Deutsche Grammophon dans la mesure où Fischer-Dieskau était dans les années soixante au sommet de son art.

Les deux grands cycles sur des poèmes de Rückert sont également interprétés par une alto ou une mezzo-soprano. Fischer-Dieskau montre ici, comme il l'a d'ailleurs démontré pour le *Chant de la terre*, que la voix d'homme est tout à fait adaptée à ces lieder. Le chanteur est célèbre pour son attention portée aux mots, à leur sens, et leur association avec la mélodie. Cette qualité de nuances et inflexions exceptionnelles est ici encore omniprésente. A recommander, même aux mélomanes qui disposent déjà de plusieurs versions de ces lieder.

Notes de Lecture

Jean Lecanuet de Nadine-Josette Chaline

L'indigence du débat public, qui se nourrit aujourd'hui trop souvent de scandales et de ragots, nous fait éprouver le besoin de nous ressourcer dans l'exemple d'hommes pour qui la politique était le service d'un idéal et devait être éclairée par une pensée, nourrie de fortes convictions.

Jean Lecanuet, qui nous a quittés il y a un peu plus de sept ans déjà, se place au premier rang de ces hommes. Ils ne sont pas si nombreux dans le passé récent. C'est pourquoi nous sommes très reconnaissants à M^{me} Nadine-Josette Chaline, professeur d'histoire contemporaine à l'Université d'Amiens, et auparavant à Rouen, d'avoir écrit pour la collection *Politiques et chrétiens* des éditions Beauchesne (1) un ouvrage remarquable sur la vie et l'œuvre du grand leader «centriste». Tous les aspects de son action politique y sont retracés avec précision, objectivité et sympathie, depuis la Libération et son entrée au Mouvement Républicain Populaire (MRP) qu'il présidera en 1963 jusqu'à sa brillante campagne présidentielle de 1965, puis son soutien à la candidature

de Valéry Giscard d'Estaing en 1974, son entrée au Gouvernement et la création de l'UDF qu'il préside jusqu'en 1988.

Cette longue vie politique aux épisodes très variés, et parfois accidentée, avait, comme le rappelle Madame Chaline, deux points fixes : «J'ai toujours servi deux causes, disait Jean Lecanuet en 1989, Rouen et l'Europe». Elle s'inscrit dans la fidélité à une doctrine - la démocratie d'inspiration chrétienne et «le personnalisme communautaire» inspiré d'Emmanuel Mounier -, dans la continuité d'une stratégie visant à créer, au centre de la démocratie française, une force politique neuve à vocation majoritaire, où se trouveraient réconciliés l'humanisme chrétien et l'humanisme laïque, la liberté et la justice sociale. Cet objectif, constamment poursuivi, n'a pu être atteint, tant sont lourdes, dans notre pays, ce que Jean Lecanuet appelait «les pesanteurs sociologiques» et les contraintes du système «bi-polaire» découlant du mode de scrutin et de l'élec-

(1) Avec le concours de l'Association des amis du Centre Démocrate Jean Lecanuet.

tion présidentielle au suffrage universel. Le projet de la «grande Fédération» lancé par Gaston Defferre a échoué pour diverses raisons fort bien expliquées dans le livre. La percée réalisée par Jean Lecanuet aux élections présidentielles de 1965 n'a pu s'élargir. Entre la gauche unie aux communistes et la puissance du parti gaulliste, l'espace laissé au centre était trop étroit pour lui ouvrir la possibilité d'un développement autonome.

Mais revenons au cheminement du livre qui nous rappelle d'abord utilement les origines familiales de Jean Lecanuet à Rouen. Il était issu d'un milieu très modeste (son père était représentant de commerce) où l'on était à la fois catholique pratiquant et républicain. Jean Lecanuet se distingue des autres dirigeants du MRP sur un point : il n'est pas, comme la plupart d'entre eux, sorti de l'action catholique. Mais déjà il lisait et appréciait *Temps Présent* et *L'Aube*. De ses brillantes études (il sera reçu premier à l'agrégation de philosophie en 1942, ex-exquo avec Maurice Clavel), il gardera toujours l'amour, la passion des idées. A ses yeux le combat politique est un «combat pour l'idée» (2). L'expérience de la guerre et de la défaite lui laisse à vingt ans un souvenir ineffaçable et lui inspire un jugement sévère sur les hommes politiques français responsables de cet effondrement ; puis l'expérience de la Résistance lui fait rencontrer les militants chrétiens qui constitueront le MRP, devenu en 1946 le premier parti de France.

Jeune professeur au lycée de Lille il est conquis par l'éloquence entraînante de Pierre-Henri Teitgen, qui lui propose de travailler avec lui et le nomme Inspecteur général au Ministère de l'Information. Il fait son apprentissage au sein de cabinets ministériels avec Robert Bichet, Pierre Abelin, André Colin, Robert Buron, Jean Letourneau. A l'automne de 1950 André Colin lui demande d'être le candidat du MRP pour les prochaines législatives, sans lui cacher que ses chances de succès étaient minces, tant la situation locale était complexe et le MRP faible à Rouen. Il sera quand même élu en 1951, mais battu en 1956 - après la dissolution décidée par Edgar Faure - ; il le sera encore en 1958 et en 1968. Nommé Maître des Requêtes au Conseil d'Etat (grâce à Robert Schuman) il sera élu

sénateur de la Seine-Maritime en 1959.

Madame Chaline a raison d'insister sur le fait que son implantation à Rouen a été longue et difficile. Il a mis du temps à se faire accepter par la bourgeoisie rouennaise et à conquérir la mairie. Conseiller municipal en 1958 il ne sera élu maire qu'en 1968 - mais le restera un quart de siècle. Cette relative fragilité politique explique, me semble-t-il, sa stratégie de cumuls locaux et régionaux. Et d'abord sa patiente conquête du Conseil général. Elu Conseiller général en 1958, il sera réélu en 1964, 1970, 1976, 1982 et 1988. Il restera 35 ans au Conseil général, en deviendra le président en 1974 et le restera 19 ans. Il sera même le premier président du Conseil régional de Haute Normandie en 1974 durant près d'un an. Il donne l'impression de vouloir ainsi, par des défenses extérieures, consolider sa place forte de Rouen, centre de sa puissance. Il ne la sentira menacée que par l'implantation de Laurent Fabius dans le département. S'il m'est permis d'évoquer un souvenir personnel, je garde en mémoire un dîner amical à Strasbourg pendant une session du Parlement européen où nous devisions gaiement jusqu'à ce qu'un collaborateur lui annonce la nomination de Laurent Fabius au poste de Premier ministre. En un instant son visage s'est fermé, et il n'a plus ouvert la bouche jusqu'à la fin du repas...

Madame Chaline consacre tout un chapitre, très substantiel, à la fin de son livre, à l'œuvre considérable de «l'élus normand» pour sa ville et pour sa région, qu'il a bien développées en alliant modernité et tradition, efficacité économique et culture. Cette ville qu'il aimait lui était très attachée. Lors de ses obsèques il était émouvant de voir tout au long du parcours jusqu'à la cathédrale, et longtemps après la cérémonie, la foule des Rouennais, de tous âges et de toutes classes sociales, venue en silence lui rendre hommage. Le Conseil général avait à son initiative financé la restauration de la belle abbaye de Saint-Martin de Boscherville. C'est là qu'il a voulu être inhumé. Comme le disait son ami André Bettencourt, «ses obsèques à Rouen, son inhumation à Boscherville furent celles d'un

(2) Ce fut le titre du livre publié en 1994 par l'Association des Amis du Centre Démocrate, recueil de ses écrits et discours les plus significatifs - (cf. *France-Forum*, n° 303-304, juillet-septembre 1995).

duc de Normandie». Plus simplement le dessin de Faizant, reproduit dans le livre avec quelques photos, dit avec humour l'essentiel. On y voit Jean Lecanuet aux côtés de «Ponia» et de Guichard : «Prince ne puis, baron ne daigne, de Rouen suis», dit-il à Giscard.

La deuxième passion de Jean Lecanuet a été l'Europe. Admirateur fervent de Robert Schuman il a mis ses pas dans les siens dès le début de l'aventure européenne. Son brillant rapport au congrès de Lille en 1954, en pleine bataille sur le projet d'armée européenne, a marqué un temps fort de sa carrière et l'a haussé au rang des leaders du MRP. Le combat pour l'Europe communautaire et contre le nationalisme, qu'il a toujours distingué du patriotisme - car il était amoureux de la France -, constitue la raison majeure de son opposition à Pierre Mendès France, tueur de la Communauté Européenne de Défense, et surtout de son opposition au général de Gaulle. L'Europe sera un des thèmes dominants de sa campagne présidentielle de 1965, au moment où de Gaulle pratiquait la politique de la «chaise vide» à Bruxelles. Là se trouve aussi une des raisons majeures de son soutien à Valéry Giscard d'Estaing, Européen convaincu qui lui avait promis, entre autres, de faire élire le Parlement européen au suffrage universel direct. Devenu Garde des Sceaux il avait lancé le projet d'un espace judiciaire européen. L'idée depuis a fait son chemin.

Il fut heureux d'entrer en 1979 au premier Parlement européen élu au suffrage universel. Malade, affaibli, son dernier acte politique fut son combat pour le «oui» à Maastricht. Il fit un remarquable discours au Sénat en juin 1992 (que je regrette de n'avoir pas trouvé parmi les textes réunis fort judicieusement en annexe de l'ouvrage). Et son dernier discours, le plus beau et le plus émouvant, fut prononcé à la fin de la campagne du référendum sur l'Europe. Il n'a malheureusement pas été enregistré.

Valéry Giscard d'Estaing, qu'il recevait à Rouen, en a gardé un souvenir poignant comme le rappelle Madame Chaline : «Plusieurs orateurs sont venus plaider en faveur de la ratification du traité de Maastricht. Puis est venu le tour de Jean Lecanuet. Pour parler il est resté assis à sa place. Son visage était déjà raviné par la

maladie et il y avait, posée sur lui, comme une sorte de cendre grise. Sa voix a jailli, étonnamment claire et jeune. Devant un auditoire impressionné par sa conviction et son courage... il a raconté l'histoire de son engagement européen depuis l'échec de la CED... Au fur et à mesure que se développait son récit la tension devenait plus intense... il n'a pas défailli, ne s'est pas interrompu, n'a pas trébuché sur un mot. Sa péroraison a été saluée par une immense ovation».

Sur la nécessité de l'Union économique et politique de l'Europe dans le monde de demain, sur la transformation de l'indispensable Pacte Atlantique en une «nouvelle arche d'alliance, reposant sur deux piliers égaux en droit et un jour en puissance», Jean Lecanuet, si injustement accusé de se faire le «valet» des Etats-Unis, a été un précurseur. L'avenir lui a donné raison contre le général de Gaulle. Ses idées ont triomphé.

Revenons à son action de dirigeant du MRP. Il était aux côtés de Pierre Pflimlin en mai 1958 et il a vécu de près l'agonie de la IV^e République. Devenu président du MRP il se consacre alors à la réalisation d'un grand parti nouveau, dont il avait lancé l'idée dès 1959. De 1963 à 1965 il s'efforce de construire cette nouvelle force, notamment avec la tentative de la «grande Fédération» dite «Fédération Defferre».

Cette tentative intéressante de réunion des deux humanismes d'inspiration chrétienne et agnostique est bien décrite dans le livre. Les raisons de son échec y sont bien expliquées, en particulier dans une de ses annexes, reproduisant le compte rendu de la réunion du 15 juin 1965 entre socialistes et démocrates-chrétiens. Les responsabilités les plus lourdes sont clairement imputables à Guy Mollet qui refusait la fusion des partis, voulait que la Fédération s'appelle socialiste et donnait la priorité à son alliance électorale avec le parti communiste. Sans être déterminant le problème de la laïcité restait un facteur potentiel de discorde. L'hostilité fondamentale de Jean Lecanuet au communisme totalitaire - sur ce point aussi il avait vu juste - le rendait intransigeant à l'égard d'une gauche unie au parti communiste, à l'époque très stalinien. Avec le recul du temps on a le sentiment qu'une grande occasion fut alors manquée, qui

aurait pu changer le cours de la politique française.

Devant l'échec de ce projet, et faute de trouver un candidat commun avec la SFIO, il se décide, à l'appel de ses amis, notamment de Pierre-Henri Teitgen, à se présenter lui-même à l'élection présidentielle en octobre 1965, tout en mesurant bien les graves risques de l'entreprise. Presque inconnu jusqu'alors il se trouve ainsi projeté sur la scène nationale. Après une campagne brillante, qui fut la première des campagnes présidentielles modernes «à l'américaine» dans notre pays, il réunit sur son projet et sur sa personne 15,8% des voix et devient l'un des grands leaders nationaux mais, note M^{me} Chaline, il commet une erreur qui aura des suites graves : au deuxième tour, au lieu de se retirer en laissant les électeurs libres de leur choix, le 16 décembre il prend position. Constatant que le général de Gaulle n'a pas changé d'attitude sur l'Europe il déclare : «Dans ces conditions je ne voterai pas pour le général de Gaulle et je demande à mes électeurs de ne pas voter pour lui». Cette position que plusieurs de ses amis, notamment Joseph Fontanet, lui avaient fortement déconseillée, laissera des traces durables. Les gaullistes ne la lui pardonneront jamais tandis que d'autres amis, comme Robert Buron, allaient pour leur part rejoindre la gauche.

On connaît la suite. En 1966 Jean Lecanuet crée le Centre démocrate, où il voit le noyau central d'un grand parti, plus large que le MRP. Des années difficiles commencent pour lui dans l'opposition. Au lendemain des événements de mai 1968 le Centre est laminé entre la vague gaulliste et la gauche. En 1969, après le départ du général de Gaulle, c'est Alain Poher, président du Sénat, qui assure l'intérim de la présidence et devient le candidat de l'opposition centriste et modérée face à Pompidou. On se prend à rêver à ce qu'aurait pu être une campagne nationale opposant le normalien Pompidou au philosophe Jean Lecanuet... Finalement c'est l'échec et, qui plus est, au deuxième tour une partie des amis de Jean Lecanuet, Jacques Duhamel, Joseph Fontanet et Jacques Barrot se rallient à Pompidou. Le centre se casse en deux.

Jean Lecanuet ne se laisse pas décourager. Il essaie de trouver une alternative en créant avec

Jean-Jacques Servan-Schreiber le «Mouvement des Réformateurs». Mais les résultats ne sont pas à la hauteur de son projet de réformes, fort intelligent, et Jean Lecanuet renoncera bientôt au centrisme d'opposition qui devenait une impasse pour se faire l'artisan et l'inspirateur d'une nouvelle majorité. Il devient l'allié et l'ami de Valéry Giscard d'Estaing dont il soutient la candidature aux élections présidentielles de 1974. Ce soutien a joué un rôle décisif au premier tour. Mais ce changement de cap n'a pas été accepté sans mal par ses amis du Centre démocrate. André Diligent notamment s'y est opposé, ainsi que Joseph Fontanet, qui trouvait Chaban-Delmas plus proche des idées du MRP que Valéry Giscard d'Estaing. Il y aurait eu davantage à dire sur le débat interne qui s'est déroulé à ce propos au sein de notre famille d'esprit. Il y avait aussi plus à dire sur l'œuvre de Jean Lecanuet au ministère de la Justice.

Il quittera le gouvernement en 1977 mais entre-temps il a pu réunifier sa famille d'esprit. Tout le monde se retrouve en 1976 au Centre des Démocrates Sociaux et en 1978 Jean Lecanuet devient président de l'UDF, confédération réunissant les républicains indépendants, les démocrates-chrétiens, des radicaux, quelques socialistes anti-marxistes et des adhérents directs, et dont il fera en dix ans une puissante force politique. Les conditions dans lesquelles il est mis fin à ses fonctions à la tête de l'UDF en 1988, au moment où pour la première fois, à l'Assemblée nationale, les députés UDF sont aussi nombreux que le RPR, ont été jugées scandaleuses et lui ont laissé comme à tous ses amis un goût amer. A cette occasion la presse, presque unanime, lui a rendu l'hommage qui lui était dû. Il eût été normal qu'il achevât sa vie politique à la présidence du Sénat. C'était en 1992 à portée de main, mais trop tard : la maladie l'avait épuisé.

Commentant un ouvrage sur Jean Lecanuet dans les colonnes de *France-Forum*, je voudrais en terminant insister sur l'importance qu'il attachait à cette revue, dont il a été le fondateur en 1957 avec Etienne Borne, Joseph Fontanet, Maurice-René Simonnet et Henri Bourbon. Les leaders du MRP y écrivaient certes souvent mais Jean Lecanuet tenait à ce que la revue reste autonome à l'égard du parti. L'esprit dans lequel

il concevait les rapports entre les politiques et les intellectuels s'exprime bien dans la lettre qu'il a adressée à ses «chers amis Borne et Bourbon», citée en annexe du livre : «La politique, en définitive, se projette, dit-il, à partir d'une idée de l'homme qui l'enveloppe, l'enrichit, la nourrit sans jamais pouvoir la réaliser dans sa totalité. Devant l'humanisme la politique telle que je la conçois se doit d'être humble. Elle est une recherche sans fin».

L'essentiel est dit dans l'ouvrage sur l'homme que fut Jean Lecanuet : son intelligence, son immense culture, son exceptionnel talent oratoire. Pour tous ceux qui l'on connu la caricature propagée par ses adversaires - «dents blanches» - était sans rapport aucun avec la réalité de sa personne et de sa pensée. L'un de ses défauts était sans doute à l'inverse d'être un peu trop supérieur à la moyenne de la classe politique. Ce que les médiocres ne pardonnent pas. Peut-être aussi n'avait-il pas cette volonté de puissance, cette passion du pouvoir, qui habite les grands fauves de la politique. Humain, trop humain... Sa réussite a été inachevée. Je n'irai pas jusqu'à dire que ce fut un grand destin manqué mais ses activités de grand notable, l'abus des cumuls, n'ont-ils pas à la fin un peu étouffé l'homme d'Etat ?

Dans ce livre on ne le voit pas assez vivre devant nous, avec son amour passionné de la vie, sa gaieté, son humour, sa tendresse, ses doutes, ses angoisses. Les témoignages émouvants de François Bayrou et de Dominique Baudis le disent bien dans les dernières pages. Jean Lecanuet se révèle pleinement dans la fidélité à ses amis, dans la profondeur de ses affections, et de sa foi chrétienne, dans ses admirables discours célébrant à Rouen chaque année Jeanne d'Arc, dans son courage face à la souffrance et à la mort.

Le centre, c'est-à-dire la démocratie humaniste d'inspiration chrétienne, devait être, selon lui, «le sel de la terre». «Il s'est employé dit M^{me} Chaline à rechercher la terre susceptible de recevoir ce sel et s'est retrouvé ainsi au cœur de la politique française de 1965 à sa disparition». Il y aura demain, sans nul doute, pour le recevoir, des terres nouvelles, en France et dans l'Europe unie, pour tous ceux, croyants et agnostiques, qui veulent donner ou restituer du sens à la politique.

Jacques MALLET

Jean Lecanuet de Nadine-Josette Chaline - Ed. Beauchesne, collection «Politiques et chrétiens», 1999.

Trois images de la Corse

Au printemps 1992, la ville d'Ajaccio commémora le cinquième centenaire de sa fondation. Il y eut des cérémonies civiles et religieuses, des reconstitutions historiques, comme celle d'une ancienne porte de la ville à l'entrée de ce qui est à présent la rue Bonaparte. On vit se rassembler de nombreuses confréries qui existaient alors en Corse et qui réapparaissent chaque année à l'occasion des fêtes patronales et de la Semaine Sainte. La Corse se souvenait ainsi d'une période de son histoire, celle qu'elle avait vécue à la fois sous la domination génoise et dans la participation à cette civilisation italienne, c'est-à-dire latine et chrétienne tout ensemble, qui allait, avec la Renaissance, engendrer l'Europe des Temps Modernes.

Pourquoi cette commémoration de la fondation de la ville où devait naître Napoléon, descendant du capitaine François Bonaparte envoyé de Gênes pour tenir garnison à Ajaccio et qui devait y faire souche, pourquoi, demandons-nous, cette page d'histoire, cette forte illustration, fût-elle complètement ignorée des «médiats» français appliqués pourtant à relever habituellement tout ce qui ne va pas dans cette île de Corse, quelque peu excentrique depuis que la France s'est réduite à l'hexagone ?

Il n'est pas dans notre propos de répondre à cette question qui nous conduirait peut-être à apprécier le niveau de culture où se situe l'information nationale, mais plutôt, puisqu'il y a

choix des images au sujet de la Corse, à tenter de nous reconnaître entre, d'une part, l'image que l'on donne de la Corse et l'image que la Corse donne d'elle-même, d'autre part. Et même s'il y a imbrication de ces deux images, c'est la seconde qui nous semble la plus originale et c'est elle dont nous voudrions faire voir quelques spécimens.

Il y a d'abord, nous semble-t-il, l'*image historique*. Nous venons de l'apercevoir avec la fondation génoise de la ville d'Ajaccio (1) impliquant la construction d'une citadelle, comme à Bonifacio, Calvi, Corte, Bastia. Mais il existait déjà en ce lieu, du côté où se trouve aujourd'hui l'Amirauté, un bourg de paysans et de pêcheurs habité par des Corses qu'il faut bien dire autochtones. Cette diversité d'origine dans la population correspond à peu près à la division classique entre citadins et paysans. Les paysans seront plus naturellement irrédentistes, et cela même jusqu'à aujourd'hui. Parmi les citadins, il y aura des partisans de Gênes et d'autres de la France, depuis le seizième siècle avec le célèbre Sampiero Corso (2) jusque et y compris à l'époque de la guerre d'indépendance menée par Pascal Paoli au XVIII^e siècle. Si par le traité de Versailles de 1768, Gênes cède la Corse à la France, c'est la Révolution de 1789 qui réalisera l'unité de la grande et de la petite nation dans un seul peuple, le peuple français *souverain*. Et la contre-épreuve ce sera la domination exercée sur l'île par l'Angleterre de 1793 à 1796 (l'éphémère Royaume anglo-corse). Les deux siècles suivants, le XIX^e et le XX^e, verront se réaliser ce qu'on pourrait appeler l'intégration de la Corse à la France, étant entendu qu'il s'agit d'une intégration humaine concernant les individus, les personnes qui trouvent dans les emplois de l'Etat la sûreté de vie qu'ils recherchent. «Tu mangeras le pain du gouvernement», peut-on lire dans le beau roman de Marie Susini *Plein Soleil* (3). De là, notamment la présence de nombreux Corses dans les armées de la République et leur participation aux guerres des 19^e et 20^e siècles en Europe et Outre-mer. Au cours de la Seconde Guerre mondiale, de 1943 à 1945, ils furent les seuls Français, avec ceux d'Algérie, à avoir été mobilisés.

Une image historique de la Corse permettant de mieux comprendre ce pays singulier, nous

pouvons en trouver pas mal de traits et d'impressions dans les ouvrages d'historiens qualifiés, tels ceux de Pierre Antonetti (4) et Francis Pomponi (5), pour nous en tenir à ceux-là. Mais il s'agit de travaux d'analyse et, si nous voulons comprendre vite et chercher une *vision* de l'histoire de la Corse, on pourra, sans négliger les études approfondies (en particulier, on appréciera les recherches en économie sociale de Francis Pomponi), se rapporter à la récente *Histoire de la Corse* de Robert Colonna d'Istria qui, à notre avis, nous apporte la synthèse attendue (6).

Telle est d'ailleurs l'intention de l'auteur : la connaissance profonde et quelque peu atavique qu'il a de l'histoire de sa patrie, il l'ordonne dans la recherche d'un *sens*, mais non pas d'un sens donné comme nécessaire qui serait celui d'un déterminisme historique. Le sens de l'histoire de la Corse, il est d'abord donné «dans la géographie» et «la position que cette île occupe en Méditerranée occidentale». «Cette position va faire de la Corse un des enjeux importants de toutes les relations internationales dans cette région du monde. Et l'histoire de la Corse pour une grande partie de son passé ne s'explique pas autrement que par cette donnée. Envahie, conquise, cédée, convoitée, voilà l'histoire de cette île».

Faire l'histoire de la Corse, c'est mettre des noms propres devant chacun de ces mots : invasion, conquête, cession, convoitise. Et ces noms sont : Phéniciens, Phocéens, Etrusques, Carthaginois, Romains, pour l'Antiquité. Puis dans le Haut Moyen-Âge : Vandales, Sarrazins. Au XI^e siècle, la domination de Pise marque une période heureuse dans cette histoire. Puis vient la domination de Gênes et, encore, les incursions barbaresques. Puis la guerre d'indépendance, la France, l'Angleterre...

Mais autre donnée, l'histoire de la Corse est aussi celle des Corses, même si l'auteur prend

(1) Voir la récente *Histoire d'Ajaccio* sous la direction de Francis Pomponi, à l'initiative de Pascal Pierre Santini avec la contribution de Paul Silvani. *La Marge Edition* Ajaccio 1999.

(2) Antoine-Marie Graziani à Michel Vergi - *Francheschi Sampiero Corso 1498-1587*, Ed. Alain Piazzola.

(3) Ed. du Seuil et Livre de poche.

(4) Ed. Robert Laffont.

(5) Ed. Hachette.

(6) Ed. France-Empire.

soin de distinguer l'une de l'autre. Il y a cette histoire tourmentée, «tragique» selon le mot d'un historien, le bénédictin Dom Jean Baptiste Gaï (7) parce qu'il y a des hommes sur cette île battue des flots qui veulent être libres et le rester. Or, ils ne sont jamais assez nombreux pour assurer cette tâche patriotique, et souvent divisés entre eux. «Les hommes il y en a peu, constate R. Colonna d'Istria ; il y en a toujours eu peu. C'est une constante désolante de l'histoire de la Corse : l'immigration. C'est une des causes et une des conséquences de l'histoire. A Rome, au Moyen-âge, à l'époque moderne, aujourd'hui, les hommes sont partis, les masses comme les élites. Au XVI^e siècle, la Corse avait une population comparable à celle de la Sardaigne. Aujourd'hui, elle est six fois moins peuplée que sa voisine».

Robert Colonna met bien l'accent dans son livre sur les relations plutôt «privéligiées» entre la France, dès le XVI^e siècle, et l'existence dès lors d'un parti français. C'est une orientation vers la communauté de destin qui se fera entre la France, Royaume, puis République, et la Corse. C'est pourquoi l'auteur peut écrire que l'histoire de la Corse est en quelque sorte «finie» quand elle devient française. En réalité, elle va se poursuivre sous d'autres formes, la Corse participant, à sa manière, à l'histoire de France et demeurant toujours cette île dans la Méditerranée occidentale, assaillie par les tempêtes de l'Histoire, qui se fait au-dehors et au-dedans d'elle.

*
**

La deuxième image, celle de la société corse contemporaine, qui complètera l'image historique, cette deuxième image que nous pourrions dire *sociologique*, je ne crois pas qu'il y ait un meilleur auteur que Paul Silvani pour nous la présenter, s'agissant, encore une fois, de la Corse d'hier et d'aujourd'hui. *Hier*, c'est le temps des cartes postales noires ou bistre sur lesquelles on voit le plus souvent des femmes en noir près de la fontaine du village, la cruche sur l'épaule ou sur la tête, et des hommes barbus portant de gros pantalons de velours et coiffés d'un grand chapeau, parfois le fusil à la main (le fusil du chasseur, bien entendu). Rien de ce qui concerne la Corse de ce temps-là comme du

nôtre, c'est-à-dire *aujourd'hui*, n'est étranger à Paul Silvani, historien, journaliste (correspondant du *Monde* pendant des années où il n'a pas toujours été facile de parler de la Corse), chroniqueur et enquêteur irremplaçable dont le rare mérite est d'aimer passionnément son pays et d'en parler objectivement. Son dernier livre, *Bandits corses de légende (Bellacoscia Zampalinu)* (8), a pour centre d'intérêt le village de Bocognano et ses alentours montagneux, situé sur la route de Corte et Bastia, au pied du col de Vizzanova et sur les contreforts du Monte d'Oro où se trouve la vallée quasi inaccessible de Penticca. C'est là que trouveront refuge et installation les bandits illustres de Bocognano (car il y en a eu d'autres ailleurs), Zampalinu et les Bellacoscia. Le rebelle paoliste Zampalinu (de son vrai nom Ange-Mathieu Bonelli) ne se rallia à la France de la Révolution et de l'Empire que plus de vingt ans après 1768 et finit sa carrière de patriote et de résistant en combattant les Anglo-Corses avec Bonaparte, auquel il était apparenté. Bellacoscia et ses fils (Bonelli, eux aussi) ne sont pas des patriotes mais des rebelles à toute forme de loi, qu'il s'agisse du Code civil ou du Code pénal. Ils sont donc trois bandits, le père Paul, dit Paulichju, et deux de ses fils, Antoine et Jacques, sur les vingt-quatre enfants qu'il a eus des trois soeurs Fontana, Julie, Marie et Claire, avec lesquelles il vivra entre 1818 et 1863, année de sa mort. Trois de ses fils seront gendarmes. Antoine, condamné à mort par contumace, se constituera prisonnier et sera acquitté par la Cour d'Assises de la Corse en 1892. Leur histoire est racontée avec tout le talent et la richesse d'information que l'on connaît à Paul Silvani, Bocognanais lui aussi, il ne faut pas l'oublier. On appréciera particulièrement, dans la partie documentaire que P. Silvani ajoute volontiers à ses livres, l'article du *Petit Provençal*, «quotidien de Marseille», du «10 août 1892», qui commence ainsi : «Depuis quelques jours Antoine Bellacoscia se trouve dans notre ville où l'a exilé la justice de son pays, après l'avoir acquitté pourtant sur tous les chefs d'accusation qu'on avait relevés contre lui. Il habite chez son frère Antoine-Joseph Bonelli, ancien maréchal des logis de la gendar-

(7) *La tragique Histoire des Corses*. Ed. Robert Laffont.

(8) Préface de Marie-Jean Vinciguerra. Ed. Albiana - Ajaccio 1999.

merie dont les services ont été récompensés par la médaille militaire» (p. 187). La suite de l'article est à la hauteur de ce prologue, qui consiste dans le récit d'Antoine de ses «quarante années de campagne» (entendez de «maquis») au cours desquelles il a pu cultiver les «quelques terres, propriétés indivises de la famille», élever des abeilles et même se marier religieusement à l'église de Tavera, le village voisin, ayant obtenu une dispense du Pape. On ne s'étonnera donc pas que l'histoire des Bellacoscia ait suscité à l'époque une grande curiosité et le début de ce qu'on pourrait appeler un tourisme littéraire dont Paul Silvani nous donne d'excellents morceaux choisis.

Mais le côté anecdotique et pittoresque, s'il est particulièrement relevé dans cette histoire de bandits, que Paul Silvani ne se croit pas tenu de regarder comme des «bandits d'honneur», n'est pas le seul dans ce livre qui pourrait être même celui auquel on attachera le plus d'importance. La deuxième partie du livre, sur les trois qu'elle comporte - *Livre II : En ce temps-là Bocognano (XIX^e siècle)* - constitue une étude tout à fait remarquable de cette société paysanne corse ayant «pu générer un phénomène Bellacoscia», selon les propres termes de l'auteur, qui ajoute que, pour le comprendre, «il faut savoir comment le village a traversé son siècle en opérant sa mutation (route, chemin de fer, habitat, politique) et en subissant une étonnante série de crimes et de délits». Paul Silvani aura su très bien montrer ce qu'a été cette formidable transformation sociale et combien elle est révélatrice d'une certaine personnalité corse que les politiques désignent aujourd'hui sous le nom d'identité et qu'ils ont le plus grand mal à cerner.

*
**

Nous en venons par là à l'*image politique* de la Corse, que l'on ne situera pas comme les précédentes dans les siècles passés ni même au XIX^e à Bocagnano, mais bien dans le temps présent. Dans cette période - la deuxième moitié du XX^e siècle par exemple - on notera, en dehors des changements politiques qui ont affecté la France toute entière de la IV^e à la V^e République, un certain nombre de facteurs ayant joué un rôle dans la conjoncture politique, éco-

nomique, sociale et morale de la Corse : effets de la décolonisation, question nationaliste et désordres y afférents, affairisme et laxisme, politisation excessive des problèmes. Mais on ne saurait dire, par contre, que dans l'ensemble la Corse soit restée à l'écart de la modernisation de l'après-guerre et qu'elle n'ait pas participé à son développement. Pour un bon rappel d'une partie de cette période on retrouvera Paul Silvani avec : *Corse des années ardentes : 1939-1976* (9). Mais 1976, c'est, au lendemain du drame d'Aleria, la manifestation d'un nationalisme agressif et jouant de l'intimidation qui ne va cesser d'occuper le devant de la scène politique avec en point d'orgue l'assassinat du Préfet Claude Erignac, le soir du 6 février 1997. Depuis lors, et relayé par l'affaire des paillottes (toujours la tragi-comédie !) la Corse ne cesse de faire l'objet d'enquêtes, de rapports, de diagnostics et de pronostics : rapport Glavany, rapport des commissions de l'Assemblée nationale et du Sénat (maladresses comprises), sans parler de bons offices comme ceux du Grand Orient etc. Ce n'est pas que ces études et investigations soient inutiles et l'on se gardera bien de dédaigner les 608 pages du rapport Glavany et les renseignements qu'on y trouve (erreurs comprises) mais la ligne de conduite qu'elles recommandent («le retour de l'Etat de droit qu'incarnent les représentants de l'Etat de Corse» selon le rapport Glavany) suppose une continuité dans la politique qui est constamment mise en cause par la perspective de solutions dites «politiques» différentes et dilatoires. Sans omettre d'ailleurs que, depuis 1981, la politique de l'Etat en Corse n'a cessé d'être modifiée par les changements de gouvernement qui ont eu lieu. On mesure alors l'importance du Préfet dans ces conditions et les difficultés de sa mission. C'est pourquoi, si certains Préfets (il y a deux départements en Corse) n'ont pas toujours été à la hauteur de leur tâche, que ne facilitent pas les tergiversations du gouvernement à Paris, d'autres - les derniers - ont entrepris un indispensable travail de remise en ordre et d'assainissement.

Tel le Préfet Claude Erignac, dont le journaliste écrivain André Laville a tracé un remar-

(9) Préface de Xavier Versini. Ed. Albatros - Paris.

quable portrait (10), le montrant dans sa vie professionnelle et familiale, vivant en bonne intelligence avec la population de sa région et de sa ville dont il parcourait les routes avoisinantes à bicyclette. Confiant et inspirant confiance, ce qui a rendu son meurtre d'autant plus odieux. Dans son livre, André Laville mène une enquête personnelle que l'on critiquera d'autant moins que l'enquête publique n'a guère avancé. Il semble toutefois que la piste agricole privilégiée par André Laville ne soit pas reconnue.

Autre enquête : celle à laquelle s'était livré Bernard Bonnet, le successeur de Claude Erignac. On en connaît les révélations qui ont défrayé la chronique. Elles sont contenues, pour l'essentiel, dans le livre *Préfet en Corse* (11) que Bernard Bonnet a écrit pour sa défense dans l'affaire qui lui avait valu d'être incarcéré à la Santé, l'incendie du restaurant de Cala d'Orzu. Saura-t-on jamais la vérité sur cette affaire ? Le colonel Mazières, sévèrement mis en cause, a donné à son tour une version des faits qu'il n'y a pas non plus de raison d'ignorer. Mais il s'agit d'un procès qui n'est pas de notre ressort et qui ne représente qu'un «dysfonctionnement» de plus dans le gouvernement de la Corse depuis une vingtaine d'années. Le Commissaire

Broussard dans ses *Mémoires* (12) avait bien montré «le climat délétère» qui régnait alors chez les divers représentants de l'Etat en Corse et leurs médiocres compromissions avec le FLNC, déterminant cette «fuite en avant» qui est toujours d'actualité.

On lira tout de même le livre du Préfet Bernard Bonnet parce qu'il constitue un bon *état des lieux* sur la Corse, dont ce Préfet semblait avoir bien pris la mesure et établit un bon diagnostic. Dommage qu'il n'y ait pas eu la manière. La manière Erignac, par exemple. Dommage aussi que les Préfets ne soient trop souvent que des pions que l'on place et déplace sur un échiquier auquel les citoyens gouvernés n'ont point accès.

Jean-Yves CHEVALLIER

(10) *Un crime politique en Corse*. Ed. du Cherche-Midi.

(11) Ed. Michel Laffont - Ed. Plon.

(12) *Mémoires* t2. - Ed. Plon.

P.S. : Pour compléter l'article ci-dessus écrit avant l'été 2000 où il aura été beaucoup (trop) question de la Corse, on recommandera spécialement la lecture de *Pour soldo de tout compte. Les nationalistes corses parlent* (Denvel Impacts), de François Santoni et Jean-Michel Bassi. Ce dernier, assassiné à l'Île-Rousse, au mois d'août. A lire absolument. A lire aussi pour une assez bonne présentation du dossier corse : *Comprendre la Corse* de Jean-Louis Andreani (préface de J.-M. Colombani), Folio-actuel-Gallimard.

Etienne Borne et «Les Cahiers du Rhône»

Un jour du printemps de 1944, Etienne Borne, professeur de philosophie à la khâgne du lycée de Toulouse, engagé dans la Résistance au mouvement *Combat*, me confia qu'il venait d'être désigné pour occuper à la Libération le poste de commissaire régional à l'Information, me demanda si j'accepterais, le moment venu d'organiser ses services et d'être son adjoint et me dédicacéa son livre «Pour le temps de la douleur» récemment paru dans *Les Cahiers du Rhône*.

Cette collection fondée et animée par Albert Béguin, alors professeur de littérature à l'Université de Bâle, avec les encouragements de l'abbé-futur cardinal-Journet, d'Emmanuel Mounier et de Stanislas Fumet, était éditée à Neuchâtel par Hermann Hauser, directeur des éditions de la Baconnière et diffusée en Suisse

et en France mais seulement dans le territoire de la zone dite libre (diffusion qui sera maintenue au-delà de novembre 1942, date de l'occupation de cette zone par les Allemands). Bernard Anthonioz assurait avec audace et brio son secrétariat de rédaction.

Un jeune historien, Olivier Cariguel, a reconstitué à partir des archives de la Baconnière, du fonds Béguin et des documents de la censure fédérale suisse, l'histoire éditoriale de cette collection, refuge de la pensée libre, qui servit alors la cause de l'honneur humain.

Composée de trois séries - bleue, blanche et rouge - dont les couvertures portaient toutes la devise de Jeanne d'Arc, «Dieu premier servi», *Les Cahiers du Rhône* publièrent des poèmes

d'Aragon, d'Eluard, de Pierre Emmanuel, de Pierre-Jean Jouve, de Jean Cayrol, de Pierre-Henri Simon ; des essais de Jacques Maritain, d'Emmanuel Mounier, d'Etienne Borne, de Stanislas Fumet, de Charles Journet, d'André Rousseaux. Au total, en trois ans, soixante ouvrages qui témoignaient d'une vision personnaliste et humaniste de l'homme alors soumis en Europe aux pressions des idéologies totalitaires.

Albert Béguin a insufflé aux *Cahiers du Rhône* une orientation chrétienne marquée. La composante suisse du comité de lecture était nettement confessionnelle, catholique et protestante, et la plupart des auteurs français avaient une forte coloration catholique à l'exception de ceux que Cariguel appelle les «matérialistes» comme Aragon, Eluard, Decaunes mais qui étaient eux aussi notoirement antinazis.

Les racines de la Résistance littéraire des *Cahiers du Rhône* plongeaient dans le passé culturel de la France. C'est ainsi qu'Etienne Borne

dans «Pour le temps de la douleur» nous invitait à relire et à respirer l'air salubre de la spiritualité cornélienne, à apprendre de Pascal à nous garder «des mirages de l'imaginaire qui déguisent en justice l'éclat de la force ou qui dégradent l'infinité de l'âme humaine dans l'étroite vanité d'un personnage social». Surtout, il nous faisait prendre conscience d'une réalité invisible aux réalistes : «que l'innocence crucifiée est toujours victorieuse, à la fin, du mal qui l'a vaincue pour un peu de temps».

C'est une part méconnue de l'histoire culturelle des années de guerre qu'Olivier Cariguel a talentueusement explorée avec la reconstitution des tribulations et des réalisations des *Cahiers du Rhône* (1) qui vivifièrent aux sombres jours notre foi patriotique et notre espérance chrétienne.

Jean PEYRADE

(1) *Les Cahiers du Rhône dans la guerre (1941-1945)* par Olivier CARIGUEL. Edit. de l'Université de Fribourg. 190 pages.

À Saint-Pierre

par Jean Chélini

L'actualité immédiate nous ramène à Saint-Pierre. Beaucoup de pèlerins franchissent et franchiront cette année la Porte sainte. Ils découvriront l'incomparable majesté de ce temple immense, en entrant dans cette nef sombrement luisante au bout de laquelle descend du ciel une nappe de lumière, droit sur le lieu même où fut enseveli l'Apôtre. Malgré les dimensions colossales de l'ensemble, l'harmonie des proportions en diminue la taille, jusqu'à celle des hommes qui viennent s'y recueillir. Dans ce monument gigantesque, vieux de cinq siècles et comme neuf, le pèlerin prend une première mesure de la grandeur de Dieu, sans être anéanti !

Le magnifique recueil *Saint-Pierre de Rome*, qu'a dirigé Daniele Casalino, exprime admirablement cette impression d'éternelle grandeur, mise à la dimension des hommes (Citadelles et Mazenod, 265 p., 350 illustrations principalement en couleurs. *Paris 2000*, traduit de l'italien par Daniel Arasse, préface du cardinal Virgilio

Noc, président de la Fabrique de Saint-Pierre). Dans l'équipe qui a préparé le livre, figure l'auteur du grand ouvrage sur *La Fabrique de Saint-Pierre*, vingt siècles d'histoire et de projets (Libreria Editrice Vaticana et Bonechi editore, 320 p., très nombreuses illustrations, en italien), Alberto Carpiceci, le meilleur spécialiste de l'architecture de la basilique vaticane et de son histoire, à laquelle est consacrée la première partie de l'ouvrage. Après quelques pages sur la basilique constantinienne qui dura un millénaire jusqu'à ce qu'elle se délabre complètement au début du XVI^e siècle, l'auteur nous présente dans une première partie l'épopée de la reconstruction à travers les projets successifs : depuis Giuliano di Sangallo (1503-1506) jusqu'à celui de Michel-Ange (1546-1564), sans oublier Bramante (1505 - 1514) ou le deuxième Sangallo (1520-1546). Cette période d'édification s'achève par la façade un peu lourde de Maderno (1603-1629) sous Paul V Borghese (1605-1621) et la colonnade du Bernin au

milieu du XVII^e siècle. Derrière ces intervenants de génie, un organisme permanent gère l'ensemble des projets, la Fabrique de Saint-Pierre. À Rome, lorsque l'on veut désigner une œuvre qui ne s'achève jamais on dit : «E la Fabbrica di San Pietro»... Un travail de Romains pour ainsi dire !

La seconde partie de l'ouvrage s'attache à décrire avec précision l'intérieur de Saint-Pierre. Au-delà des généralités, dans le texte comme par l'image, l'auteur sait insister sur tel ou tel détail qui risque d'échapper au visiteur saisi par la beauté des monuments funèbres des pontifes, si harmonieusement mis en scène, de la statuaire, des mosaïques, ou de l'agencement

subtil des marbres. Un bon livre, didactique et scientifique dans sa partie historique, habilement illustré dans son volet descriptif. Une heureuse introduction «au voyage romain» !

Et sans quitter le vatican, notons le recueil du cardinal Virgilio Noe qui décrit la nouvelle *Porte sainte de la basilique Saint-Pierre*, offerte à Pie XII pour le Jubilé de 1950 par les catholiques suisses. Ses 16 panneaux de bronze racontent avec force et grâce l'histoire de la Rédemption. La deuxième partie du livre évoque les papes des jubilés (Libreria Editrice vaticana, 110 p.). À regarder avant de partir !

Jean CHÉLINI.

Batailles contemporaines

par Jean Chélini

L'histoire contemporaine en Europe fait défiler un cortège de tumultes et d'affrontements où les chrétiens se sont engagés au cœur de la bataille.

L'abbé Paul Christophe, professeur à Lille et directeur de collection au Cerf, publie un cinquième volume des *Carnets du cardinal Baudrillart (1919-1921)* (Cerf, 1045 p., 390F) sur l'immédiat après-guerre, Le recteur de l'Institut catholique qui vient d'entrer à l'Académie française, développe à travers son réseau de relations une action internationale, en faveur de la France et de l'Église.

Les carnets fourmillent de jugements prémonitoires et apportent une masse de renseignements utiles à l'histoire. Paul Christophe poursuit là une œuvre précieuse de documentation qui lui vaut la reconnaissance de ses pairs, pour le travail accompli et les éclairages obtenus.

Retenons la très bonne biographie que notre collègue Nadine Chaline, professeur à l'université d'Amiens, consacre à *Jean Lecanuet*, (Collection Politique et chrétiens, Beauchesne, 234 p., 120 F). Pour avoir été un proche de Jean Lecanuet depuis son combat de 1965, à travers la grande aventure du Centre démocrate et du CDS et l'avoir connu et aimé, j'ai apprécié ces pages sérieuses, bien documentées, qui laissent

percer une réelle sympathie pour le grand maire de Rouen dont M^{me} Chaline est citoyenne.

Il faut faire dans notre bibliothèque une place de choix au *Dictionnaire historique de la France sous l'occupation* (Tallandier, 730 p., relié) sous la direction de Michèle et Jean Cointet, tous deux universitaires et spécialistes de la France sous Vichy. Une quinzaine de collaborateurs ont fourni les notices biographiques ou thématiques de grande qualité. Un ouvrage indispensable.

Guy Boissard dans *Quelle neutralité face à l'horreur ?* souligne le courage du futur cardinal Journet pour dénoncer dans la Suisse neutraliste les crimes du nazisme et condamner sans appel son idéologie (Éditions Saint-Augustin, 455 p., 149 F diffusé par le Cerf, préface de René Rémond).

Didier Rance écrit *Un siècle de témoins, Les martyrs du XX^e siècle* (Le Sarment, 430 p., 120 F) qui rassemble les témoignages sur les martyrs du marxisme, du nazisme et de toutes les idéologies inhumaines qu'a connues notre siècle.

Jean-François Le Louvencourt consacre une biographie spirituelle à l'un de ces témoins *Le Père Kolbe* (Nouvelle Cité, 125 p., 75 F).

- Un livre très émouvant est publié sur M^{re} Boleslas Sloskans, *L'anéantissement silencieux* (Téqui, 108 p., 56 F), l'évêque Letton qui passa la majeure partie de sa vie dans les geôles soviétiques. L'un des deux auteurs de la biographie, le père Stefan Van Calster, est le postulateur de la cause.

On lira avec intérêt le «Que sais je ?» de Dominique Le Tourneau sur *L'Église et l'État en France* (Puf, 125 p.) et l'étude pénétrante du père Henri Bourgeois sur les différents modes de relation entretenus aujourd'hui par les chrétiens avec leur Église, *Quel rapport avec L'Église, confiance et vigilance ?* (Desclée de Brouwer, 208 p., 128 F).

Achevons cette chronique en signalant trois précieux *libretti*, comme diraient nos amis ita-

liens que Le Cerf consacre à l'histoire conciliaire *Conciles et synodes* de Norman Tanner (108 p., 130 F), *Le Concile de Trente* d'Alain Tallon (135 p., 100 F), et *Le concile Vatican I* (163 p., 110 F) de notre collègue Paul Christophe.

Et si nous voulons initier nos enfants ou nos élèves à une connaissance élargie de l'univers religieux, ou simplement rafraîchir les nôtres sur les autres sphères spirituelles, on consultera *Les grandes religions*, sous la direction de Michael D. Coogan, universitaire américain spécialiste de l'histoire religieuse (Larousse, 226 p., 250 paragraphes, relié). Une synthèse sérieuse et bien documentée.

Jean CHÉLINI.

Prix littéraire

Le grand prix Gustave Flaubert a été décerné le 4 octobre 2000 à notre ami et collaborateur **Charle DELAMARE** par la Société des Ecrivains Normands. Il récompense une série de récits sur la bataille de Normandie, en 1944, parue sous le titre : «**Entre le marteau et l'enclume**».

L'auteur met en scène les oubliés de l'histoire : militaires et civils frappés par le destin au cours de la tuerie qui s'abattit sur eux.

Renseignements auprès de France-Forum

Erratum - Dans l'article consacré à **Alexandre MARC** par notre ami Bernard Voyenne (France-Forum, 2^e trimestre 2000 - pp. 25 et ss.), il faut lire qu'Alexandre MARC s'est éteint le 22 février 2000.

France-Forum a été créé en 1957 par É. Borne, H. Bourbon, J. Fontanet, J. Lecanu et M.-R. Simonnet. De 1957 à 1993 chaque numéro de France-Forum a comporté les «Propos du temps» d'Étienne Borne.

Directeur de la Publication : **René Plantade** - Secrétariat-Abonnements : **Thérèse Desplanques**
ISSN : 0046 - 4910 - Commission Paritaire n° 60361 - Dépôt légal n° 3024
Composition et impression : **VIENNE IMPRIM'** - 23, quai Jean-Jaurès - 38200 VIENNE - Tél. 04 74 85 47 06 - Télécopie 04 74 31 65 64
Photos : Roger Viollet

« Si la démocratie est la vérité de la politique et s'il faut une philosophie à la démocratie, cette philosophie ne peut être qu'un humanisme intégral. Et l'humanisme n'est intégral que s'il est personnaliste. »

Etienne Borne

« On ne décide pas de la vérité d'une pensée selon qu'elle est à droite ou à gauche, et encore moins selon ce que la droite ou la gauche décide d'en faire. »

Albert Camus

